

La Révolution Prolétarienne

L'INSTANT DECISIF DE LA REVOLUTION EST PERMANENT

Siegfried Kracauer (1889-1966)

REVUE FONDÉE PAR
PIERRE MONATTE EN 1925

**Collaborateurs
depuis la création**

Alfred Rosmer ; Robert Louzon
Maurice Chambelland; Robert Debré
Ferdinand Charbit
Roger Hagnauer ; Simone Weil
Gaston Ferdière
Albert Camus ; Jean-Paul Finidori
Simon Rubak ; Raymond Guilloire
Gilbert Walusinski ; Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet ; Roger Lapeyre
Jean et Josette Cornec
Jacques Reclus ; Nicolas Faucier
Jacques Gallienne ; Robert Debré
Jean-Louis Bureau ; Roger Bossière
Georges Lamizet ; Félix Franc
Marc Rosentaub
Jean Cornec ; Jacques Ruffié
Albert Memmi
Pierre Aubery
Paul Heutching
Jacques Faure
Daniel Béresniak
Jacques Simon
Laurent Préziosi ; Pierre Roubin
François Lonchamp
Rolland Hénault
Pierre Ajavon ; Alain Tizon
Jacques Demorgon
Jean-Kely Paulhan
Gabriel Fontenoy ; Pierre Verhas
David Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur Jean MOREAU

Siège social :

26, rue des Rosiers, 75004 PARIS

Tel : 01 48 87 59 80

Éditée par :

Les Amis de la Révolution Prolétarienne

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

CCP : 8044 64 Y Paris

Commission paritaire n° 0316G87832

Après les tueries

Après les tueries de Toulouse en 2012 et de Bruxelles en 2014, celles de janvier 2015, en plein Paris, et de février, au Danemark, nous ont tous sonnés, abasourdis. Même lorsque nous sommes des militants « conscients » de vivre dans une société de classe, avec toute la violence qu'elle comporte, on ne s'attend plus vraiment à revoir de telles manifestations de barbarie et de haine au centre des capitales. Une extrême-droite pseudo-religieuse, en relation avec les mafieux qui font commerce des armes, a tué sauvagement. Elle s'est attaquée au droit au « blasphème » et aux Juifs ^[1]. Les attentats ont été accomplis au nom d'un Islam usurpé, réactionnaire et fascistoïde qui, du Moyen-Orient à nos banlieues, oppresse d'abord les populations musulmanes ou supposées telles, instaure un rapport de force aliénant qui s'appuie sur la ghettoïsation objective des précarisés. Elle s'est renforcée depuis des décennies. L'islam n'est pas le terrorisme. L'islam – qu'il soit sunnite, shiite, confrérique, soufi... – et l'islam politique ne sont pas une même chose. Le salafisme (qui a « fabriqué » naguère Ben Laden, promu par les Etats-Unis pour défendre l'Afghanistan contre les Russes) était encore une force très marginale au siècle dernier.

On sait aussi que le « choc des civilisations » est bien souvent le choc des ignorances.

Meurtres politiques et racistes: des dessinateurs sont assassinés alors qu'ils manifestent de la liberté d'expression; l'antisémitisme existe toujours, contre lequel il nous faut lutter de toutes nos forces.

Fille du syndicalisme révolutionnaire, héritière de la *Vie ouvrière*, notre revue fête cette année ses 90 ans. Elle a survécu quand tant d'autres ont échoué. Pluraliste, intelligente et démocratique comme l'est la vraie démocratie ouvrière à l'œuvre dans n'importe quelle A.G. de grévistes, la *R.P.* cherche, et commence à trouver, les moyens de consolider son chemin, non pour « survivre » en tant qu'objet insolite, mais pour être au service des laissés-pour-compte de la société et de la pensée bourgeoises.

Jean MOREAU et Stéphane JULIEN

[1] Le blasphème n'existe pas dans la République française, du moins hors régions restées concordataires. Au Danemark, l'Art. 140 du Code pénal stipule : *Celui qui, publiquement raille ou fait outrage aux doctrines de la foi ou aux conflits de religions légalement établies dans le pays est passible de prise de corps. Il punit aussi toute moquerie publique d'une religion...*

Assemblée générale des Amis de la *R.P.* du 7 février 2015

Jean Moreau : remercie chaleureusement les Camarades de leur présence. L'ordre du jour – AG extraordinaire – doit dessiner l'avenir de la *RP*.

Il rappelle qu'en septembre 1983, il a été choisi pour animer la *RP*. Il évoque le passé prestigieux de la revue, ses valeurs : « refus de parvenir » (Albert Thierry), « amour passionné de la culture de soi-même » (Fernand Pelloutier), indépendance du mouvement syndical et, par conséquent, attachement à la Charte d'Amiens.

Il rappelle l'évolution de la *RP* depuis 1947-1948 : à l'époque le syndicalisme révolutionnaire est encore important ; le choix de l'autonomie de la FEN, des tendances et de sa volonté de travailler à la réunification, ainsi que l'histoire individuelle des militants créent une collusion entre « réformistes » et « révolutionnaires », ainsi, les Cornec, Roger Hagnauer, Roger Lapeyre, Robert Chéramy, et le PUMSUD (Pour Un Mouvement Syndicaliste Unitaire et Démocratique), illustrent cette convergence...

En 1982, l'arrivée de la gauche au pouvoir, les problèmes corporatistes et les querelles de principe conduisent à la division et à l'affaiblissement du syndicalisme actuel.

Aujourd'hui la *RP* est une revue de réflexion générale, elle réunit ce qui est éparé, milite, par exemple pour la défense des « sans » (sans-papiers, etc.) et ses rédacteurs s'interrogent sur l'avenir d'une mondialisation dominée par un capitalisme financier et informationnel.

Les Amis de la *RP*, ses militants, ses abonnés, ses rédacteurs appartiennent à diverses organisations. D'aucuns nous écrivent de Belgique, d'Amérique, d'Afrique, de Suisse...

Chacun se présente :

Francine Moreau (secrétaire de rédaction et tenue du fichier)

Pierre Verhas (rédacteur)

Stéphane Julien (instituteur, fait la maquette)

Pascal Busquet (syndicaliste parisien, militant des CSR, mandaté)

Michel Lambart (éditeur pédagogique)

Quentin Dauphiné (« Emancipation »)

Vincent Prémey (secrétaire départemental FSU)

Jean-Michel Kay (« Amis de Spartacus »)

Dan Gallin (syndicaliste, union internationale des travailleurs de l'alimentation, directeur du Global Labour Institute)

Emir Habi (syndiqué aux correcteurs CGT, éditions Spartacus)

Pierre Roubin (membre de l'Office universitaire de recherche socialiste depuis les années 70)

Jacques Demorgeon (philosophe, sociologue, rédacteur)

Marc Rosentaub (rédacteur)

Alain Tizon (rédacteur)

Excusés : Jean Paulhan (rédacteur), Nicolas Dessaux, François Cavellat et Olivier Delkov.

Dans le n°783 de décembre 2013, Jean Moreau ayant envisagé de remettre son mandat, avait décidé de faire appel à candidature et de fixer une date limite. But : refuser tout noyautage, choisir un successeur qui adhère à nos principes. Aucune réponse à la date butoir. Des camarades ont apporté une aide logistique importante. Qu'allons-nous décider ?

Francine Moreau : observe que sur le plan technique : la réception des articles, le travail de relecture sont faciles. Depuis quelques mois, notre Camarade Stéphane Julien assure brillamment la mise en page. Demeure un problème important : le routage. Cela nécessite un certain travail de manutention. Les numéros de la revue doivent être ensuite déposés à la poste centrale. Il serait souhaitable de trouver un « Parisien » pour accomplir cette tâche. Francine Moreau présente le rapport financier. Il témoigne de la bonne santé de la revue.

Jean Moreau : se réjouit de la diversité et du nombre de rédacteurs. Manquent, à côté des articles généraux, des dossiers sur l'action syndicale.

Jacques Demorgeon : note que si la revue « marche » bien, le nombre d'abonnements est insuffisant. Un tel dessein nécessite un travail spécifique.

Francine Moreau : remercie Jacques Demorgeon pour les nombreux abonnements qu'il a suscités. Par ailleurs, des internautes nous envoient des courriels. L'existence du blog mis en place par Stéphane Julien montre que la *RP* existe toujours. Depuis 3 ans, le nombre d'abonnés, est stable : une centaine paie régulièrement. Tirage autour de 260 exemplaires. Le rappel habituel n'a pu être assuré en 2014.

Jean-Michel Kay : demande si la *RP* est organisée en association Loi 1901 ?

Jean Moreau : répond affirmativement, depuis 1982. A cette date, maintes réunions, initiées par le successeur de la *RP* et son collaborateur de FO, eurent lieu au siège de l'UD-FO de Paris. Elles ne donnèrent aucun résultat. Le Camarade de FO décida de faire cesser la parution. Jean Moreau et les Camarades du Noyau : Bureau, Reclus, Bossière, etc. se réunirent dans une salle de la Libre Pensée pour redonner force et vigueur à notre vieille *RP*. Celle-ci ne devait pas mourir. Aussi réussit-on à publier un numéro d'une page.

Jean Moreau rappelle que la *RP* naît en réalité avec la *Vie Ouvrière* en 1909, qu'elle se voulait, selon les termes de Monatte, une revue d'action. Elle entendait refuser dans le mouvement ouvrier tout catéchisme.

Francine Moreau : informe l'AG que nous étions imprimés par les éditions Polyglottes qui assuraient également le routage. Celles-ci ayant cessé d'exister, nous avons dû trouver un autre système qui s'est avéré beaucoup moins onéreux – celui de la photocopie – qui nous donne satisfaction.

Vincent Présumey : résume l'histoire de Jean Moreau, suggère le rôle qu'a pu jouer l'aile gauche de Force Ouvrière... Il se demande comment, aujourd'hui, continuer la *RP*   la fois comme expression syndicaliste et revue de militants diversifiés qui pensent notre temps. Constituer une large équipe rédactionnelle où chacun serait chargé d'un travail précis, serait peut-être – pour demain – une bonne solution.

Jean Moreau : remercie Vincent Présumey de sa suggestion. Dans une société marquée par la financiarisation du monde, sa d r glementation généralisée, les catastrophes qu'elles provoquent, il a toujours la profonde conviction que le feu brûle sous la cendre. Sans doute faut-il repenser les modalités d'action du mouvement social, mais aussi, plus concrètement, organiser le travail pratique d'une équipe rédactionnelle.

Jacques Demorgeon : entré dans l'équipe à la demande de Jean Moreau dans les années 2000, n'a jamais éprouvé le sentiment d'une contrainte ou d'un désagrément. Il faut retrouver le même climat, demeurer ouvert. Il n'y a pas de catéchisme de la *RP*. L'idée d'une équipe de plusieurs « cuisiniers » pour garantir une évolution créatrice de la *RP* qui se garde de toute volonté idéologique d'imposer une ligne, lui appar t très bonne.

Stéphane Julien : les prises de parole vont vers un souhait de collégialité. 5-6 tâches à segmenter que font Jean et Francine : rédaction (prospection et réception des articles dans le cadre du calendrier, éventuel refus), routage (avec impression, mise sous enveloppes, étiquetage), maquette, correction-relecture, tr sorierie. Toutes ces tâches étaient faites par deux personnes avant que je reprenne la maquette, il faut les en décharger progressivement.

Pascal Busquet (CSR) : vit la même situation pour une autre revue. Si une collaboration de sa part et de ses amis est envisageable, elle ne peut que prendre une forme collégiale.

Jean Moreau : Un comité de rédaction peut être envisagé, étant bien entendu que les contraintes administratives (celles de la Loi 1901 et celles concernant l'attribution d'un numéro de commission paritaire) tant que le changement collégialement décidé n'est pas intervenu me conduisent à assurer – fût-ce provisoirement – les fonctions de directeur. Il faut un trésorier et un camarade qui s'occupe du routage.

Stéphane Julien : souhaite vivement que, pour l'instant, Francine demeure tr sorierie. Il remarque aussi que la *RP* n'est plus une revue militante qui pourrait par exemple être vendue dans une manif. La parution trimestrielle y contribue pour beaucoup. On peut réfléchir à réinjecter progressivement de l'actualité sociale et du militantisme.

Vincent Présumey et Jean Moreau : approuvent cette proposition qui renoue avec une tradition de notre *RP*.

Monatte, en effet souhaitait que la *VO* puis la *RP* comportent des enquêtes, des monographies de branches professionnelles ou locales...

Jean Moreau : résume les interventions de l'assemblée :

- constituer un groupe rédactionnel sous la direction de Stéphane Julien
- rédiger des articles généraux mais aussi des monographies ouvrières
- assurer la collaboration de camarades parisiens pour aller porter les revues à la poste.

Notre revue peut être l'interface d'un mouvement syndical très affaibli. On retrouve en effet, dans les luttes sociales, les meilleurs militants qui ne sont pas pour autant mandatés par leur organisation.

Stéphane Julien : l'urgence est de répondre aux sollicitations qui ont été faites concernant le travail éditorial et la répartition des tâches techniques.

Dan Gallin : le GLI est disposé à participer ponctuellement à la *RP*. En France et en Europe il existe un espace politique où peuvent se retrouver diverses traditions de la gauche indépendante ou de la gauche révolutionnaire. Il manque une plateforme de rassemblement. La *RP* ne pourrait-elle pas jouer un rôle important dans ce domaine, pour rassembler ...

Vincent Présumey : partage l'avis de Dan Gallin. Certes, il ne s'agit pas pour lui, de rassembler la « gauche révolutionnaire » française mais de revitaliser un syndicalisme pour qui la *RP* doit être un lieu utile de rassemblement et de réflexion.

Il souligne l'importance des deux propositions qui ont été faites :

- l'idée d'un noyau rédactionnel qui travaille sur le contenu
- la mise en place pratique de la répartition des tâches à la fois pour l'aspect technique et l'indépendance.

Ce sont deux questions liées mais pas identiques.

Décisions d'organisation

Directeur transitoire de la revue : Jean Moreau
Equipe rédactionnelle (par ordre alphabétique), sous la direction de Stéphane Julien : Pierre Ajavon, David Ball, Quentin Dauphiné, Jacques Demorgeon, Dan Gallin, Daniel Guerrier, Dominique Guyot, Rolland Hénault, Charles Jaquier, Michel Lambart, Jean Moreau, Vincent Présumey, Marc Rosentaub, Pierre Roubin, Alain Tizon, Pierre Verhas

Tr sorierie : Francine Moreau

Abonnements : Jacques Demorgeon

Aide au routage : Pascal Busquet

Prochaine AG à l'EDMP le 30 mai après-midi. Un projet de réorganisation pourra être précisé, l'AG est annoncée dans le prochain numéro de la revue.

Procès-verbal établi d'après les notes de Quentin Dauphiné que la RP remercie pour ce travail.

L'infini, l'absolu, le meurtre et les humains entre eux

Les deux tragédies qui ont eu lieu à Paris, début janvier 2015, ont suscité l'horreur et la révolte. Avec tant d'autres dans le monde avant et depuis. Il faut penser la permanente émergence d'un (in)humain qui réinvente le pire : le meurtre brutalement infligé aux autres. L'histoire le montre mais nous lui tournons le dos nous privant des évidences qui proviennent de l'expérience humaine répétée sur la longue durée. Faute d'analyses et de réflexions approfondies nous n'avançons guère sur les chemins d'un autre avenir (ci après 1-6). Faute aussi de remonter à la question du sens de l'humain dans l'évolution naturelle de la vie. Nous y trouverions la source de l'ambivalence d'une humanité qui invoque « Tu ne tueras pas ! » et commet constamment le meurtre (ci-après 7-10).

1./ L'Éducation nationale renonce aux « humanités »

L'éducation à l'extraordinaire diversité religieuse et politique de l'humanité planétaire historique ne fait pas partie des « humanités » ni en Orient ni en Occident. Si la laïcité, en France, se bat avec le voile, c'est qu'elle s'est déjà voilée la face sur l'impérieuse nécessité d'apprendre dans la scolarité l'exercice régulier, poursuivi, de l'échange libre et de la pensée informée. Rien d'étonnant puisqu'au fond, l'Éducation nationale française ne veut pas enseigner l'histoire. Elle la réduit de cent façons. Elle ne s'intéresse guère plus à la philosophie. Elle ne la comprend pas puisqu'elle la supprime pour les futurs mathématiciens et scientifiques. Comme si la philosophie n'était que littérature qui, elle-même, d'ailleurs est bien plus ! Platon refusait les non géomètres ; nombre de grands philosophes ont été mathématiciens et savants. Réservée sinon hostile à l'histoire et à la philosophie, comment l'Éducation nationale mettrait-elle à son programme l'histoire des religions ? Impossible alors de comprendre comment les religions peuvent, aujourd'hui encore, animer à ce point des milliards d'humains qui prouvent leur attachement en se déplaçant par millions. Impossible d'être assez informés pour les penser et intervenir dans leurs évolutions. L'Éducation nationale devrait avoir comme devise : « Ce qui est si nécessaire à tant d'humains me demeure étranger ! » On lui trouve des excuses, suite à la surcharge des programmes envahis par l'abondance des matières ! Voyons, ci-après, en quelques lignes, que nombre de synthèses historiques en cours pourraient constituer en ce domaine des bases d'un enseignement globalisé, bref et poursuivi.

2./ Religions dans la complexité de l'histoire

Les religions ont toujours eu beaucoup à voir avec les politiques. Elles se placent en position de les dépasser. Le judaïsme entend réunir en un seul royaume les tribus d'Israël, constituant ensemble le peuple de Dieu. Les gouvernants politiques et le peuple qui les suit sont

dénoncés par les prophètes car ils ne cessent de lutter les uns contre les autres. Au lieu d'un seul, il y a déjà deux royaumes : Israël et Juda. La religion juive tente de dépasser aussi le plan du royaume pour le plan de tous les humains. Cela, en proposant aux Juifs d'être exemplaires dans l'écoute et la compréhension de Dieu. Or, ils ne suivent pas les injonctions éthiques de justice et les prophètes ne cessent de leur reprocher. Au-delà des empires, le bouddhisme tente de rassembler les humains, êtres souffrants qui doivent comprendre la nature de leur souffrance pour y échapper. Le christianisme est la religion d'un Dieu qui envoie son fils pour remédier aux errances et souffrances humaines. Cette religion est rattrapée par la nouvelle séparation politique entre Rome et Byzance. On aura des chrétiens d'Occident romains, catholiques (universels) et des chrétiens d'Orient, byzantins, orthodoxes (droits). « Universels » et « droits », comment le seraient-ils s'ils se donnent ces titres les uns contre les autres ? Un millénaire et demi après sa naissance, le christianisme se divise encore selon la géographie politique entre romanisés du Centre-Sud européen et non romanisés de l'Europe nordique de culture originelle tribale. Entre temps, avec l'islam, un 3^e monothéisme est apparu, soucieux d'unifier les hommes au-delà des tribus et des empires. Là encore, le projet butte sur les dissensions de pouvoir politique (califat) qui veulent fonder leur légitimité dans la droite succession du prophète. Aujourd'hui encore, sunnites et chiites s'entretuent quotidiennement. Les trois monothéismes successifs sont des religions d'un Être suprême unique. Or, il existe d'autres religions qui n'ont pas choisi cette personnalisation. Elles donnent la priorité au Cours global de toutes choses. Il évolue selon ses lois propres comme le Ciel et la Terre, la vie des sociétés en dynasties impériales, la vie des humains en générations successives. Comment ne serait-il pas naturel de respecter, de conserver, d'honorer le souvenir des ancêtres pour tout ce que nous leur devons ? On écrira l'histoire des Empires, de dynastie en dynastie plus ou moins réussies selon qu'elles suivent ou non le cours naturel des choses. Les humains peuvent apprendre à l'observer, à se le concilier à partir de sacrifices rituels, à en deviner les orientations grâce aux subtiles méthodes de divination. Certaines de ces autres religions apparaissent, elles aussi, parfois en opposition aux politiques, tel le taoïsme à l'origine. Plus souvent, comme on l'a vu des monothéismes, ces religions apparaissent fort enchevêtrées aux politiques. C'est le cas du confucianisme pour lequel l'empereur est le Fils du ciel. Il peut le rester en suivant la Voie du cours des choses et non ses seuls désirs personnels. L'abandon de la Voie entraînera sa perte et celle de l'empire. Ce n'est là qu'une brève vision ouverte de diversités religieuses et politiques souvent posi-

tives dans leurs intentions premières. Certes, ensuite, si souvent détournées dans leurs réalisations secondes. Ce canevas ne veut que donner une idée de la possibilité d'un enseignement qui peut éviter le parti-pris sans éluder bons et mauvais côtés ; sans non plus se prétendre au-dessus de la mêlée car il reste en recherche quant à ces divers destins humains. Ainsi, dans l'empire byzantin, une violente querelle concernant les images saintes a duré 120 ans. Ce n'est qu'une des dimensions nécessaires à la réflexion sur les récentes tragédies du début 2015, en France. On voit bien que notre éducation ne se soucie pas de penser les problèmes à propos desquels les humains se déchirent au long des siècles.

3./ Iconoclastes contre iconophiles dans l'Empire byzantin (726-843)

La question de la possibilité pour des images de représenter la divinité, voire même des personnes saintes, s'est depuis longtemps posée ; et déjà dans le judaïsme. Dans la culture contemporaine en France, la connaissance de cette question a totalement disparu. Une suspicion à l'égard des images et surtout de leur vénération par des gestes ou des sacrifices était aussi présente dans le christianisme des premiers siècles. Au IV^e siècle, Epiphane de Chypre raconte que dans une église de Palestine il a dû déchirer une tenture brodée à l'effigie du Christ. Pendant plus d'un siècle, cet iconoclasme est au centre d'une histoire byzantine peu connue, peu comprise. La question s'aggrave quand les partisans des images les transforment en sources de miracles, en objets de vénération. Ce débat concerne les trois monothéismes. Ainsi, le Calife Omeyyade Yazid II (720-724) interdit toute figuration humaine dans les lieux de culte et dans les maisons. Dans l'Empire byzantin, ce sont les monastères qui soutiennent les images et elles ont un tel impact populaire que le pouvoir politique s'en inquiète. Plusieurs empereurs vont donner et renouveler l'ordre de les détruire. Sous Constantin V, un concile en 754 réunit des centaines de responsables religieux qui autorisent une politique de répression violente. L'institution monastique voit livres brûlés, monastères pillés, transformés en casernes ou rasés. Un témoignage signale 350 moines emprisonnés et torturés. Entre 761 et 765, il y eut de véritables martyrs : André des Blachernes, Jean de Monagria, Etienne le Jeune (Jill, 1939). L'impératrice Irène, s'appuyant sur un nouveau Concile, rétablit un temps les images. A l'époque, mandé par Charlemagne, Théodulf, dans son *Capitulaire sur les images*, précise que l'usage pédagogique des images est légitime mais toute vénération condamnable. A Byzance, un second iconoclasme (814-843) revient en force à l'occasion de graves échecs militaires qui furent imputés au rétablissement du culte des images. A la suite d'une grave défaite face aux Bulgares en 813, les militaires remplacent Michel 1^{er} par un officier arménien, Léon, favorable à l'iconoclasme. En 832, l'empereur Théophile chasse tous les peintres de ses Etats. En 836, on a encore des martyrs. Horriblement torturés, les frères Théodore et Théophane Graptoi seront

surnommés « les marqués » après gravure sur leur visage d'une poésie iconoclaste. Suite à ces excès, l'impératrice Théodora, s'appuyant sur le Synode du *Kanikleion*, rétablit les images le 11-03-843. Ce rétablissement est commémoré chaque année lors du 1^{er} dimanche de Carême, nommé « dimanche de l'orthodoxie ».

4./ Les déploiements politiques et leurs absolus meurtriers

Les humains n'apprennent pas à se reconnaître riches de leurs multiples différences. Ils ne cessent de se séparer en groupements dont chacun se croit seul détenteur du vrai sens du réel, et l'érige en absolu. Sans nier que ces absolus ont toujours été là, nous devons comprendre comment ils peuvent être à l'origine de belles, grandes et bonnes réalisations en même temps que de conduites monstrueuses. Ces absolus s'engendrent au sein des grandes activités politiques, religieuses, économiques. Elles sont issues d'une histoire conflictuelle et d'arrangement et ont ainsi contribué aux organisations de sociétés auxquelles leurs membres s'identifient. Ces identifications deviennent des absolus et ceux qui s'en réclament en tirent un droit de vie et de mort sur tous les autres : étrangers, impies, infidèles, mécréants, etc. Il y a, ainsi, en tout absolu une source de conduites inhumaines. Voyons-le pour les trois grandes activités politiques, religieuses, économiques séparées et enchevêtrées. Il est assez évident que l'histoire politique conduit sans cesse aux meurtres. Ils sont limités et personnels quand la fin recherchée est le pouvoir en éliminant ceux qui le détiennent. Ils sont souvent monstrueux au sein des familles régnantes où aucun lien familial n'arrête le meurtre. En politique extérieure, lors des guerres, les meurtres atteignent des sommets. Selon l'historien chinois antique Sima Qian (-109, -91 av. J.-C. – trad. 2002), lors de la victoire (260 av. J.-C.) de l'Etat de Qin sur l'Etat de Zhao, 400.000 prisonniers sont enterrés vivants ; quelques centaines en réchappent. Lors des invasions mongoles, les massacres de Gengis Khan sont célèbres : 75.000 morts à Samarcande (1220), 60.000 à Hérat (1221). D'autres massacres sont importants : 48.000 morts à Kiev (1241), 90.000 à Bagdad (1258). Tamerlan ne fait pas moins : près de 60.000 morts à Ispahan (1387) ; 100.000 prisonniers massacrés à Dehli (1398). Au XX^e siècle, les deux Guerres mondiales font près de 75 millions de morts. Précisons que du fait des famines en Ukraine, des aveugles bombardements aériens conventionnels ou atomiques, de la Shoah (enchevêtrement exceptionnel du politique et du religieux), plus de la moitié de ces morts est composée de civils. Enfin, le programme d'études de *Yale University* chiffre à 1.700.000 morts (21 % de la population cambodgienne d'alors) les crimes perpétrés entre 1975 et 1979 au « Kampuchéa démocratique », sous le régime Khmer rouge de Pol Pot. Les famines en Chine sous Mao ont elles aussi entraîné des millions de morts.

5./ Les évolutions religieuses et leurs absolus meurtriers

Dans l'ordre du religieux, les massacres par les uns de ceux qui n'ont pas leur religion n'ont jamais cessé. Ainsi, les Croisades. Lors de la première (1096-1098), qui traverse l'Allemagne et l'Europe centrale, « les croisés massacrent les communautés juives de Metz, Trèves, Mayence, Cologne, Ratisbonne... Quand Jérusalem tombe, le 15 juillet 1099, les troupes chrétiennes exterminent tous les infidèles musulmans mais aussi juifs » (J. Isaac, 1956). Un siècle et demi plus tard, en dépit des mesures de l'empereur Henri IV, on a, dès 1147, de nouveaux massacres en Allemagne. Puis en Angleterre (1189) et en France (1190). Le Concile du Latran de 1215 oblige les Juifs à se signaler par le port d'un cercle d'étoffe de couleur. Lors de la 5^e croisade, des Pastoureaux, nouveaux massacres en 1320 et 1336. En Espagne, en 1391 et 1412. L'enchevêtrement du politique, du religieux et de l'économique est constant. Pour les rois, c'est facile de trouver une manne financière en confisquant les biens juifs. Quand la bourgeoisie commence son développement, la stigmatisation permet à l'emprunteur de ne pas rembourser sa dette. En Italie, l'accueil est fréquent mais non garanti à terme. Ainsi, des Juifs portugais, réfugiés à Ancône, furent finalement brûlés vifs sur l'ordre des autorités pontificales. En Pologne, en 1551, les Juifs obtiennent une autonomie administrative et accèdent même à de hauts postes. Quand la Pologne est envahie, la situation des Juifs change. A Nemirov, en un seul jour (10-06-1648), 6.000 d'entre eux sont tués. Dans les dix ans qui suivent des milliers d'autres le sont. Un siècle plus tard, en 1768, les serfs ukrainiens des nobles polonais se soulèvent et massacrent vingt mille nobles et nombre de Juifs jugés complices. Ces événements répétés ont finalement culminé dans les millions de morts de la Shoah (Snyder, 2012). Nous venons de voir les meurtres entre croyants de religions différentes. Mais ceux-là mêmes s'entre-tuent qui, d'abord coreligionnaires, se séparent au moment où ils privilégient une option nouvelle que les autres jugent hérétique. Ainsi, les chrétiens catholiques sur le chemin des Croisades s'en sont pris aux chrétiens orthodoxes de l'empire byzantin et réciproquement. Plus tard, on verra se produire l'horrible Saint-Barthélemy (cf. *La Reine Margot*, roman et drame d'Alexandre Dumas Père, 1844-1847 ; et le film de P. Chéreau, 1994). Dès le 24 août 1572, et ensuite, à Paris et en province, les massacres firent près de trente mille morts, selon le compte récent du site *Hérodote*. En Irlande du Nord, catholiques et protestants s'entre-tuent encore dans la seconde moitié du XX^e siècle. Qui compte, aujourd'hui, les massacres quotidiens entre musulmans – sunnites et chiïtes – en Irak et ailleurs ; même si récemment certains d'entre eux se sont unis contre Daesh.

6./ Absolus meurtriers aigus ou chroniques en économie

Il n'en va pas différemment des activités économiques, elles aussi constituées en absolus et devenues meur-

trières de façon chronique et de façon aigüe. On sait à quel point, hier, les extractions minières de toutes sortes ont été meurtrières. Mais l'exemple récent le plus impressionnant est celui de Bhopal. En 1984, le gaz libéré en très grande quantité par une fabrique indienne de pesticides se révèle être proche du fameux gaz moutarde de la Première Guerre mondiale. Il cause la mort immédiate de 3.500 personnes. En réalité plus, car nombre de corps sont jetés dans la rivière locale. En 1995, un nouveau bilan officiel compte 7.500 morts. En 2010, Paul Farhi du *Washington Post* revoit ce bilan à 12.000 morts. Le 2 décembre 2014, *Le Monde* fait le point pour le trentième anniversaire de « l'interminable tragédie ». On a maintenant 25.000 morts causées par la fuite de gaz de l'origine ; et cette mortalité retardée n'a pas encore atteint son terme. On le comprend si l'on sait que ce sont 362.540 personnes qui se sont retrouvées victimes d'incapacités partielles ou totales, d'invalidités temporaires ou définitives. Quittons l'Inde pour le Bangladesh mais avec un regard rétrospectif sur New York 1911. A cent ans de distance, les mêmes causes produisent les mêmes effets sans qu'il y ait eu changements de comportements des acteurs économiques responsables. Le premier drame se passe à New York où l'industrie textile emploie des jeunes femmes immigrées juives et italiennes. Un incendie éclate dans les ateliers des étages supérieurs et, comme la direction a ordonné de fermer les sorties de secours, 146 personnes trouvent la mort brûlées vives ou s'écrasent au sol. En 2012, nous voici dans un faubourg au nord de Dacca, capitale du Bangladesh. La société *Tazreen fashions* fabrique des vêtements pour de prestigieuses marques occidentales. Les salariés, majoritairement des jeunes femmes, travaillent six jours sur sept pour 30 euros par mois. Le même salaire était versé en 1911 à New York et pour un travail moins long. Le même événement se produit. Le 24 novembre 2012, des produits hautement inflammables stockés au rez-de-chaussée près de la cage d'escalier, au mépris des règles de sécurité, vont prendre feu. Là encore, les diverses issues de secours possibles sont verrouillées pour prévenir tout vol de marchandises. On aura 124 morts et plus de 200 blessés. Une autre entreprise textile est installée dans le *Rana Plaza*. Ce bâtiment construit sans aucun respect des lois s'effondre, le 26 avril 2013, faisant 1127 victimes. Le ministre bangladais des finances, Abul Maal Abdul Muhith, s'exprime : « c'est juste un accident » (Bouissou, 2013). On voit l'inhumanité des engagements économiques et des compromissions politiques : on construit n'importe comment, on bloque les issues de secours ; on paye 30 euros par mois. Il y a eu grève pour obtenir 50.

7./ La néoténie : l'humain raté d'Epiméthée sauvé par Prométhée

Les acteurs, qui se réclament de ces finalités portées à l'absolu se les représentent comme seules capables de porter les humains au sacrifice. Sur cette base qui peut faire sens, ces finalités se pervertissent, entraînant le

mépris voire la destruction des autres. En fait, l'humain et l'inhumain ont la même source mais comprise différemment. Les Grecs en avaient déjà l'intuition. Selon eux, Epiméthée l'étourdi a produit l'humain dépourvu des moyens de survivre. Alors, son frère Prométhée vole le feu aux dieux et le donne aux hommes. Autour du foyer, ils inventent la vie commune et ses lois. Et, grâce au feu, les ustensiles de la vie quotidienne (le four du potier) et les armes pour se défendre (la forge). La science biologique vérifie l'intuition du mythe avec Kollman qui invente, en 1884, le mot *néoténie* qui signifie juvénilité maintenue, de *neos* (jeune) et *tenein* (prolonger). En 1900, le substantif est en France ; l'adjectif en 1922. Toujours absente de la culture générale commune, la néoténie est cependant devenue la référence centrale pour penser l'humain (Changeux, 2012 ; Dufour, 2012). Voyons cela de l'animal à l'homme. En cas d'appauvrissement de son milieu nourricier, la maturation d'un animal s'arrête parfois avant qu'il ne devienne reproducteur. Il disparaîtrait si la nature n'inventait pas un mode de reproduction nouveau compatible avec cette immaturité. C'est le cas de l'axolotl des hauts lacs mexicains. Ainsi, quand une situation imprévue met en échec un de ses programmes, la nature en invente un autre. Dans l'invention de l'humain, il s'agit de bien plus qu'une programmation en échec que la nature remplace. L'humain est une espèce tout à fait nouvelle qui se déprogramme et se reprogramme en réponse aux changements continuels de son expérience.

8./ L'humain libre entre l'infini qui ouvre et l'absolu qui ferme

Les conséquences en sont proprement incalculables. La possibilité des humains d'évoluer dans leurs conduites n'a pas d'autre limite que l'occasion de rencontrer du nouveau et le temps de s'y adapter. Adaptation qui selon Piaget est toujours mixte : accommodation de soi au nouveau, assimilation du nouveau à soi. C'est à tout l'environnement auquel ils ont accès, de fait et en pensée, que les humains ont la possibilité de s'adapter : c'est-à-dire à telles parts, puis à telles autres, proches ou lointaines, de l'infini cosmique dans lequel ils vivent. Ils ont les moyens pour cela : explorer, manipuler, percevoir de près ou de loin, se souvenir, réfléchir, comparer, relier, etc. L'humain est l'être de ses moyens pour une aventure de franchissement des frontières. Toutefois, cette aventure, les humains n'ont aucune chance de la mener à bien si au lieu d'en reconnaître et d'en comprendre ensemble l'ampleur exaltante, au lieu d'être en stimulations, en émulations mutuelles, ils ne veulent que se dominer, voire se détruire. Sur le modèle du cosmos, l'humain est l'être qui ne se développe pas seulement en opposant mais en composant ses antagonismes. Néoténie, liberté, ambivalence humaine sont liées entre elles. En effet, la liberté ne pourrait pas l'être si c'était la nature qui la déterminait par un programme. L'homme n'est libre que s'il peut se déprogrammer et se reprogrammer. Possibilité des possibles, la liberté est sans

fin(s). Elle ne peut exister qu'en étant l'objet individuel et collectif d'une reconnaissance et d'une appropriation éducatives renouvelées. La liberté, remise comme possibilité toujours à produire, n'est jamais assurée d'avance. L'humain qui ne s'en saisit pas la perd. Elle est l'absolu jamais absolu puisque toujours possibilité d'autre. Ouverture excessive, angoissante, et plus difficile à partager qu'un absolu dans lequel on prend facilement consistance en y croyant ensemble. Mais ensuite, cet Absolu, certains y croient de plus en plus. Ils croient que c'est Lui qui les réalise et leur dit qu'ils sont au-dessus des autres. Cela conduit vite à les dominer pour « sous-existence », même à les détruire pour « non-existence ». Même s'il y a aussi des moments de grâce créatrice, c'est surtout l'avatar meurtrier du destin humain qui s'impose comme une fatalité insurmontable. Les humains naturellement ouverts et bien intentionnés sont découragés. Ils en viennent à penser que l'inhumain est absolu, éternel et que les choix antagonistes destructeurs sont inévitables. Imbroglie sans fin quand néoténie et liberté ne sont pas comprises. La sagesse grecque le dit depuis longtemps : « Connais-toi toi-même et tu connaîtras l'univers et les dieux ».

9./ « Bien faire l'homme » : les moyens de l'humain

Les analyses sociohistoriques et anthropologiques qui précèdent nous permettent de comprendre l'humain comme énigme. Tantôt, il est monstrueux. Tantôt, il est magnifique, voire sublime, dans ses créations esthétiques, ses inventions techniques, ses découvertes scientifiques. Comme dans ces miracles que sont tant d'échanges heureux des vies quotidiennes. Cet article a montré à quel point l'être humain se donne des fins et à partir d'elles tombe constamment dans l'inhumanité. Il nous faut découvrir tout autant, voire plus, l'autre visage de l'humain. Le philosophe italien, Giorgio Agamben (2002) nous y aide dans « Moyens sans fins ». Quel titre de vérité, car l'humain doit savoir en finir avec ces fins absolues pour se fonder dans ses moyens, véritables « faits-valeurs ». Inutiles de chercher des fins-valeurs que ces moyens auraient à servir, au risque de s'y dénaturer, de s'y pervertir. Donc ne pas subordonner (instrumentaliser) les moyens, ne pas les faire suivre de la préposition « pour ». Cela ne signifie pas nier toute fin mais toute fin externe surajoutée qui détruit la finalité interne des moyens eux-mêmes. Ils doivent seulement s'exercer comme tels pour engendrer l'humain. Montaigne l'avait dit : « Bien faire l'homme ». Et ces moyens, Agamben les redéfinit profondément enchevêtrés : communauté, visage, geste, langage, pensée, amour et politique. La communauté fait l'être humain comme être nécessairement ensemble. Le thème des « enfants-loups » l'avait bien souligné : on ne devient pas séparément un être humain parlant aux autres si l'on n'est pas élevé par des êtres humains. Même s'il a des bases physiologiques indispensables, le langage, moyen de l'humain doit être transmis non d'abord dans des contenus mais avant tout dans son exercice même. La

communauté n'est donc pas une forme périmée du passé. Elle est toujours à préserver comme telle pour elle-même. Elle n'a pas à être un moyen pour autre chose, ou contre autre chose. Communauté : le contraire du communautarisme ! Les visages ne sont pas faits pour rire ou pour pleurer mais ce faisant témoignent de tout l'indicible de nos présences ensemble, de nos vies en vis-à-vis toujours possibles, heureux ou tragiques. Le geste n'est pas là pour faire ou pour montrer, il s'inscrit lui aussi dans cet exercice de vis-à-vis des moyens dont disposent les humains entre eux. Le corps est une merveille dont tous les jours on abuse à toutes fins utiles ou non ; mais, attention, voyons-le comme ce miracle de moyens qu'il est. La simple marche le montre. *A fortiori*, chorégraphes et danseurs qui le mettent en œuvre dans la danse. Quant au langage, il n'est pas d'abord un parler pour dire ceci ou cela : appels et cris le font. Le langage n'a pas à être cantonné dans certains de ces échanges seulement utilitaires. Il est avant tout parler pour tous possibles et porte l'infini des échanges humains. Liée à lui, la pensée, en allers-retours incessants, externes et internes, situe les humains en devenir infini. Henri Poincaré (1854-1912), défiant par avance l'emballage technique actuel, a cette vive formule: «Nous ne pensons pas pour fabriquer des machines, nous fabriquons des machines pour penser ». Contre ces finalités, en l'occurrence de pouvoir et d'économie, qui veulent, à leur seul avantage, monopoliser les moyens de l'humain, il met en évidence la vraie finalité à préserver : l'exercice poursuivi de la pensée en elle-même qui peut seul nous éviter l'inhumain. De même, l'amour est rencontre, connaissance, jouissance, prolongement de soi, découverte de l'autre mais tout cela risque de se pervertir. Pour l'éviter, il faut revenir au déploiement des existences, mystère d'une inter-humanité sans fin(s) créatrice de personnes singulières à l'infini. Déjà la singularité biologique est née quand la sexualité a remplacé l'immortalité répétitive de la scissiparité cellulaire. L'insuffisance actuelle de notre culture se détecte dans l'incomplétude de notre vocabulaire, même spécialisé. L'être humain se donne des fins : le philosophe dit « finalité » ; il rencontre des choses qui ont sur lui des effets : le philosophe dit « causalité ». Entre causes qui

s'imposent et fins incertaines, l'humain oublie sa vocation de médiateur avec le monde, les autres, lui-même. Alors, le philosophe Giorgio Agamben dit « médialité ».

10./ Capacité limitée, capabilité infinie

Le terme de capacité correspond bien à l'idée de ce qui peut être fait sur la base d'une possibilité naturellement inscrite, détenue *de facto* et qui, normalement, peut toujours être mise en œuvre. Les humains veulent cependant accroître leurs capacités et y parviennent en partie, par exemple, dans les sports. Toutefois les limites de capacité demeurent et les humains n'ont cessé de remarquer les capacités supérieures des animaux et en ont même pour cela fait des images des dieux. Les islamistes radicaux d'aujourd'hui ne savent pas que leur iconoclasme, absolu fou, en Afghanistan, en Irak, en Afrique n'en aura jamais fini car il leur faudra détruire la quasi-totalité des civilisations antiques dont déjà toute l'égyptienne. Même le crocodile y a été divinisé, embaumé, momifié pour perdurer dans ses temples. L'humain doit être trouvé au-delà de ces capacités qu'il envie aux animaux. Nous l'avons vu, l'humain est au-delà du programme, comme être de ses possibles qui ne sont pas inscrits d'avance. Ils ne sont même pas connus : c'est dans le développement des nouvelles expériences de l'existence qu'ils peuvent se révéler. Cette perspective, propre à l'humain, n'est rien moins qu'évidente ; elle peut se voir méconnue ou niée, d'autant plus si elle n'est pas nommée. Pour le faire, le prix Nobel d'économie, Amartya Sen (2000) a proposé capabilité (*capability*). Il y voit le « Droit de l'Homme » le plus fondamental, qui résume tous les autres et dénonce l'injustice des esclavages, des servages, des salariats prolétariés. En effet, il ne définit pas la capabilité comme ce dont on est déjà capable : ça c'est la capacité ! Il la définit comme ce dont on peut toujours devenir capable à condition que les obstacles à cela soient levés. Dans les propres termes d'Amartya Sen, c'est « le droit de recevoir la quantité de puissance d'agir dont chacun a besoin pour devenir l'auteur de sa vie ». La capabilité de l'espèce humaine est ainsi le produit du libre exercice par les acteurs humains de l'ensemble de leurs moyens. Faute d'y parvenir, les sociétés demeurent (in)humaines. Pour être proche des réalités concrètes qui nuisent au développement de la capabilité humaine, Amartya Sen définit plusieurs indicateurs du développement humain. A partir d'eux, on peut poser en toute clarté la contre-productivité des conduites inhumaines dont la finalité est de barrer le développement de tels ou tels humains. Les indicateurs du développement humain sont reconnus à côté des indicateurs uniquement économiques d'hier. Nous vivons encore sous la loi de ceux-ci avec leur absolu de richesse. Les humains mis « au sommet » sont composés de ce 1% qui, selon l'observatoire des inégalités, détient 46 % du patrimoine mondial. Ce serait sans importance si cela ne reposait pas sur des conduites économiques qui atrophient les humains dans leur développement. De plus, l'absolu de l'argent contribue à nous faire croire en l'absolu, y

Entre nous

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.

Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes...

C'est grâce à vous tous que la RP peut continuer à vivre. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

compris quand certains absolus se pensent et se croient contre celui de l'argent. Se donner un absolu, c'est faire arrêt sur image dans le développement de l'humain. Tout absolu occulte la vérité que nous voyons pourtant à l'œuvre à travers la connaissance : l'homme est l'être de l'infini. Sa capacité accrue produit découvertes scientifiques, inventions techniques et esthétiques. L'homme, découvreur de l'univers et de ses lois, telle est sa destinée et sa vraie richesse, incommensurable au sens propre. Que l'on pense aux techniques extraordinaires qui donnent accès aux énergies renouvelables. En ce moment, *Solar impulse 2* éblouit nos imaginations. C'est là que se situe le seul vrai miracle pour tous les humains, pas dans le maximum de capital de quelques-uns ce qui n'est qu'un absolu et inévitablement meurtrier comme tout absolu. Giorgio Agamben précise : « Il n'existe aucune essence, aucune vocation historique spirituelle, aucun destin biologique que l'homme devrait conquérir ou réaliser... Cela ne signifie pas toutefois que l'homme ne soit pas ou ne doit pas être quelque chose... mais ce quelque chose n'est pas une essence ni même proprement une chose : il est le simple fait de sa propre existence comme possibilité ou puissance ». Jean Greisch qui lit et relit Ricœur (2007 : 107) le décrit comme « philosophe sans absolu ». Ricœur (1984, 1991) développe ce rejet à partir de la pensée d'Eric Weil (1967) dans un texte qu'il intitule « De l'Absolu à la Sagesse par l'Action ». Les dessinateurs satiristes de Charlie hebdo étaient, eux aussi, sans absolu et dans l'action. Ils ont perdu la vie car ils proposaient les œuvres d'un exercice, la satire, qui prévient l'humain de ce qui l'enferme et peut le tuer. Les partisans d'un absolu se prétendent de capacité supérieure. Le vis-à-vis poursuivi avec l'infini requiert d'ouvrir chaque humain à sa capacité infinie. C'est au cœur de cet exercice que sont morts les dessinateurs satiriques de *Charlie Hebdo*.

Jacques DEMORGON

Bibliographie

- Agamben G. 2002. *Moyens sans fins. Notes sur la politique*. Paris : Payot.
- Agamben G., *La communauté qui vient*, Paris : Seuil.
- Bouissou J. 2013. « Les fantômes du drame de Dacca ». *Le Monde* du 26 juin.
- Changeux P. 1953, 2012. *L'homme neuronal*. Paris : Fayard.
- Clarke, A. C., 1962, 1973, *Profiles of the Future*.
- Dufour D.-R. 2012. *Il était une fois le dernier homme*. Paris : Denoël.
- Ricœur P. 2007. *Vivant jusqu'à la mort*. Paris : Seuil.
- Ricœur P. 1984, 1991. *Lectures I. Autour du politique*. Seuil.
- Sen A. 2000. *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. O. Jacob.
- Sima Qian. (-109, -91 av. J.-C.), *Shiji*, trad. 2002. *Mémoires historiques*. Picquier Poche.
- Snyder Th., 2012, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris : Gallimard
- Weil E. 1950, 1967, 1996. *Logique de la philosophie*. Vrin.

MORCEAUX CHOISIS

Avant que le mot religion se fût introduit dans le monde, on n'était obligé qu'à suivre la loi naturelle, c'est-à-dire à se conformer à la droite raison. Ce seul instinct était le lien auquel les hommes étaient attachés ; et ce lien, tout simple qu'il est, les unissait de telle sorte que les divisions étaient rares. Mais dès que la crainte eut fait soupçonner qu'il y a des dieux et des puissances invisibles, ils élevèrent des autels à ces êtres imaginaires, et, secouant le joug de la nature et de la raison, ils se lièrent par de vaines cérémonies et par un culte superstitieux aux vains fantômes de l'imagination. C'est de là que dérive le mot de religion qui fait tant de bruit dans le monde. Les hommes ayant admis des puissances invisibles qui avaient tout pouvoir sur eux, ils les adorèrent pour les fléchir, et, de plus, ils s'imaginèrent que la nature était un être subordonné à ces puissances. Dès lors, ils se la figurèrent comme une masse morte, ou comme une esclave qui n'agissait que suivant l'ordre de ces puissances. Dès que cette fausse idée eut frappé leur esprit, ils n'eurent plus que du mépris pour la nature, et du respect pour ces êtres prétendus qu'ils nommèrent leurs dieux. De là est venue l'ignorance où tant de peuples sont plongés, ignorance d'où les vrais savants les pourraient retirer, quelque profond qu'en soit l'abîme, si leur zèle n'était traversé par ceux qui mènent ces aveugles et qui ne vivent qu'à la faveur de leurs impostures.

Mais quoiqu'il y ait bien peu d'apparence de réussir dans cette entreprise, il ne faut pas abandonner le parti de la vérité, quand ce ne serait qu'en considération de ceux qui se garantissent des symptômes de ce mal ; il faut qu'une âme généreuse dise les choses comme elles sont. La vérité, de quelque nature qu'elle soit, ne peut jamais nuire, au lieu que l'erreur, quelque innocente et quelque utile même qu'elle paraisse, doit nécessairement avoir à la longue des effets très funestes.

Livre des trois imposteurs. Moïse, Jésus-Christ, Mahomet,

in *L'Art de ne croire en rien* suivi de *Livre des trois imposteurs*, édition établie et présentée par **Raoul Vagneim, Rivages poche/Petite Bibliothèque, 2002.**

Je vous passe la description romantique du quartier [le Père-Lachaise], du buste de Morrison et de la quéquette polie de Victor Noir. Je suis pas marchand de cartes postales. La seule tombe que j'aime ici, c'est celle de Desproges. Une chaînette autour d'un rectangle de graviers, un nom, deux dates. La vérité brute de la mort, nette comme un doigt dans le cul. Elle me fait rire, la tombe de Desproges. Elle me fait du bien. En sortant de là, je suis moins en colère, moins cafardeux. Je suis même en train de me dire que toute cette farce nous emmène tous au même endroit et que nous faisons tous dans notre froc de la même manière face à l'immence de notre disparition.

Qu'on a eu la vie qu'on a eue, entre ce qu'on aurait voulu et ce qu'on a pu.

Jean-Marc Royon, Joblard, t'es le meilleur !, AAARG ! éditions, 2014.



Gilbert Serret

(1902-1943)

« Gilbert Serret est très sympathique. » *

Que soient remerciés Françoise Rocher-Brunel et Claude Brunel pour nous avoir donné accès aux archives Déroutet-Serret, désignées ci-dessous comme « archives Serret » ou « archives France Serret », Marguerite Chasson-Présumey ma mère pour les archives désignées ci-après comme « archives Reynier » et pour tout ce que véhicule cet écrit, Fabien Gallet pour le soutien logistique et amical répondant toujours à l'appel, et Guy Boyer pour l'impulsion qui a provoqué l'accouchement de ce texte nécessaire.

I.

Gilbert Serret est né fin 1902 à Saint-Montan, vieux village ardéchois de calcaire blanc, au débouché de gorges arides, donnant sur la plaine du Rhône qui forme frontière à quelques kilomètres, à hauteur de Donzère. Gilbert Serret fut un militant révolutionnaire, porté par la conscience de la destinée universelle de l'humanité, en même temps qu'un ardéchois, un natif de Saint-Montan, pour qui le mot de terroir, sans aucune des connotations réactionnaires qu'on lui a parfois conféré, avait le sens le plus lourd et le plus profond. Après avoir écrit cela, il semble presque évident qu'il dut être, en cette époque, instituteur.

Nul doute que ceci ne fut pas pour lui un aboutissement, mais une responsabilité. Fils d'un garde des Eaux et Forêts et d'une couturière-lingère d'opinions anticléricales, il fut donc un exemple typique de ces « enfants du peuple » promus par l'école publique, au prix de durs efforts : obtention du certificat d'étude, séjour chez une tante à Saint-Etienne, élève à l'école primaire supérieure de Bourg-Saint-Andéol, et entrée à l'Ecole normale de Privas en 1918, après les quatre années de la guerre mondiale à laquelle il échappe mais qui le marque profondément avec sa génération, et avec sa promotion de normaliens.

C'est à l'Ecole normale qu'il devient un « fils » d'Elie Reynier, qui verra en lui son « fils spirituel » préféré. Elie Reynier, professeur à l'Ecole normale, pionnier du syndicalisme, dirigeant départemental de la Ligue des droits de l'homme à partir de 1924 et auparavant premier organisateur du syndicalisme confédéré, syndicaliste révolutionnaire et qui le restera, historien de Privas, de maître, devient vite égal et ami ⁽¹⁾. C'est ensemble qu'ils se rendent, à l'été 1921, au congrès de Paris de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs et d'Institutrices, ou Fédération Unitaire de l'Enseignement, le syndicat révolutionnaire formé avant 1914 avec son journal *l'Ecole Emancipée*, un syndicat minoritaire partout en France par rapport aux amicales d'esprit « rad-soc » qui forment alors le SN, Syndicat National ⁽²⁾. Minoritaire partout, sauf en Ardèche (et dans le Finistère

de Jean Cornec) : ici, la Fédération, c'est « le » syndicat, et c'est le SN qui est minoritaire. Lors de ce congrès, Elie Reynier le présente à Louis et Gabrielle Bouët, figures du syndicalisme des instituteurs : « Je tiens à vous présenter mon élève et ami Gilbert Serret, qui assiste à son premier congrès dès sa sortie de l'EN. On peut compter sur lui pour la relève. » - et toujours, bien après sa mort, le vieux Bouët parlera de lui en l'appelant « la relève » ⁽³⁾, cette relève qui aurait dû être, relève de la vieille génération révolutionnaire d'avant les catastrophes des guerres mondiales.

Gilbert Serret fut d'abord envoyé dans un poste considéré comme déshérité, à Saint-Cirgues en Montagne, première manifestation à son égard d'une attitude répressive de son administration, pourtant contredite par ses élogieux rapports d'inspection, mais qui ne pouvait que rencontrer la relative indifférence d'un militant dont l'éthique comportait, au premier plan, refus de parvenir et refus de tout carriérisme et de toute promotion. Il dut aussi faire son service militaire. On peut cependant supposer que ces années d'entrée dans le métier d'instituteur rural et dans l'action révolutionnaire furent des années heureuses pour lui, celles de la rencontre avec sa compagne et épouse en 1925 Françoise Déroutet, toujours appelée France, née en 1900, native de Grospièrres en basse Ardèche, sortie de l'Ecole normale de filles deux années avant Gilbert, et fondatrice, en 1923, du Groupe féministe de l'enseignement de l'Ardèche, avec Simone Fraisse et Marcelle Bravey ⁽⁴⁾.

A partir de là, ce furent « les Serret », vrais « militants à deux têtes » comme quelques autres couples du mouvement ouvrier français, souvent syndicalistes révolutionnaires ou communistes antistaliniens, souvent institutrices-instituteurs ou correcteurs d'imprimerie : il y eut les Bouët, les Cornec, les Rosmer, et quelques autres, que Gilbert et France Serret ont d'ailleurs connus. Ceci ne veut pas dire identité nécessaire de vues entre eux, mais une profonde harmonie morale et spirituelle. Dans le jeune ménage des Serret, lui a adhéré au Parti communiste en 1923, elle non ; il organise la cellule de La-Voulte-sur-Rhône, mène campagne, en public et par des affiches collées clandestinement, contre la guerre du Maroc, et devient secrétaire départemental du syndicat en 1928. France a des activités souvent plus liées à la pédagogie et à la littérature et était alors plus proche de la tendance syndicaliste révolutionnaire « pure » du syndicat, la Ligue Syndicaliste, dont Elie Reynier était la figure tutélaire et Paul Boissel l'animateur départemental ⁽⁵⁾.

En 1929 ils ont un fils, René, et cette même année voit une crise éclater dans la fraction communiste des instituteurs, qui, s'ils avaient des nuances de tendance, va sans aucun doute finir de les rapprocher. Le PC est dans sa phase de sectarisation violente qui est aussi un

moment décisif de la consolidation de ce que l'on appellera un jour l'appareil stalinien. Les syndicats doivent ouvertement obéir au parti et la dénonciation des « social-traitres » est le refrain quotidien, alors que la réalité de la vie ouvrière est celle des échecs revendicatifs et du chômage montant. L'équipe dirigeante de la Fédération CGTU de l'Enseignement, communiste, refuse les méthodes autoritaires et amORAles de son propre parti et décide de résister en assurant, d'abord, sa propre cohésion. Ce noyau déjà uni par la lutte corporative, la gestion du syndicat, la résistance à la répression administrative, et les polémiques avec la Ligue Syndicaliste, fonctionne par une correspondance abondante et la circulation de « cahiers roulants » entre ses membres : les Bouët, Maurice Dommanget, Aulas, Rollo ⁽⁶⁾. Début 1930, ce groupe de responsables syndicaux et politiques décide de s'adjoindre ce jeune Serret ⁽⁷⁾, que Reynier, qui n'est pas du parti ni de leur noyau, leur avait présenté, et dont Louis Bouët venait d'avoir à se louer de la contribution, avec France, à la lutte contre le délabrement matériel des cours complémentaires des écoles primaires. C'est ainsi que Gilbert et France Serret, car il sont désormais totalement associés dans ce combat, sont intégrés à la « direction » d'un courant historique du mouvement ouvrier français, celui de ce que l'on appelle alors la Majorité fédérale de la Fédération, et que l'on désignera plus tard comme « l'École Emancipée ».

Le choc entre communistes « de la vieille école » et jeunes staliniens se produit au congrès de Marseille de la Fédération, à l'été 1930, où la majorité des jeunes est dressée contre « les vieux » par le PC, qui les a organisés en une tendance au sigle provocateur : la MOR (Minorité Oppositionnelle Révolutionnaire), qui fait du tapage, du chahut et de l'obstruction tout au long du congrès, ce qui masque mal le dépit de son échec, car la destruction de la vieille équipe et la conquête du syndicat ont sans doute été considérées comme assurées par les dirigeants du PC, et ils se sont heurtés à un os, constitué par la propre organisation des communistes de l'enseignement qui, majoritairement, ne le suit plus, et se voit donc exclue ou partante, tout en continuant à s'affirmer communiste. Le congrès de Marseille est une déchirure importante : les méthodes de la MOR font passer une fracture morale entre ceux qui suivent « le parti » quoi qu'il advienne et ceux, qu'ils s'affirment toujours communistes ou non, qui entendent penser d'abord par eux-mêmes. Et c'est là que le jeune Serret est mis en avant et porté, au moment de la pire adversité historique, à la tête de la Fédération.

Revenu dans son village en n'étant plus au PC mais devenu dirigeant syndical national, il assumera cette responsabilité sans décharge, faisant sa classe à plein temps, et naturellement sans promotions, élu par les voix de 109 délégués contre 63 (la MOR) et 37 abstentions (la Ligue syndicaliste), dirigeant son organisation par une gigantesque correspondance manuscrite avec l'aide de France, tandis que grandit le petit garçon. Ce travail est épuisant et la compagne du secrétaire fédéral est fortement mise à contribution ⁽⁸⁾. Avec eux, en

Ardèche, le secrétaire aux personnels du second degré Fernand Mussigmann, la secrétaire à la propagande et à la caisse de solidarité Elise Avenas, et le trésorier Auguste Daygues, et, dans les Bouches-du-Rhône le secrétaire corporatif Jean Salducci, dans le Rhône la secrétaire pédagogique Jeanne Balanche, et, dans le Vaucluse, le secrétaire à l'Internationale Ernest Denante - Serret a été nommé, sur décision de Moscou, membre des instances de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement auxquelles il décide de ne pas participer ⁽⁹⁾.

Entre autres faits, il organise le boycott par la Fédération du cinquantenaire de l'enseignement laïque, se prononçant contre « l'école bourgeoise » et pour « l'école prolétarienne » tout en définissant l'école laïque comme un point d'appui, ni plus ni moins, pour le combat émancipateur (la MOR et le PC ont alors une position beaucoup plus « gauchiste » encore). En Ardèche, cette campagne voit la mutation d'office d'un militant du syndicat, Prosper Paya, et donc la campagne contre cette répression administrative ⁽¹⁰⁾.

De 1930 à 1932 G. Serret dirige donc la Fédération, après quoi il est le porte-parole national de sa Majorité fédérale. Ce sont des années décisives dans la gestation, en France, du stalinisme et donc aussi des courants communistes qui lui résistent, chacun prenant alors une certaine identité politique. Le courant du noyau communiste de la Majorité fédérale, qu'il est en toute rigueur inexact d'appeler, comme on le fait souvent, « syndicaliste révolutionnaire » puisqu'il ne se réclame pas, à cette époque, de la charte d'Amiens donnant la primauté au syndicat, mais des leçons bien comprises de Lénine, présente ce paradoxe, assumé, d'être une fraction politique dans un syndicat, mais une fraction désormais dépourvue de référent politique. Son rapprochement avec les trotskystes a en effet tourné court ⁽¹¹⁾, essentiellement en raison de différents sur les méthodes et du fait que Serret et ses camarades s'accrochent à leur organisation syndicale, ses acquis, ses traditions, sa force morale, et veulent préserver cette structure contre vents et marées en attendant de voir venir.

En août 1931, le voilà invité à Moscou : la direction de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge veut orchestrer une « discussion » avec les minoritaires de la CGTU, tant ceux de tendance Ligue syndicaliste qui appellent à la réunification avec la CGT réformiste, que ceux de ce qui s'appelle alors l'Opposition unitaire dont la principale composante est la Fédération de l'enseignement ⁽¹²⁾. Mais tandis que les délégués d'autres syndicats (Docks, Alimentation, Cheminots) feront le voyage, la délégation de l'enseignement n'a pas de visas du gouvernement français, et tente d'aller clandestinement à Moscou en passant par l'Allemagne en proie à la montée du nazisme. Dans cette aventure qui aurait pu mal tourner, sont engagés Dommanget, Aulas et Serret, et pour la Ligue syndicaliste Jean Cornec (le père du second Jean Cornec, fondateur de la fédération de parents d'élèves) qui souligne dans le récit pittoresque qu'il a fait de cette équipée:

« Nos divergences d'opinion sur l'indépendance du Syndicalisme n'altéraient nullement notre mutuelle sympathie et c'était vraiment un groupe de quatre amis qui s'apprêtait à entreprendre le voyage de Moscou. »

⁽¹³⁾ Après une longue attente vaine à Berlin, les quatre décident de revenir, toujours clandestins. Le recours à un « passeur » luxembourgeois qui croyait avoir affaire à des notables en goguette, et diverses péripéties truculentes, ont fait de cette expédition, dans les cercles amicaux et familiaux de ces militants, une source inépuisable de plaisanteries et de fous rires. Cette aptitude au rire dépeint au plus haut point Gilbert Serret.

Autre voyage, fin août 1932 : le congrès d'Amsterdam contre la guerre, organisé en fait par l'Internationale communiste à partir d'un appel des écrivains Romain Rolland et Henri Barbusse. Serret est à l'origine de la décision de la Fédération d'y participer et elle y envoie une forte délégation, renforcée par des auditeurs dont Elie Reynier. Il écrira : « Ce fut, non un congrès de travail recherchant des moyens précis d'action contre la guerre, mais un immense meeting désordonné et bruyant... ». Il y organise un regroupement d'enseignants français, allemands, tchécoslovaques, anglais, roumains, belges, auquel assiste même en observateur le représentant du SN, mais il est écarté de la tribune et ne peut prendre la parole ⁽¹⁴⁾. Le label « congrès d'Amsterdam » lui permettra tout de même d'organiser en Ardèche, avec l'aide de la Ligue des Droits de l'Homme de Reynier, l'unité antifasciste s'étendant à la CGT réformiste et à la gauche de la SFIO avant même que le PC n'en devienne un partisan, et on le verra à la tête des manifestations et des affrontements de rue contre la venue des chefs des Ligues, futures colonnes de Vichy et de la collaboration, à Annonay, les Vans et Privas ⁽¹⁵⁾. Dans cette période qui précède de peu le Front populaire, lutte contre le fascisme et lutte contre la guerre étaient en effet associées

Ces circonstances ont fait de Serret un personnage national, voire international, dans le petit monde des oppositions communistes, même si les parents de ses élèves qui l'aiment bien avec France dans la commune de Saint-Montan où ils ont finalement obtenu un poste double, ne s'en rendent pas compte, de même sans doute que les travailleurs des environs, cheminots de La Voulte, ouvrières du textile, métallos du Teil, chaux-fourniers de Cruas et céramistes de Bourg-Saint-Andéol, fonctionnaires et postiers de Privas, pour qui G. Serret, qu'ils soient communistes, socialistes, d'aucun parti, CGT ou CGTU, est avant tout l'orateur favori des 1^{er} mai, le bon conseiller des unions locales, et celui sur qui on peut compter. Ajoutons que d'après une lettre de France Serret, dans la plus grande discrétion, les Serret ont hébergé la veuve et les enfants d'un docker de Gijon tué aux combats de la guerre d'Espagne, sans doute en 1937 ⁽¹⁶⁾.

Selon sa compagne qui a inspiré ces mots à Jean Maitron, dans la notice de son Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, il était « homme d'ac-

tion avant tout » et aimait parler en public - et, manifestement, aimait parler et communiquer, tout simplement. Ce rôle d'inspirateur, d'instituteur en fait, d'éducateur au sens le plus large, qui pour ce faire est aussi quelqu'un qui écoute, qui assimile, qui fait s'exprimer, il l'a probablement joué lors des grandes grèves ardéchoises de 1936 où il est associé à la création du syndicat CGT des chaux et ciments Lafarge et à la grande grève de juillet, et en 1937, la grève des cimentiers-céramistes de Bourg-Saint-Andéol et à nouveau chez Lafarge à la fin de l'année, entreprise à laquelle il consacra une « monographie sociale » publiée en février 1938 sous forme de numéro spécial de L'Emancipation, organe de ce qui est maintenant, depuis la fusion syndicale de 1935, le SNI (Syndicat National des Instituteurs) en Ardèche, ici la continuation directe de la vieille Fédération ⁽¹⁷⁾.

Mais en mars 1934, la tragédie a frappé les Serret: le petit René, à 5 ans, est emporté par une méningite foudroyante. Ce coup terrible semble avoir conduit les Serret à demander à quitter Saint-Montan : ils sont affectés à Lablachère en 1938. Dans son discours aux obsèques de Gilbert Serret, Elie Reynier dit ceci : « Le dirai-je, à ce moment, et pendant plusieurs mois, nous avons craint pour la raison même de Gilbert, si sensible, et si durement touché, et que seuls ont sauvé le courage et le dévouement de sa compagne. » ⁽¹⁸⁾ Nous avons aussi cette indication émouvante : le 1^{er} mars 1944 Gabrielle Bouët écrit à France Serret à propos de la mort du poète et écrivain prolétarien Marcel Martinet : « Nous étions allés le voir avec Gilbert à son retour de Nantes quand il s'était arrêté à Saumur et Marcel avait été très ému, très affecté en apprenant le trépas prématuré de votre cher enfant ! Il pressentait qu'il y a des vides qu'on ne comble pas. » ⁽¹⁹⁾

Ce passage à Saumur chez les Bouët, Serret l'avait fait en revenant du congrès de Nantes de la CGT. La coopérative des Amis de l'Ecole Emancipée, forme continuée de la vieille Fédération à l'intérieur du SNI et de la fédération enseignante de la CGT, avait pour ce congrès pris langue avec les minorités de métallos, de terrassiers et de techniciens des Cercles syndicalistes lutte de classe, un courant né de l'union, suite aux grèves de 36, de différentes générations d'exclus du PC voire d'anarchistes. Serret est délégué au congrès confédéral par les sections du SNI de l'Ardèche, mais aussi du Rhône, de la Loire, de la drôme, de la Haute-Loire. C'est la première et dernière fois de sa vie que Gilbert Serret est nanti d'un congé syndical en bonne et due forme ! Il va pouvoir intervenir, malgré le brouhaha hostile des staliniens, pendant une heure et demi, l'un des moments importants du congrès, donc. En termes de mandats, la position qu'il défend est laminée - 121 mandats, 0,5%, contre 65,5% au bloc équivoque formé alors par Léon Jouhaux et le PCF et 28,5% aux réformistes et pacifistes représentés par Delmas, du SNI, et Belin, des PTT, dont la présence a sans doute permis la possibilité même pour Serret de prendre la parole. Sur le fond, son intervention reprend à son compte, c'est à noter car il ne se serait pas exprimé ainsi au début des années trente, la référence

au « syndicalisme révolutionnaire » (ici synonyme de « syndicalisme lutte de classe »), elle est extrêmement dure contre le Front populaire, surnommé le « frein populaire », qualifié d'alliance avec la bourgeoisie et d'union sacrée trompant les travailleurs et menant droit à la guerre, l'antifascisme, réduit au soutien de certains Etats contre d'autres étant, depuis le Front populaire, devenu belliciste ⁽²⁰⁾.

En schématisant quelque peu, on dira que les courants stalinien, réformiste et révolutionnaire se disputent l'influence sur le monde ouvrier et syndical, et que l'intervention de Serret à Nantes consacre le fait qu'il est l'un des tout premiers, sinon même, à son corps défendant, le premier porte-parole national du courant révolutionnaire dans le mouvement ouvrier français à la veille de la seconde guerre mondiale ...

Une telle affirmation peut surprendre, mais elle est fondée. Ces courants n'ont guère de « célébrités ». En dehors de Marceau Pivert, qui reste un « socialiste au grand cœur » même après son exclusion du PS-SFIO, et compte tenu des divisions perçues comme confuses des courants trotskystes, anarchistes et ultragauches que l'on amalgame souvent, mais à tort, Gilbert Serret, qui, il ne faut pas l'oublier, n'a pas quarante ans, est certainement plus qu'il ne s'en rend compte lui-même ou ne veut l'admettre, le représentant virtuel des secteurs sociaux et militants qui, tout à la fois, pensent à la révolution sociale, ne se reconnaissent pas ou plus dans l'URSS, et ne veulent pas d'une nouvelle guerre. Le fait d'être loin des conflits de courants et de groupes parisiens est à la fois un atout et un inconvénient.

En août 1935, quand Jacques Doriot, maire de Saint-Denis qui vient d'être exclu du PC pour avoir appelé trop tôt à l'union antifasciste, et qui n'a pas encore basculé lui-même vers le fascisme, appelle à une grande conférence « contre la guerre et l'union sacrée », Gilbert Serret est le personnage principal comme rapporteur et dans l'organisation des débats dans ce qui fut la seule assise réunissant tous les courants susceptibles, en France dans les années trente, d'être appelés « révolutionnaires », avec environ 800 participants.

En 1934, l'homme qui incarne la révolution mondiale, Léon Trotsky, cherche un point de chute en France d'où il est officiellement expulsé à ceci près qu'il ne peut pas partir n'ayant aucun visa sur la planète, et prend des contacts par l'intermédiaire de Raymond Molinier, l'un de ses partisans : il est sérieusement envisagé que Trotsky aille résider à Saint-Montan chez les Serret, ce qui n'advient pas car le préfet de l'Ardèche met son veto au motif que la maison est dans une école publique ⁽¹⁸⁾. Trotsky trouve par la suite asile chez un instituteur plutôt réformiste mais membre de la Fédération, près de Grenoble, Laurent Beau, de chez qui est organisé le 8 août 1934, une rencontre secrète à Noyarey dans l'Isère avec le grand exilé, à laquelle prennent part les Serret avec Aulas et Dommanget et des militants locaux ⁽²¹⁾. Nous reviendrons plus loin sur ce qu'ils ont pu se dire, qui n'est pas sans rapport avec les préoccupations qui

conduisent Serret, l'année suivante, à écrire une brochure, la dernière publiée par la Fédération de l'enseignement avant la fusion syndicale, sur Le problème Agraire et Paysan devant le Corps enseignant ⁽²²⁾.

Mais si nous nous plaçons d'un point de vue plus personnel ou plus intime, il faut remarquer que ces années de grand activisme, sans que jamais le travail en classe, le suivi des enfants, les relations cordiales avec les familles, et l'intérêt pour la vie rurale, n'en souffrent, font suite à la tragédie de la mort du petit René. La mort les a frappés mais ils réagissent par un jaillissement de vie. France Serret, dans cette même seconde partie des années trente, a une intense activité pédagogique, mettant en œuvre les méthodes Freinet et l'imprimerie à l'école, une correspondance et un travail commun suivis avec le poète et mémorialiste régionaliste Charles Forot ⁽²³⁾, une passion pour la botanique, les herbiers et leur enseignement : dans sa correspondance avec Forot et dans beaucoup de petits billets, elle est Pimpanella, nom patois de la pivoine pèlerine, fleur printanière des bois de Grospierres.

Arrive la guerre. Gilbert est mobilisé, fait la « drôle de guerre » et subit une chute grave lui broyant plusieurs vertèbres, entraînant de gros problèmes dorsolombaires qui le font boiter et l'obligent à porter un corset. Il est réformé, et le couple accueille une petite fille lorsqu'il revient : Carmen Littwack, fille de Bernhard Littwack, médecin allemand d'origine juive, qui fut médecin dans les Brigades internationales en Espagne, et d'Eva Littwack, allemands qui sont dans un camp de réfugiés espagnols. « J'ai passé avec eux des semaines heureuses à Lablachère : ils avaient un chien, Gilbert allait à la chasse, on faisait des piques-niques et des petits voyages à Grospierres. » racontera Carmen Littwack ⁽²⁴⁾. Pendant l'été la petite fille déménage vers un autre hébergement, à Mélas-le Teil.

La guerre, c'est la mort, et c'est un drame que de ne pas avoir pu l'empêcher, et la situation politique qu'elle ouvre à partir de l'été 40 est à bien des égards déroutante, assurément inédite. Quand les pétainistes et les amis de Xavier Vallat, député antisémite de l'Ardèche qui a repéré Serret depuis longtemps (et c'est réciproque, Serret ne l'a évidemment pas épargné dans ses nombreux articles), prennent le contrôle de l'administration, les Serret subissent une mesure qui était probablement la seule mesure administrative réellement déstabilisante pour eux : les transplanter en dehors de l'Ardèche ! En 1941 les voilà dans un poste déshérité et perdu, à Saint-Vénérand dans la Margeride de Haute-Loire, séparés l'un de l'autre dans deux écoles distantes de plusieurs kilomètres, ce qu'ils ressentent véritablement comme un déracinement. Gilbert fait à pied le trajet, matin et soir en des terres inhospitalières. C'est pour eux un véritable exil. Le logement de fonction qu'ils occupent est fouillé, jusque sous le plancher, par la police, non locale évidemment... Celui qui était avant la guerre le jeune homme potentiellement dangereux, dirigeant possible d'un mouvement révolution-

naire en France si un tel mouvement voyait le jour, est un petit instituteur exilé et malheureux.

Les Serret n'ont plus alors d'activité politique autre qu'épistolaire, et avec précaution. Ils se démènent pour retrouver un poste plus hospitalier, ce qui est le cas quand ils sont nommés à Taulhac, près du Puy en Velay, l'année suivante, et pour retourner en Ardèche, ce qu'ils obtiennent finalement, à la rentrée 1942, à Balazuc, petit village inséré dans un système de falaises calcaires dans la moyenne vallée de l'Ardèche, alors autre « poste déshérité », où leur passage somme toute bref laissa un souvenir vif et chaleureux auprès des habitants. Ils sont en Ardèche, Gilbert Serret entretient un petit jardinier dans un coin broussailleux d'où il va poser des filets dans la rivière, offerts par son ami l'instituteur syndicaliste et camarade d'EN Gaston Chasson. Mais ils se sentent isolés et sont l'objet de tracasseries policières accrues.

Le 29 juin 1943 Gilbert Serret ne rentre pas et on le retrouve le lendemain, noyé dans un gour de l'Ardèche, un gros trou dans le front, le bras lancé en avant comme pour se défendre ou comme s'il avait été trainé. Il avait quarante ans.

France Serret, mutée à Ruoms suite à la mort de Gilbert, est décédée en 1979. Sa notice dans le Maitron, écrite par Jean Maitron lui-même dont elle fut la collaboratrice pour l'Ardèche et la drôme, ne mentionne pas d'activité « militante » à proprement parler de sa part après ce drame. Cette impression est trompeuse car, par une grande correspondance, France Serret fut une source pour des dizaines d'enseignants, de syndicalistes, de militants de différentes tendances (staliniens étroits exclus), de chercheurs. En outre, elle a repris la petite Carmen Littwack, la faisant passer pour « une nièce » et la prenant aussi dans sa classe. Sa mère est en Allemagne et son père en camp de concentration. L'une puis l'autre se rejoindront chez France, à l'été 45.

Dans la suite de cet article nous allons revenir sur les multiples dimensions du personnage, et aborder ce que, bien longtemps après et au vu des archives que nous avons pu consulter, il semble possible de dire aujourd'hui sur ce qui est avec quasi certitude un assassinat.

II.

Un point frappe dans la plupart des témoignages concernant Gilbert Serret, lorsqu'ils émanent de qui que ce soit autre que des adversaires déclarés (de droite, cléricaux, ou staliniens) : c'est l'impression qu'il donnait aux gens non seulement d'être de leur avis, mais d'exprimer parfois mieux qu'eux leur propre position. Simone Weil, alors dans sa phase « syndicaliste révolutionnaire » quand G. Serret dirige en communiste oppositionnel sa fédération, le rencontre en pensant être en désaccord, se découvre toute contente d'être en communion d'idées avec lui⁽²⁵⁾. Les trotskystes pensent que, dans l'équipe fédérale, il est celui qui penche « vers la gauche », c'est-à-dire le plus proche d'eux. Gaston Davoust, animateur d'une opposition communiste parisienne pour qui l'URSS n'est plus du tout un

« Etat ouvrier » (à la différence de ce que pensaient les trotskystes), voyait en Serret celui « dont j'étais le plus proche » ou qui partageait les idées de son petit groupe, l'Union Communiste - c'est comme s'il en était membre, disait Davoust, sauf que justement il ne l'était pas⁽²⁵⁾. De manière plus désagréable, nous verrons que pendant l'occupation, d'anciens syndicalistes ralliés à la charte du travail voire à la collaboration ont tenté de récupérer Serret. Mais le peuple ouvrier de son coin, de La Voultre au Teil et aux chantiers et ciments Lafarge, le tenait pour sien, que les gens soient communistes ou non, et Gilbert est resté très profondément lié à son frère Aimé, demeuré au PC, avec qui les échanges n'ont jamais cessé. France Serret écrit à Louis Bouët qu'aux obsèques de la mère de Gilbert en 1950, c'est bien le maire communiste du Teil Joseph Thibon qui évoque « ... le souvenir de l'ardent militant qui était si aimé de toute la classe ouvrière de toute la vallée du Rhône et si redouté de tous les fascistes du coin. » et elle ajoute : « Tout le monde pleurait ... C'était là le vrai adieu de la population à notre cher Gilbert. »⁽²⁶⁾ Le contraste est absolu avec l'atmosphère lourde, où les menaces physiques n'étaient pas absentes, du congrès de Nantes de la CGT.

Dans cette manière si remarquable de se faire le porte-parole de ses interlocuteurs, nous pourrions trouver des affinités avec le Marx des débuts de l'Association Internationale des Travailleurs, celui qui « chante leur propre musique » à ses camarades, exprimant et, mieux encore, les conduisant à exprimer, leur propre pensée, leur mouvement propre. Nous pourrions certainement aussi voir l'enseignement porté en lui-même par le dialogue pédagogique au sens le plus fort, celui qui fut probablement noué fin 1918 entre Elie Reynier et ses normaliens, au premier rang desquels Gilbert Serret, car la solidarité essentielle entre Serret et Reynier ne s'est jamais démentie, mais n'a jamais signifié identité de vue et appartenances similaires de tendances, voire de parti. Nous pourrions d'ailleurs supposer que ce type de dialogue se retrouvait dans le couple Serret et dans les discussions avec les collègues et amis instituteurs syndicalistes ardéchois. Il y a là une manière de « militer » qui repose sur la recherche permanente et qui, sans pour autant, au contraire, renoncer à poser des idées claires et des affirmations tranchées, fonctionne par le dialogue et l'assimilation continue du « mouvement réel » du peuple, du prolétariat de la vallée du Rhône, des institutrices et instituteurs.

Mais, dans le cas de Serret, il y a plus encore, car cette manière d'être militant va avec la manière d'être tout court, un intérêt pour les êtres et les choses que nous retrouvons dans l'amour des lieux, l'érudition locale au sens le plus élevé, et donc dans ... la passion de la chasse, caractéristique de Gilbert Serret, la chasse à l'ancienne s'entend, dont fait partie la pêche, l'une et l'autre quelque peu braconnières, point trop prédatrices et volontiers truculentes, où les chiens sont des compagnons dont on éduque, pour eux aussi, l'intelligence et l'intuition, et dont la consistance repose aussi bien sur la discussion entre les compères et le regard du marcheur.

C'est le secret tout simple de la cohérence de personnalités donnée par la *sympathie* pour le monde, les êtres et les gens.

G. Serret commettait de temps en temps des récits de chasse, jusqu'en pleine occupation, et il y a là beaucoup de Louis Pergaud, du Pagnol et si l'on veut un peu de Giono, voire même une dose de François d'Assise chantant la nature fraternelle. En découvrant une nouvelle de lui dans le *Chasseur français* à la date de septembre 1941, on pouvait s'interroger sur l'opportunité d'une telle publication. Mais il faut lire cette nouvelle, *Lou Perdigaou* (en provençal, le perdreau) : c'est un récit comique de chasse et de braconnage qui, entre les lignes, se moque des interdits, dénonce la pénurie, montre que l'unité naît de la désobéissance ⁽²⁷⁾.

La dimension du chasseur et du pêcheur, dont ne sont pas loin l'historien et le géographe, cette dimension poétique n'est ni le revers, ni le complément reposant, de la dimension militante politique et syndicale, elle en est plutôt le substrat, l'humus, qui a donné sa force à l'action politique.

III.

Une part importante de la popularité et de la réputation des Serret provient tout simplement de leur métier d'instituteurs et des souvenirs de leurs élèves. Se mêlent ici la qualité d'un enseignement et un dévouement que l'on retrouve souvent mentionnés s'agissant de la figure aujourd'hui un peu mythique de « l'instituteur à l'ancienne », tempérée chez eux et leurs amis d'une grande douceur (certainement pas de châtiments corporels ni d'humiliations ni de classements dans leurs classe) où le respect se teinte d'affection, la force des personnalités, et l'emploi des « méthodes modernes » dont on dit souvent, un peu rapidement, qu'elles s'apparentaient à la « pédagogie Freinet ».

Le mouvement Freinet, avec la Coopérative de l'Enseignement Laïc (C.E.L.) est né de la Fédération mais cet accouchement ne se fit pas sans douleur. Loïc le Bars a fait dans son ouvrage le point sur l'engagement pédagogique de la Fédération unitaire de l'enseignement et les débats qui l'ont traversée ⁽²⁸⁾. Ce qui fait, en gros, consensus dans la Fédération (et d'ailleurs pas seulement dans la Fédération, mais elle est un point fort de ces idées et pratiques), est un effort pour une pédagogie écartant les punitions, relativisant les évaluations, mettant les enfants en activité autour de « centres d'intérêts » souvent très concrets, dans un esprit proche des idées pédagogiques de Decroly et que l'on pensait exister dans l'école primaire soviétique, tout du moins celle des années 1920, mais qui ne s'imagine jamais que l'enseignement ne serait pas une transmission. Ajoutez à cela une laïcité véritable impliquant le rejet actif de tout chauvinisme, ainsi qu'un intérêt souvent marqué pour les langues régionales, donc en Ardèche pour l'occitan, et vous avez un résultat qui s'éloigne notablement de ce que l'on tient en général pour « l'école sous la III^e République », tout en se voulant aussi sérieux, voire plus.

Or la naissance du « mouvement Freinet » a mis à mal ce consensus. Il faut y faire la part de facteurs étrangers à la pédagogie : le soutien de Célestin et Elise Freinet à la MOR, et les problèmes d'organisation, voire de « concurrence », posés par la prise d'autonomie de leur mouvement. Sur le fond, les objections de Louis et Gabrielle Bouët à la « méthode Freinet » ne manquent pas d'intérêt, annonçant bien des débats plus récents : « *Nous condamnons résolument le système qui consiste à nourrir intellectuellement l'enfant avec ses propres productions.* », écrit Bouët dans des notes personnelles citées par L. Le Bars, allant jusqu'à dire que faire de cette méthode un absolu conduirait à « *la barbarie* » ⁽²⁹⁾.

C'est précisément sous le mandat de Gilbert Serret que le conflit éclate entre la Fédération et Freinet, qui l'a accusée, dans *L'imprimerie à l'école* de mai 1932, de « *mâcher la besogne* » des éducateurs et promouvoir des « *méthodes désuètes* » routinières et indignes de « véritables éducateurs », voulant donc la renvoyer dans les cordes de l'enseignement « traditionnel ». La réponse à cette attaque brutale est partagée entre France Serret, qui défend le contenu des rubriques pédagogiques de l'*Ecole Emancipée*, et Gabrielle Bouët, qui traite Freinet de promoteur d'une nouvelle religion ⁽³⁰⁾. France Serret n'a pas critiqué, elle, Freinet sur le fond tout en ironisant sur son exigence de « *monographie de classe* » et autres « *documents pour fichier* » dont on a quelque expérience à la fédération, et pour cause : elle est membre de la C.E.L. depuis août 1931 ⁽³¹⁾, avec Jeanne Pradal, Paul Boissel et d'autres militants ardéchois.

Ce conflit doit être compris pour ce qu'il fut vraiment côté Serret : le refus du dogmatisme. La pratique de l'imprimerie à l'école, oui, mais sans bannir par ailleurs les manuels et sans s'imaginer qu'une technique puisse être émancipatrice en soi et que faire mettre « la main à la pâte » aux enfants, comme d'autres l'ont redécouvert récemment en réinventant à nouveau l'eau chaude, réglerait par magie tous les problèmes de l'émancipation humaine et sociale. Ajoutons qu'il va de soi que la Fédération a toujours défendu Freinet contre la répression dont il fut l'objet.

Assurément, la pédagogie de France Serret et celle de Gilbert, qui s'inscrit sans doute ici dans le sillage de sa compagne plus que l'inverse, était « non-directive » et faisait appel à la coopération et à l'esprit critique, ce que les conditions de l'école rurale de la République et l'aura personnelle de tels enseignants permettait. Pendant que d'autres ont énormément parlé des « méthodes Freinet », France Serret les a inventées, réinventées et mises à l'épreuve sans autres grands discours que des récits empiriques sobres et d'autant plus intéressants, et ce ne fut pas simplement l'imprimerie et la correspondance, mais les jardinets, les aquariums, les vivariums, et bien entendu la pimpanelle ...

IV.

Alors, quel nom faut-il donner à l'orientation politique de Serret ? Il fut traité de rouge et de communiste par

la droite locale et nationale, le *Bulletin des écoles libres* de février 1932 le traitant de « *Staline au petit pied* », ce qui ne manque pas de sel à l'échelle de l'histoire ⁽³²⁾, et il fut désigné comme traître, trotskyste et social-fasciste par les staliniens, les trotskystes voyant en lui un syndicaliste révolutionnaire et les syndicalistes révolutionnaires du début des années trente voyant en lui un trotskyste. Il serait tout aussi faux de dire : « un inclassable » dans la mesure où ce qualificatif peut comporter une nuance d'éclectisme ou d'instabilité. Pas d'éclectisme, mais une réelle largeur de vues, et certainement pas d'instabilité, mais une volonté puissante de cohérence, de continuité et de clarté.

Pierre Broué, historien et trotskyste, s'interrogeait ainsi dans une lettre à France Serret en 1965, exprimant un besoin d'identification frappant de sa part :

« ... il me semble qu'un homme comme lui se trouve au centre des problèmes principaux qui se posaient à l'époque à l'avant-garde. Antistalinien, mais jamais lié aux anticommunistes du mouvement syndical. Non trotskyste, mais jamais lié aux antitrotskystes non moins nombreux dans le mouvement syndical. En rien relié à une organisation politique, mais ne se refusant pas par principe à l'action politique etc.(...) Ce serait très important pour moi que de voir ces problèmes et aussi ces hommes avec l'œil dont les voyait Gilbert. » ⁽³³⁾

Au sens le plus large, Serret fut un socialiste, un communiste ou un syndicaliste vrai, au sens étroit, il n'entre dans aucun « isme ». Sur l'analyse précise de la situation mondiale au tournant des années 1930, Gaston Davoust n'avait sans doute pas tort de voir en lui un proche camarade, car s'il se sent solidaire de Trotsky contre Staline, il n'arrive plus à envisager la dictature césarienne en URSS comme un « Etat ouvrier », et il le dit à Trotsky lors de leur rencontre. Mais il est bien décidé à ne s'affilier à aucun groupe, fraction ou parti, précisément parce qu'il pense qu'il faudrait un vrai parti, qui ne soit pas une secte ni une armée, et qu'il n'y a que trop de groupes autoproclamés sans qu'il soit besoin d'en rajouter. En attendant, il s'accroche à l'héritage de la vieille Fédération, avec les siens.

Lors de cette rencontre avec Trotsky, qui fit forte et bonne impression sur Serret soulignant l'absence d'affectation et de sectarisme dans la discussion immédiatement engagée ⁽³⁴⁾, un accord se fit vite sur la nécessité de l'unité d'action contre le fascisme, avec des méthodes prolétariennes et sans les radicaux et les républicains bourgeois. Trotsky n'a pas cherché à faire adhérer ses interlocuteurs à quelque organisation que ce soit, ce qu'ils auraient d'ailleurs refusé, mais il les prend comme un groupe politique appelé à jouer un rôle essentiel s'ils le veulent. Pour cela, ils les invite à mener à bien tout de suite la fusion syndicale, à entrer dans la SFIO pour être en contact avec des travailleurs organisés autres que des instituteurs, à l'échelle nationale, et à s'adresser aux masses paysannes pour lesquels ils ont une fonction historique à assumer. Il tombe à plat, car l'équipe fédérale arrive justement du

congrès de Montpellier où, tout en y appelant les directions confédérales, elle a décidé d'attendre pour opérer la fusion syndicale ; Trotsky les invite à ne pas respecter « les formes », ce qui ne peut signifier pour eux que bafouer une décision de congrès syndical, chose impossible. Au-delà de cet aspect, Serret pense que Trotsky ne peut qu'être mal renseigné, peut-être par ses partisans souvent sectaires, puisqu'il propose à ses yeux une sorte de fuite en avant qui briserait le réseau des institutrices et instituteurs qui sont pour lui la branche sur laquelle s'appuyer. Mais il est très sensible aux remarques faites sur la question paysanne.

Un an plus tard sort sa brochure sur la question agraire et paysanne devant le corps enseignant. Pour combattre le fascisme et la guerre les enseignants doivent se faire le ciment de l'union des ouvriers et des paysans, affirme-t-il. La structure de la brochure, le plan de l'exposé, relèvent du marxisme le plus traditionnel, ce que confirment les notes prises par France, insérées dans leur exemplaire personnel, citant Engels, les résolutions de la I^e Internationale, et Karl Kautsky : l'énorme masse paysanne française n'est pas homogène, la majorité peut et doit être entraînée avec la classe ouvrière, or elle est présentement sous la coupe du cléricisme et du fascisme, dont Serret énumère les organisations en appuyant sur les nombreux noms à particules et la grande fortune de leurs dirigeants, comme la famille de Vogüé. La conquête de la paysannerie demande un effort de propagande, d'organisation et d'action pour lequel il donne des conseils de méthode et de pédagogie. L'essentiel est de montrer aux paysans que leur défense en tant que petits propriétaires ne peut se faire qu'en luttant contre le capital. Mais pourtant, et c'est le sujet de la dernière section, la petite propriété est « *une monstruosité technique* » et une « *monstruosité sociale* » et il faudra la dépasser par la production collective, mais progressivement et sans contrainte, dans l'avenir révolutionnaire.

Intéressante est la réaction du PC, par un article de Jean Bruhat dans *l'Humanité* du 5 octobre 1935 ⁽³⁵⁾, qui reproche à Serret de s'être délibérément abstenu de toute mention de l'URSS et de la collectivisation soviétique - en effet, et ce silence ne peut qu'être délibéré - tout en dénonçant le terme de « monstruosité » appliqué à la petite propriété, affirmant au contraire que le PC libérera la petite propriété « *des charges qui la grèvent* » et, en somme, ne collectivisera pas, le tout en conformité avec le programme du Front populaire acté avec les radicaux. Le journal de droite *l'Ordre* du 7 novembre 1935 s'empare non sans esprit de cette polémique en disant au paysan : Serret est un vrai communiste qui vend la mèche, ils veulent te collectiviser et faire de toi un salarié comme en Russie !

Il faut remarquer ici que la critique de J. Bruhat est mesurée dans le ton : on n'en est pas encore tout à fait à l'« hitléro-trotskysme » et les critiques du PC commencent par reconnaître les qualités de la brochure, en semblant regretter que les bons conseils qu'elle contient ne soient pas venus de lui. En fait, sous une enveloppe très « orthodoxe », Serret a fait passer beaucoup de lui-même dans cette publication.

C'est ainsi que, décrivant les effets de la crise économique, il pousse un cri du cœur contre « *la destruction du vin* » et, lui qui par ailleurs qualifie la toute petite production d'anachronisme, prend hautement la défense des cépages interdits comme le Clinton ardéchois, qu'il appelle « *des cépages « prolétariens* », en ce sens qu'ils demandent peu de souffre et de sulfate, qu'ils viennent dans les terrains pauvres et sont la propriété presque exclusive de petits vigneronns que l'on accule ainsi à la famine ... »⁽³⁶⁾.

Et le voilà qui explique comment organiser une conférence au village, exactement comme un cours à l'école primaire, en dessinant ce que doit être la parole concrète, et en attirant l'attention sur le détail à ne pas oublier :

« *Dans votre auditoire il y a - vous avez causé avec un camarade de la localité - trois paysans qui vivent surtout de la récolte des amandes, tous les autres cultivent le blé ou la vigne ; après avoir traité la question du blé et de la vigne, parlez des amandes et vous aurez ainsi sans doute conquis les trois isolés.* »⁽³⁷⁾

Et, au fond, il se dépeint :

« *C'est en revenant, après une dure journée de vendanges, derrière les charrettes cahotantes ; c'est sur l'aire où vous donnerez un coup de main pour tourner la paille à l'heure où les rayons du soleil dardent ; c'est à l'heure matinale où l'on part à la chasse ; c'est alors que le paysan, votre frère, vous confiera ses angoisses et ses espérances, vous livrera les secrets de son cœur, vous montrera sa façon de voir, de juger, de comprendre. Alors vous ne serez plus pour lui le fonctionnaire indifférent ou hostile, mais le camarade, l'égal par le goût des choses de la Terre, celui qui connaît certains mystères sociaux que lui, le paysan, ignore encore, le maître d'école qui aime son métier et sait se faire aimer des petits campagnards dont il connaît si bien la vie ; vous aurez alors le privilège, enviable entre tous, d'être « l'instituteur-paysan ».*⁽³⁸⁾

Serret est là : vrai communiste, comme le dénonce l'*Ordre*, et tout à la fois vrai instituteur ... et vrai paysan.

Les écrits de Gilbert Serret, éparpillés sous formes d'articles, renvoient à notre avis à une typologie précise qui prend racine dans le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914. En ce sens, si Serret n'était pas un « syndicaliste révolutionnaire » au sens exact du terme, c'est-à-dire un partisan de la charte d'Amiens pour qui la révolution sociale et l'édification de la société nouvelle seront l'œuvre du seul syndicat et non d'un parti, il convient de dire, d'abord qu'il en rejoignait l'esprit en pensant, avec Marx d'ailleurs, que l'émancipation des travailleurs ne peut qu'être celle des travailleurs eux-mêmes, ensuite par l'orientation de plus en plus affirmée de ses écrits dans leur diversité, surtout quand il entreprend une étude approfondie, dans la mesure où nous pouvons y retrouver deux formes typiques : celle de la monographie de branche et celle de la monographie locale. Cette typologie avait été pensée, mais surtout pratiquée, par les syndicalistes révolutionnaires les plus « érudits » avant 1914, quand Pierre Monatte (dont

le courant correspondant dans la Fédération à l'époque de Serret était la Ligue syndicaliste, pas la Majorité fédérale) préconisait des études fédérales et des études locales, appliquant à la recherche historique et géographique faite par et pour les travailleurs la structuration historique que s'était donnée au début du XX^e siècle la CGT, en fédérations et unions locales. Comme modèle d'une monographie fédérale, de branche, on pourrait citer la brochure d'Alphonse Merrheim sur *La métallurgie, son origine et son développement*, publiée par la fédération des Métaux en 1913, et comme modèle de l'étude locale, justement *le Pays de Vivarais* d'Elie Reynier, publiée à Largentière chez Mazel et Plancher en 1914 et complétée par sa brochure sur *l'Organisation Syndicale dans l'Ardèche*, publiée par la *Vie Ouvrière* de Pierre Monatte.

Dans la seconde partie des années 1930, Gilbert Serret fournit un gros travail relevant de la « monographie syndicale de branche », à savoir la dernière partie de *l'Histoire de la Fédération de l'Enseignement des origines à l'unification de 1935*⁽³⁹⁾, qui ne se réduit pas, ce qui serait déjà beaucoup, à l'histoire des luttes internes et des débats dans la Fédération, mais qui touche à l'histoire même de la profession enseignante. Et il écrit d'autre part une brochure certes bien plus courte, mais très efficace, sur les *Chaux et ciments de Lafarge, Monographie sociale*, allant des aspects techniques et économiques au récit des grèves les plus récentes. Le terme de « monographie sociale », et la préface d'Elie Reynier, s'il en était besoin, confirment l'ancrage à mon avis tout à fait conscient et voulu, dans cette tradition de travaux historico-géographiques militants. J'ajouterai qu'il est permis de risquer l'hypothèse que cette tradition, qui lui est antérieure, a pu exercer une influence ou tout du moins servir de stimulant à l'Ecole des Annales de Marc Bloch et Lucien Febvre, ce qui mériterait une recherche sans a priori voulant nécessairement qu'avant les « novateurs » en histoire (comme en géographie) il n'ait pu y avoir que des traditionalistes.

V.

C'est le 30 juin 1943, après l'avoir cherché dans la nuit, que France et des habitants de Balazuc trouvent Gilbert mort dans la rivière Ardèche. Il nous faut maintenant faire une mise au point nécessaire, 61 ans après, au vu de ce que nous apprennent les archives de France Serret et d'Elie Reynier.

La cohésion du couple Serret, la visite récente et très heureuse d'Elie Reynier quelques jours auparavant, les perspectives politiques sises au fondement de sa conception du monde, et ce que nous savons de son caractère, malgré les causes publiques et privées de chagrin accumulées, rendent improbable un suicide de Gilbert d'autant qu'il semble techniquement difficile de se perforer le front tout seul. L'hypothèse d'un accident ne peut pas en toute rigueur être complètement bannie, bien qu'improbable aussi de la part d'un homme qui était complètement dans son élément en allant braconner

l'Ardèche pour remplir la marmite par ces temps difficiles. La probabilité de l'assassinat est déjà élevée sachant l'importance des forces politiques qui pouvaient souhaiter la liquidation de Serret, au moment où, avec les prodromes de la révolution italienne et Stalingrad, la situation européenne commençait à nouveau à pivoter, pour les mêmes raisons, mais en sens inverse, qui faisaient que Louis Bouët voyait en lui la relève par excellence - il ne faut en effet jamais oublier la relative jeunesse de Gilbert Serret.

Il y a donc deux possibilités : l'appareil stalinien, ce qui veut dire plutôt ses « services » que le militant communiste local, ou l'extrême-droite, Etat français et Milice. Surveillant son langage en cas d'ouverture du courrier, Maurice Dommanget en discute avec France dans une lettre du 22 novembre 1943⁽⁴⁰⁾, où, après s'être dit pas étonné que l'enquête ait tourné court, il poursuit :

« Sur un cas comme celui de Gilbert l'alliance tacite peut se faire entre les deux sortes de larrons susceptibles d'avoir fait le coup : nous n'avons pas fini de connaître des crimes de ce genre. Nous sommes entrés dans le cycle du terrorisme. »

L'hypothèse stalinienne n'a rien d'absurde et ne confère aucune hypocrisie à la peine sincère de la majorité des communistes ardéchois, encore exprimée par le maire du Teil en 1950 comme on l'a vu. Plusieurs amis de Serret y ont longtemps pensé et après tout, ce n'est pas bien loin, à vol d'oiseau, que des fondateurs du communisme italien et un jeune communiste du maquis furent liquidés, cette même année 1943, dans le maquis du Meygal⁽⁴¹⁾. Et les premières menaces de mort contre Serret furent proférées dès septembre 1933 contre lui et ses camarades par le dirigeant d'une fédération de la CGTU qu'il eut la charité, bien significative, de ne pas nommer : « une balle dans la peau » lui était promise - langage stalinien typique⁽⁴²⁾. Mais cette hypothèse n'est pas celle à laquelle, de manière dûment mûrie et réfléchie, croyait France Serret. Ses archives nous fournissent le brouillon d'une lettre envoyée à René Dazy le 6 avril 1975. René Dazy est l'auteur de *Fusillez ces chiens enragés. Le génocide des trotskystes*⁽⁴³⁾, dont le titre explicite le contenu. Il s'était posé la question d'y faire figurer Gilbert comme victime physique des staliniens, et France l'en dissuade par ces explications que nous citons intégralement, car elles donnent en même temps un exposé des faits suspects ayant précédé et suivi sa mort, faits qui ont longtemps fait partie de la mémoire orale des familles d'amis et des gens de Balazuc :

« Monsieur;

Il m'est toujours pénible de parler de la mort de G.S., mon mari, en raison des circonstances suspectes qui l'ont entourée sans que jamais la lumière ait été faite sur cette disparition.

L'opinion des gens de Balazuc (village isolé où nous avons été affectés d'office en oct. 1942, après un déplacement en Ht-Loire) est formelle : G.S. a été victime d'un attentat. Sans l'affirmer aussi catégoriquement,

j'incline à le croire, comme je crois fermement que si attentat il y a eu, cet attentat est le fait de la milice. Et ma conviction s'appuie sur quelques faits précis, dont ceux-ci, entr'autres.

- opposition véhémement de X. Vallat à notre retour dans l'Ardèche, notre département d'origine (nous avons été déplacés d'office en 2 postes de haute montagne de la Ht-Loire) en dépit de la circulaire Carcopino.⁽⁴⁴⁾

- Visite de la gendarmerie peu de temps avant le drame, pour obtenir nos deux photos.

Le capitaine (ou lieutenant ?) de gendarmerie auprès de qui G.S. alla protester⁽⁴⁵⁾, confia que ce n'était pas par ses services que ces photos avaient été exigées.

- Présence insolite dans les gorges sauvages de l'Ardèche (G.S. avait un petit jardin à l'entrée des gorges loin du village) de 2 individus suspects qui d'après des bergères, placées sur les falaises de l'autre rive, observaient G.S., curieusement.

Quant mon mari ne rentra pas, à la nuit, que je le fis rechercher et qu'on le retrouva au fond d'un gouffre, ce ne fut qu'un cri dans le village « on l'a noyé ».

Il y eut, bien sûr, une enquête - assez tardive - mais comme je déclarais ce que je viens de vous écrire, cette enquête tourna court.

Et je suis restée avec mes douloureuses interrogations ...

Vous comprendrez, M., que j'aie tardé à répondre à votre demande, persuadée que les circonstances de la mort de G.S. ne devaient pas figurer dans votre étude. »⁽⁴⁶⁾

La correspondance de 1943 entre Elie Reynier et France Serret indique que les enquêteurs, qui ont classé l'affaire, sont venus de Lyon une quinzaine de jours après l'évènement. France a aussi conservé dans ses archives une délibération du conseil municipal de Lablachère du 26 novembre 1944 demandant unanimement qu'elle y soit nommée institutrice sur son ancien poste, communiquée au préfet, à l'inspecteur d'académie et au comité local de libération. Or ce comité, qui devait recouper en tout ou en partie le nouveau conseil municipal, écrivit peu après, le 9 janvier 1945, au ministère de l'Intérieur pour demander des éclaircissements sur des dénonciations pendant l'occupation et sur la mort de Gilbert Serret. La réponse du ministère, direction générale de la sûreté, direction des services de la police judiciaire, en date du 14 mai 1945, enterre les deux questions en affirmant qu'il n'y avait pas eu de dénonciations et, concernant Serret, que « *Ainsi que l'avait établie l'enquête effectuée par la Gendarmerie à l'époque du décès, il ne peut s'agir que d'un accident.* »⁽⁴⁷⁾ Continuité de l'Etat : les services policiers de la Libération couvrent l'enquête bâclée de la gendarmerie vichyste du temps de l'occupation ...

Xavier Vallat, député de l'Ardèche depuis 1919, mit en place sous Vichy le sinistre Commissariat général aux questions juives en avril 1941, où lui succédera rapidement Darquier de Pellepoix en mai 1942. C'est notamment contre lui que Serret organisait une manifestation à Annonay en avril 1934. Il est lié aux Croix de Feu, dont l'organe *le Flambeau* nomme G. Serret, début 1934, de même que Gringoire, futur organe collabora-

tionniste qui le dénonce comme traître pro-allemand, en juin 1935⁽⁴⁸⁾ ; il reçoit une lettre anonyme d'un Croix de Feu d'Alès, qui est une menace de mort sans équivoque. Il la publie et y répond dans *l'Ecole Emancipée* du 4 novembre 1934, s'en saisissant pour appeler à la formation de milices antifascistes. Mais l'instituteur-chasseur ne peut s'empêcher de terminer son article ainsi :

« Comme un homme averti en vaut deux, je le recevais de pied ferme : je tiens à sa disposition et à son choix ... du 9 millimètre et du calibre 12. »

Gendarmerie, police et Renseignements généraux, en Ardèche comme ailleurs, tombent en 1940 sous la coupe de gens comme Xavier Vallat⁽⁴⁹⁾. Des deux préfets de l'Ardèche en fonction pendant la période « Balazuc » des Serret, le premier, Eugène Hild, en poste de janvier 41 à décembre 42, est dépeint comme un carriériste sans scrupules, le second, Jean Esquirol, en place lors du probable meurtre, l'est comme un authentique préfet fasciste. Sous la pression allemande, le pouvoir vichyste a régionalisé l'administration et depuis avril 1941, c'est l'intendant de police de Lyon qui contrôle l'Ardèche, avec des forces spéciales « non sédentaires » directement sous sa coupe, Section des affaires politiques et Groupes Mobiles de Réserve. Ces services font opérer la gendarmerie locale pour leur compte, non sans que des plaintes ne remontent sur son peu d'entrain à obéir à tous les ordres. Faisant pression sur l'appareil d'Etat et le pénétrant, la Légion française des combattants, constituée en 1940, dénonçait G. Serret dans un courrier au préfet début 1941⁽⁵⁰⁾. En sortent, en janvier 1942 le Service d'Ordre Légionnaire, en janvier 1943 la Milice, qui achève, à l'échelle nationale, de conquérir la direction de la police fin 1943. En Ardèche un rôle moteur dans la formation de la Milice semble avoir été joué par les hommes du PPF, le Parti Populaire Français de Doriot, mais avec de sérieuses luttes intestines. Ajoutons que Marx Dormoy fut assassiné, pas bien loin non plus de Balazuc à vol d'oiseau, à Montélimar, le 26 juillet 1941, par des sbires relevant de ces milieux.

En combinant le récit de France Serret et ces données sur l'appareil policier et les organisations fascistes, il est assez tentant de reconstituer le récit suivant. Les Serret, admis à revenir en Ardèche, y sont l'objet de plus de pressions policières et sont politiquement plus isolés, paradoxalement, qu'en Haute-Loire, comme si ce retour était dans une certaine mesure un piège. « Dois-je dire que Serret a plusieurs fois regretté, malgré sa joie d'être en Ardèche, d'avoir demandé et accepté ce retour ? »⁽⁵¹⁾. En juin 43 on vient prendre leurs photos. Deux « touristes », qui pourraient être de ces curieux fonctionnaires « non sédentaires » aux ordres de la préfecture lyonnaise, viennent roder et inquiètent les bergères, repérant les lieux et leur cible ; ils opèrent le soir du 29 juin. Le même centre opérationnel lyonnais vient enterrer l'affaire quinze jours après, sachant l'impossibilité pour la famille et les amis de réagir. Tout cela peut sembler trop simple, mais après tout, une certaine grossièreté opérationnelle fait aussi partie du style policier - j'ai bien écrit

: policier, car, si la Milice est évidemment de la partie, le faisceau des soupçons se concentre sur l'appareil d'Etat français, de sorte que le dernier complément d'enquête que l'on puisse encore espérer concernerait les archives policières et préfectorales.

Un dernier groupe de faits demande à être confronté à cette interprétation. La revue « syndicale » légale *Au Travail* publie, le 10 juillet 1943, une courte notice nécrologique, signée Urbain Thévenon, qui affirme que Gilbert Serret était non seulement un « lecteur assidu » de ce journal, mais était membre de l'association des Amis de Au Travail. Ceci fait sursauter France, qui demande le 16 juillet à Elie Reynier d'intervenir pour tenter d'obtenir un démenti, et qui écrit aussi à l'épouse d'Urbain Thévenon, Albertine⁽⁵²⁾. Dans sa lettre à Reynier elle précise que *Au Travail* était envoyé à Gilbert à Saint-Vénérand (Haute-Loire), sans qu'il se soit abonné, et qu'il ne voulait même pas l'ouvrir, puis qu'il ne le recevait pas à Taulhac, et qu'il s'était effectivement abonné en octobre 1942, « sur des sollicitations et par souci d'information ». Elle mentionne ensuite, sans écrire de quoi il retourne mais tout laisse à penser qu'Elie Reynier savait très bien ce dont il était question, les « sollicitations pressantes de cette année » pour rappeler que la seule attitude de Serret à leur égard fut : « refus de répondre ».

Au Travail était l'organe de la majeure partie de l'ancien courant Syndicats de la CGT, courant que l'on pourrait décrire comme réformiste, pacifiste et anti-communiste, qui avait choisi, en 1940, de soutenir la préparation de la charte du Travail du régime de Vichy, en prétendant peser dans le sens de la préservation du syndicalisme ouvrier, derrière René Belin, ministre du Travail de Pétain jusqu'à mi-1942, auquel nous devons l'érection du 1^{er} mai en « fête du travail »⁽⁵³⁾. Son directeur était Louis Bertin, ancien secrétaire de l'union départementale CGT de la Savoie.

Urbain Thévenon était un instituteur de la Loire, qui avait été membre de la Ligue syndicaliste (et avait, par ailleurs, été un grand ami de Simone Weil) : il représentait en somme l'aile gauche de *Au Travail*, qui trouvait moyen, tout en cautionnant la future charte, de se réclamer du syndicalisme révolutionnaire. Le rôle du journal et de l'association était donc de corrompre, au moins au sens moral et politique, des militants syndicalistes. Il faut cependant comprendre que la plupart de ses participants, et certainement Thévenon lui-même, étaient sincères. A qui, aujourd'hui, opposerait de manière manichéenne l'attitude de ces ci-devants militants et celles des communistes FTP, on fera remarquer que lorsqu'ils s'intégrèrent à Vichy, l'Europe connaissait l'ordre du pacte Hitler-Staline et que, de plus, la quasi-totalité d'entre eux étaient d'anciens militants du PC, très puissant repoussoir décidément, même si cela n'excuse rien ...

Suite à la demande de France, Elie Reynier engage donc une correspondance avec Antoine Moulin de la rédaction de *Au Travail*, où tout est « dit entre les lignes », Elie Reynier sachant très bien qu'un tel

échange est très risqué, entre compromission collaboratrice et risque d'être lui-même ciblé comme quelqu'un qui, justement, refuse hautement de « collaborer ». L'ironie avec laquelle il traite *Au Travail*, la manière franche dont il explique qu'il est, lui, dépourvu de tout moyen d'expression publique, la manière voilée dont il laisse entendre que tout est clair et que la situation sera tranchée par la violence, peut-être celle de la révolution renversant Mussolini en Italie à laquelle il fait allusion, le tout en ne se départissant jamais du respect des hommes, qui rend d'autant plus cinglante sa position morale envers eux, voilà qui fait penser à un vieux stoïcien affrontant la tyrannie. Reste qu'il n'a pas gain de cause, les rédacteurs de *Au Travail* ayant d'emblée affirmé qu'il n'y aurait aucun rectificatif. Et pourtant rectificatif il y eut : le numéro de fin septembre contient un court billet de « U.T. » (Urbain Thévenon), qui précise que G. Serret ne partageait pas le point de vue de *Au Travail* « sur l'attitude du mouvement syndical et son orientation » et n'était pas adhérent aux Amis de *Au Travail*. C'est donc que l'initiative du rectificatif vint non de la rédaction, mais de Thévenon, dont les mots « Une phrase ajoutée à ma note ... » laissent peut-être entendre qu'on avait pu « compléter » sa première notice.

Nous disions que le rôle du réseau que tentait de tisser *Au Travail* était de corrompre des militants, au sens moral et politique ; mais aussi plus directement, en prétendant les aider voire les protéger de la répression. C'est ce que ses rédacteurs tentent de faire avaler, en vain, à Reynier en disant être intervenus pour lui et pour Serret, ce à quoi il répond qu'il ne croit qu'à une intervention tardive de Thévenon contre la mesure de résidence surveillée dont il fut la cible après son passage dans des camps d'internement à l'été 40, en compagnie de nombreux communistes ⁽⁵⁴⁾, et que pour le reste si intervention il y aurait eu pour le retour de Serret en Ardèche, ce fut un piège. Rien n'indique que Serret ait sollicité, obtenu ni même bénéficié à son insu d'une telle intervention : lorsque, en Haute-Loire, il se démène auprès de son administration, ce sont des fonctionnaires issus de la III^e République, laïques voire francs-maçons, qui le défendent, en particulier les inspecteurs de Haute-Loire, avec lequel il sympathise, A.J.C. Bertrand, et d'Ardèche, qui appuie son retour, M. Maugendre, et celui de Largentière, M. Morvan, qui prit la parole lors de ses obsèques en soulignant son excellence professionnelle. On pourrait donc dire, à la rigueur, que l'instauration de l'ordre pétainiste aura rapproché certains fonctionnaires républicains de Serret, lesquels avaient en haute estime ce révolutionnaire refusant toute promotion, mais instituteur exceptionnel et tout aussi compétent qu'eux en matière administrative. Mais il est vraisemblable qu'il eut des contacts avec Thévenon, lui-même déplacé en Ardèche, à Vagnas, en 1940-1942 ⁽⁵⁵⁾, et qui restait un honnête homme sentimentalement attaché au « syndicalisme révolutionnaire ». Le problème c'est que par Thévenon, d'autres sollicitations pouvaient s'exercer sur lui, auxquelles il

ne répondait pas, car elles s'apparentaient à des provocations le plaçant entre le choix de la compromission ou celui de s'exposer tout seul à la répression. Les archives de France Serret contiennent une lettre dont la signature est indéchiffrable, mais s'autorisant d'une recommandation de Thévenon, envoyée de Vichy le 7 juillet 1942, proposant à Serret de participer à une session de l'Ecole Nationale des Cadres Civiques du Mayet de Montagne (au dessus de Vichy) - le saint du saint des idéologues et technocrates du régime ! Serret ne leur répond rien, pas plus qu'il ne répondra à une lettre du secrétaire de l'« Union de l'Enseignement », Pierre Vaillandet, ancien député SFIO du Vaucluse et, en fait, un des bras droits de Marcel Déat, qui lui suggère ni plus ni moins de rejoindre son mouvement pour le créer officiellement en Ardèche, et de contacter ... Elie Reynier pour l'entraîner dans cette affaire ! Or, nous savons qu'E. Reynier avait lui-même éconduit clairement les partisans de Déat dès 1940. Par conséquent, un tel courrier, ce 10 avril 1943, est un très gros piège. Attraper un « poisson » tel que Serret aurait été sa mort politique et morale et un triomphe pour ces gens-là, mais faire ainsi pression sur lui c'était déjà, délibérément, le compromettre et, en l'acculant au silence, le mettre en danger, en cherchant à mettre pareillement en danger Reynier. Naturellement il ne répondit rien, et l'on peut penser que Reynier discuta avec lui de ces questions. Pierre Broué à partir des mêmes archives avait déjà conclu à une sombre manœuvre pour « l'acculer au refus périlleux d'adhérer à une association professionnelle pétainiste » ⁽⁵⁶⁾. L'on peut appuyer et renforcer cette interprétation : il y eut tentative de « piéger » Serret, de la part des hommes du régime, ce « pauvre » Thévenon ayant essayé de lier Serret à *Au Travail* et ces derniers ayant à leur tour aidé les hommes de Déat à avoir l'idée de lui écrire pour le « coincer ». L'on en admirera d'autant plus la bataille épistolaire de Reynier avec la rédaction de *Au Travail* après la mort de Serret, car nous pouvons le dire maintenant : ce sont les lettres d'un homme qui se sait lui-même menacé d'assassinat comme son ami, et qui se bat avec les moyens qui lui restent, ne plaçant aucune virgule au hasard, trouvant d'ailleurs moyen de mettre en cause le même Pierre Vaillandet, dont le rédacteur de *Au Travail* est conduit à lui répondre, confusément, qu'il n'a rien de commun avec lui politiquement, ce qui est assez grotesque à cette date, mais qu'il est de ses « amis personnels » ⁽⁵⁷⁾ ...

Reste un tout dernier élément qui avait échappé à l'examen des archives Serret par P. Broué en 1999, et que nous avons découvert pratiquement par hasard, en se disant « horreur, voici le pire ». Il s'agit d'une coupure de presse engloutie entre de nombreux papiers, une coupure de l'autre grand journal « syndical » des ralliés à l'« ordre nouveau », *l'Atelier*, qui paraissait à Lille et se voulait bien plus « révolutionnaire » que *Au Travail*, ce qui voulait dire : plus proche des nazis, plus engagés dans la collaboration. Tout ce que j'ai écrit ici jusqu'à présent ne permet pas d'affirmer qu'il y ait eu une connexion autre qu'objective entre la pression de Thévenon ouvrant

la porte à celle de *Au Travail* ouvrant à son tour la porte à celle des hommes de Déat, d'une part, et les vrais organisateurs probables de l'assassinat, les hommes de la préfecture de police lyonnaise et de la Milice. Soudain, cette connexion s'est montrée. Cette coupure de *l'Atelier* du 17 juillet 1943 est une nécrologie de Serret signée Maurice Wullens, étonnamment renseignée vu les conditions du moment - l'auteur, qui affirme tout de suite qu'il s'agit d'un accident, sait comment se sont déroulées les obsèques discrètes et rapides du 2 juillet et prend bien soin de mentionner Elie Reynier qui y prit la parole - tout en contenant des négligences caractérisées - il écrit que Serret avait été muté dans le Puy-de-Dôme alors que c'était en Haute-Loire - et, de façon appuyée et délibérée, il présente le combat antistalinien de Serret comme une croisade anticommuniste, falsifiant ainsi le sens du discours du congrès de Nantes :

« *Au Congrès de Nantes, Gilbert se dressa encore, quasi seul, contre une marée vociférante de délégués fanatisés, domestiqués, courant à la guerre judéo-soviético-capitaliste de M.M. Blum et Daladier. Bien en vain, hélas ! ...* »

Tout y est : la larmoyance envers la méchante humanité pour laquelle il n'y avait décidément rien à faire, l'amalgame implicite entre le combat révolutionnaire d'avant-guerre et le national-socialisme, et la manière très consciente, digne d'un provocateur policier, d'associer l'antisémitisme au moment le plus célèbre du combat de Serret - cela alors que France Serret comme Elie Reynier dissimulent chacun chez eux, cette même année 43, un enfant juif.

Avant 1940 Maurice Wullens avait l'image d'un sage libertaire barbu du département du Nord, éditeur important pour l'extrême-gauche dans les années trente avec la collection *les Humbles*. Mais la lecture de sa biographie dans le Maitron laisse pointer un autre personnage, le vrai Wullens il est à craindre⁽⁵⁸⁾. Trouble personnage qui tente de salir Serret en associant son combat à l'antisémitisme et dont le propre itinéraire est ponctué d'équivoques et de zones d'ombre. Il semble qu'il lui avait rendu visite au printemps 1943, bien que France n'en parle pas : si tel fut le cas, ce fut la pointe la plus avancée du piège. Avec M. Wullens, nous touchons à un univers de noirceur humaine que les hommes de la vieille Fédération n'imaginaient probablement tout simplement pas, ou pas encore, ce qui peut expliquer la naïveté qu'ils eurent trop souvent, comme d'autres, avec lui.

Reynier a réussi à placer une dénonciation de cet article dans sa correspondance avec *Au Travail*, mais il était ici impossible d'obtenir quelque chose comme un démenti ou une réparation. Le rectificatif de Thévenon pouvait-il, par ricochet, effacer cette tache ? De toute façon Elie Reynier et France Serret ne pouvaient rien faire. Le souvenir de la notice de *Au Travail* et la bataille qui l'a suivie étaient restés dans les récits familiaux et amicaux, mais pas celui de la notice de *l'Atelier*, cette horreur qui n'appelait nulle réponse, autre que de continuer à vivre.

Nous compléterons donc notre hypothèse en ajoutant que si Serret fut assassiné par les éléments militaires ou proches de la Milice de l'appareil policier d'Etat, le jugeant d'autant plus dangereux qu'il choisissait de rester leur adversaire irréconciliable ; alors pour effacer leurs traces et éviter que sa mort soit ébruitée comme celle d'un révolutionnaire victime du système pétainiste et collabo, M. Wullens fut préposé à la salissure. C'était peine perdue : beaucoup de monde en Ardèche comprenait au fond pourquoi il avait réellement été tué, et l'hommage des hommes comme Joseph Thibon vaut vengeance de l'histoire.

VI.

La relève assassinée, l'histoire continue. Nous voudrions pour finir citer trois lettres, trois lettres de veuves, qu'en tant que première des veuves, France Serret a reçues à la fin de la guerre ou peu après.

Jean Salducci, qui avait succédé à Gilbert Serret comme secrétaire général de la Fédération en 1932, s'est, comme on dit, engagé dans la Résistance. Il meurt du typhus à Dachau le 4 février 1945. Un boulevard porte aujourd'hui son nom à Marseille. Son épouse Marcelle Salducci écrit à France, le 7 septembre 1945 : « ... *maintenant que je n'ai plus d'espoir, il n'y a que celles qui souffrent comme nous qui peuvent comprendre.* » Et elle poursuit étrangement en expliquant qu'elle sait, « *scientifiquement* », que Jean Salducci « *vit pour moi* », se défendant de faire du « *maboulisme* », ce qui semble être quelque peu le cas tout de même : mais son « *maboulisme* », elle l'offre à France Serret.

Antoine Richard, premier dirigeant de la fédération communiste des Landes, exclu du parti en 1925, fut ensuite un pilier des activités pédagogiques et historico-géographiques de la Fédération, tendance Ligue syndicaliste. Révoqué par Vichy, mais pacifiste intégral, il se prononce, et surtout son épouse Marcelle, pour une « *collaboration* » avec l'occupant, « *en toute sincérité, dans l'espoir qu'une Europe unie nous éviterait une autre guerre et parce que nous ne pouvions pas nous résigner à haïr sur commande d'autres hommes* », comme l'écrit sa veuve Marcelle à France, le 30 décembre 1947. Elle ne se cache pas de distribuer sa propre hostilité d'une manière inégale : les prisons de la IV^e République sont pour elle pires que les camps de concentration allemands car elle et son mari y ont subi privations et brimades, et que, tuberculeux, il ne s'en est pas remis. Longue lettre qui confie, toujours à France Serret, sans ambages, une immense rancœur, seuls « *des catholiques* » et d'anciennes élèves ayant pris ce couple en pitié, et une non moins complète bonne (in-)conscience à cette date et par ces temps ...

Le 16 juillet 1944, Marcel André, alias Antoine, instituteur à Sigonces dans les Alpes de Haute-Provence, dirigeant de la Résistance, tombe, à Oraison, dans un traquenard de la Milice, qui simule un affrontement entre maquisards et allemands complices, attirant ainsi

Marcel André et ses compagnons, après quoi ils les conduisent à Marseille et les fusillent à Signes le 18 juillet, dans l'arrière-pays toulonnais. De Vic-sur-Cère sa veuve Lucienne André, qui a cherché Marcel André pendant 2 mois, écrit à France, le 14 août 1945. Elle aussi se sent partager la même expérience : « nous nous ressemblons tellement ! » et précise : « ... le jour des obsèques on disait autour de moi « on les vengera » je pensais non « assez de sang », aujourd'hui j'ai soif de vengeance et je ne désespère pas. »

Qui donc, à l'issue de la seconde guerre mondiale, était à même, sans l'avoir recherché, d'être la dépositaire des souffrances intimes de veuves si diverses, auxquelles l'histoire avaient arraché leur homme, mais pas forcément par les mêmes chemins ? Le « maboulisme » de l'une, la partialité aveugle de l'autre, et la soif de vengeance impuissante de la troisième, toutes savent qu'elles peuvent les lui confier, qu'elle ne sera pas forcément d'accord mais qu'elle comprendra. Bien sûr, elles pensent qu'elle comprendra puisqu'elle a connu la première la même peine qu'elles - sans percevoir d'ailleurs cette différence que la mort de Gilbert, elle, demeure « suspecte » selon la formule consacrée. Mais France Serret n'est plus, à ce moment là, une « veuve éplorée » : la vraie raison qui fait d'elle un tel réceptacle bienveillant, c'est qu'elle apporte, sinon une orientation politique, en tout cas un réconfort humain au sens fort, étayé sur ces dix-huit années où « les Serret » ont porté, dans une sérénité lumineuse, la lutte révolutionnaire, le métier d'instituteur, et la sympathie pour le monde et pour les êtres.

Vincent PRESUMEY
le 30 mars 2014.

Notes:

* Simone Weil, lettre de janvier 1932 citée par Simone Pétrement, *Vie de Simone Weil*, volume 1, p. 304, souligné par Simone Weil.

(1) Voir le n° 61-1 du 15 février 1999 de *Mémoire d'Ardèche et Temps présent* (MATP) qui lui est consacré, et la brochure Elie Reynier, une belle figure vivaroise, Aubenas, Lienhart, 1967.

(2) Pour se repérer, il faut savoir que cette Fédération, dont le nom complet était Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices de France et des colonies, était issue du Manifeste des instituteurs syndicalistes de 1905 et représentait, avant 1914, les enseignants solidaires de la CGT. Le SN, ou Syndicat National, était issu des Amicales professionnelles formées au début du siècle, qui n'étaient pas à l'origine des syndicats. Ce dernier représentait « la masse » et le premier « l'avant-garde », mais en Ardèche l'avant-garde était une masse, pour ainsi dire. Dans l'entre-deux-guerres, la Fédération est désignée comme Fédération Unitaire de l'Enseignement (FUE) en raison de son affiliation à la CGTU, née de la scission syndicale de 1921 entre CGT et CGTU. Le SN de plus en plus souvent appelé le SNI (Syndicat National des Instituteurs) a lui adhéré à la CGT. La fusion syndicale CGT-CGTU en 1935 voit la Fédération Unitaire entrer dans les rangs du SNI et de la FGE-CGT (Fédération Générale de l'Enseignement), au sein desquelles elle est à l'origine de la plupart des tendances minoritaires, dont la principale historiquement fut l'Ecole Emancipée, nom que portait le journal de la Fédération. En 1948 la FGE-CGT devient FEN (Fédération de l'Education Nationale), dont sont issues aujourd'hui, depuis sa scission en 1991, la FSU (Fédération Syndicale Unitaire) et l'UNSA-Education (Union Nationale des Syndicats Autonomes).

(3) Louis Bouët, *Les militants du syndicalisme universitaire. Ceux de la relève*, Edition de l'Ecole Emancipée, Avignon, s.d. (années 1950).

(4) Anne-Marie Sohn, *Féministes et syndicalistes, les institutrices de la Fédération unitaire de l'enseignement 1919-1935*, Thèse, Université Paris-X Nanterre, 1973, réutilisée en Exemplarité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la CGTU, in *Revue*

d'Histoire Moderne et Contemporaine, juillet-septembre 1977. La date de 1923 est cependant contredite par la notice de Jean Maitron, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, sur France Serret, selon laquelle le Groupe féministe de l'enseignement de l'Ardèche aurait été créé par elle dès 1921. Il ajoute qu'elle créa aussi celui de la drôme, en 1925. Mais A.M. Sohn étant plus précise, indiquant notamment que le groupe compte 23 adhérentes à sa création, la date de 1923 me semble plus vraisemblable.

(5) La pratique du droit de tendance, découlant de l'existence de tendances constituées comme telles dans le syndicat, est apparue dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement pendant les années 1920. Elle l'introduira dans la FGE-CGT et on retrouvera le droit de tendance inscrit dans les statuts de la FEN à partir de 1948 jusqu'en 1991, où la FSU reprend cet héritage. Dans la Fédération entre deux-guerres les tendances étaient : la Ligue Syndicaliste, minorité contestant le poids du Parti communiste, liée à la revue syndicaliste révolutionnaire de Pierre Monatte, la Révolution prolétarienne ; la MOR stalinienne ; la Majorité Fédérale, communiste oppositionnelle. Sur le plan théorique, la Ligue syndicaliste et la Majorité fédérale étaient clairement opposées, mais dans la pratique, les militants se connaissaient et s'appréciaient, ce que l'on ne peut pas dire de la MOR. Beaucoup de militants de la Ligue Syndicaliste rejoignirent le SNI et la CGT avant 1935, mais ceux qui restèrent jusqu'au bout dans la Fédération, comme Paul Boissel en Ardèche, se retrouveront par la suite avec l'ancienne majorité fédérale, dans le cadre la Coopérative des Amis de l'Ecole Emancipée, courant qui continue l'ancienne fédération dans la FEN au moins jusqu'à son éclatement en 1969.

(6) Loïc Le Bars, *La Fédération Unitaire de l'Enseignement (1919-1935). Aux origines du syndicalisme enseignant*, Paris, Syllepse, 2005, p. 371.

(7) Ibidem.

(8) Loïc Le Bars, op. cit., p. 418 : le 24 mai 1932 Serret écrit qu'il est inquiet pour la santé de France, Archives Bouët de l'Institut Français d'Histoire Sociale.

(9) François Bernard, Louis Bouët, Maurice Dommanget, Gilbert Serret, *Le Syndicalisme dans l'enseignement. Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à l'unification de 1935.*, tome III, p. 137 (où commence la partie rédigée par Gilbert Serret, ci-dessous Serret, Histoire ...) et pp. 140-143. Ce travail fut réédité en 1966 par l'IEP de Grenoble avec une présentation et des notes de Pierre Broué, et il est la base du livre de L. Le Bars cité ici note 6.

(10) Eric Darrieux, *Instituteurs ardéchois dans la crise des années 30*, MATP éd., 2000, pp. 81-87.

(11) La question des rapports entre trotskysme et syndicalisme du type Ecole Emancipée (et Majorité fédérale), d'une part, Révolution prolétarienne (et Ligue syndicaliste), d'autre part, est un vaste sujet dont les éléments factuels initiaux sont donnés dans Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, Paris, Minuit, 1967 (textes réunis et introduits par Pierre Broué), Léon Trotsky, Alfred et Marguerite Rosmer, Correspondance, Paris, Gallimard, 1982, Gérard Roche in *Cahiers Léon Trotsky* n°9 de janvier 1982, pp. 9-20, Vincent Presumey in *L'unité syndicale en France. 1895-1995. Impasses et chemins*, Paris, Syllepse, pp. 71-78.

(12) L'Opposition Unitaire était le courant que la Majorité fédérale de la FUE avait entrepris de construire dans la CGTU en 1930. Le semi-échec de cette tentative et les rapports avec les trotskystes évoqués à la note précédente ont interféré.

(13) Ce récit est publié en annexe de Jean Cornec, *Josette et Jean Cornec, instituteurs. De la hutte à la lutte 1886-1980*, Paris, Clancier-Guénaut, 1981. Une photocopie complète du manuscrit se trouve dans les archives Serret, ce qui donne à penser que Jean Cornec avait communiqué et sans doute soumis son texte à ses amis. Leur relation se sont toutefois aigries peu après, quand Cornec et le syndicat du Finistère décidèrent fin 1931 de rejoindre la CGT et le SNI.

(14) Serret, *Histoire ...*, op. cit., pp. 202-209.

(15) Voir l'article de P. Broué in MATP, op. cit., et Eric Darrieux, op. cit.

(16) Cette information provient d'un brouillon de lettre de France Serret à propos d'un article de la revue *Le Mouvement social* sur le SNI et la guerre d'Espagne, daté du 9 novembre 1977.

(17) N° spécial de *l'Emancipation*, février 1938 : Chaux et ciments de Lafarge. Monographie sociale par Gilbert Serret.

(18) Archives F. Serret, texte dactylographié du discours d'Elie Reynier aux obsèques de Gilbert Serret le 2 juillet 1943. Simone Weil écrit aux Serret une belle et importante lettre suite à la mort du petit René, amplement citée par Simone Pétrement in *Vie de Simone Weil*, volume 1, pp. 402-403. Cette lettre semble tout ce qu'il reste de l'« importante correspondance » entre G. Serret et S. Weil, v. ci-dessous note 25.

(19) Archives F. Serret.

(20) Le discours de G. Serret à Nantes est son œuvre la plus facile à se procurer, car elle se trouve sur plusieurs sites Internet. Sur <http://www.historiographie.info/colloqbloch.pdf> Annie Lacroix-Riz, en juin 2013, le confond délibérément, dans le cadre d'une communication sur Marc Bloch, avec le

courant anticommuniste et pacifiste de Syndicats, preuve que s'agissant de Serret comme de toute l'histoire du siècle passé la lutte pour la vérité (révolutionnaire) contre la falsification (stalinienne) doit encore continuer. Précisons d'autre part que les chiffres de mandats que je donne ici sont ceux de la résolution sur l'indépendance syndicale, la principale en termes d'orientation générale. Une autre résolution, sur la paix, fit un score encore plus faible de 79 voix soit 0,3% des mandats. Mais Gilbert Serret fit remarquer dans *L'Emancipation ardéchoise* de décembre 1938 que récolter trois fois moins de voix au congrès de la CGT qu'à celui du SNI posait bien un petit problème d'« arithmétique » puisque les premières auraient dû n'être qu'une partie des secondes ! - aussi regretterons nous au passage que dans Morgan Poggioli, La CGT du Front populaire à Vichy, Institut CGT d'Histoire sociale, Montreuil, 2007, la seule mention de Gilbert Serret soit pour rappeler le second de ces votes, sans plus de précisions.

(21) Cf. Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, op. cit., et Loïc Le Bars, op. cit., pp. 462-465, avec références aux lettres de G. Serret provenant des archives Bouët.

(22) Gilbert Serret, *Le problème Agraire et Paysan devant le Corps enseignant*, éditions de la FUE, Saumur, 1935.

(23) Charles Forot, 1890-1973, poète, collaborateur de la *Revue du Vivarais*, était politiquement peu actif, mais ses opinions maurassiennes et traditionalistes étaient connues. Il fut l'une des figures du milieu des écrivains et chroniqueurs régionalistes vivarois qui surent reconnaître, avec plus ou moins de réserve selon les uns et les autres, la valeur des travaux d'Elie Reynier et de plusieurs instituteurs et institutrices révolutionnaires, dans le domaine de la connaissance et de l'amour du milieu local, et ceux-ci, se tenant à distance politiquement, le leur reconnaissaient aussi. L'art de la monographie, que nous évoquons ci-après, était leur point commun. La question des rapports, conflictuels mais réels, de Reynier et de la *Revue du Vivarais* est abordée dans l'article de Jean-Louis Issartel, in MATP, op. cit.

(24) Lettre de Carmen Littwack-Weil, Sao Paulo, 18 septembre 2006, communiquée à Marguerite Chasson-Présumey par Jacqueline Brunel-Déroutet, nièce de France Serret. Sygmunt Stein, dans *Ma guerre d'Espagne. Brigades internationales : la fin d'un mythe*, Seuil, Paris, 2012, parle du docteur Littwack qu'il a rencontré à Albacete et qui lui a fait part de ses doutes sur le rôle qu'on lui faisait jouer. Merci à Fabien Gallet de cette indication.

(25) France Serret dans ses lettres de 1967-1968 à André Weil et Simone Pétrement affirme que Gilbert Serret a eu une « volumineuse correspondance » avec Simone Weil. Il y a là une perte importante, car on peut supposer que cette correspondance fut poursuivie au moins jusqu'à la guerre. Ce sont les « perquisitions, déplacement d'office avec ordre de quitter les lieux » qui ont causé cette disparition, Gilbert Serret ayant caché des documents pendant la guerre, non retrouvés ensuite.

(26) Vincent Présumey, entretien personnel avec Gaston Davoust (dit Henri Chazé), 1984.

(27) Gilbert Serret, *Lou perdigaou*, in *Le chasseur français*, n° 601, septembre 1941. On ne résumera pas ici cette petite histoire de société de chasse ...

(28) Loïc Le Bars, op. cit., pp. 209-243 et 421.

(29) Ibidem, p. 235.

(30) Le premier article mentionné ici, de Célestin Freinet, in *l'Imprimerie à l'école*, mai 1932 ; la réponse de France Serret dans *l'Ecole Emancipée* du 26 juin 1932 ; celle de Gabrielle Bouët dans le n° du 3 juillet 1932.

(31) Elise Freinet, *Naissance d'une pédagogie populaire*, Maspero, Paris, 1974, p. 106 et p. 136 ; Eric Darrieux, op. cit., pp. 110-117.

(32) Eric Darrieux, op. cit., pp. 213-214.

(33) Pierre Broué, lettre du 4 avril 1965, archives France Serret.

(34) Loïc Le Bars, op. cit., pp. 462-465.

(35) Le dossier de la polémique de *l'Humanité* contre la brochure de Serret et son utilisation par l'Ordre provient de l'exemplaire de France Serret, dans lequel figurent toutes les coupures de presse. On y trouve aussi un décalque de l'argumentation de Jean Bruhat par un militant communiste du Rhône, Pierre Hentges, dans le bulletin départemental du syndicat FUE du Rhône.

(36) Gilbert Serret, *Le problème Agraire et Paysan devant le Corps enseignant*, op. cit., p. 16.

(37) Ibidem, p. 30.

(38) Ibidem, p. 24.

(39) Cf. ci-dessus note 9.

(40) Archives France Serret.

(41) Pierre Broué, Raymond Vacheron, Meurtres au maquis, Grasset, Paris, 1997.

(42) Serret, *Histoire...*, op. cit., p. 236.

(43) René Dazy, *Fusillez ces chiens enragés. Le génocide des trotskystes*, Orban, Paris, 1981.

(44) Le plus probable est que France Serret fait allusion ici à une circulaire du 28 avril 1941 de Jérôme Carcopino, alors secrétaire d'Etat à

l'Education nationale et à la Jeunesse du gouvernement de Vichy, qui interdisait les déplacements d'office et révocations d'instituteurs décidées directement par les préfets sans son aval. Cette allusion signifierait donc que F. Serret avait conscience d'une lutte d'influence entre la préfecture de l'Ardèche, plus proche de la Légion puis de la Milice, et l'administration de l'Instruction publique, devenue sous Pétain Education nationale, issue de la III^e République, lutte dont elle et Gilbert furent un enjeu.

(45) A Largentière.

(46) Archives France Serret.

(47) Ibidem.

(48) Gringoire du 14 juin 1935, cité par Eric Darrieux, op. cit., p. 131.

(49) Sur ce qui suit, voir Pierre Bonnaud, *Vichy et la surveillance en Ardèche: une obsession contrariée*, MATP n° 109, 15 février 2011.

(50) Ibidem p. 65. Le document reproduit, lettre de délation de l'Union Française des Combattants au préfet, comporte une erreur de date en bas : il faut évidemment lire janvier 1941 et non janvier 1940.

(51) Lettre d'Elie Reynier à la rédaction de *Au Travail*, 31 août 1943, archives Elie Reynier. Il poursuit en évoquant le fait que ce retour a suscité quelques interrogations et n'a pas profité politiquement à G. Serret, au contraire.

(52) Archives France Serret. L'existence d'une correspondance entre France Serret et Albertine Thévenon se déduit de ce qu'elle dit à Elie Reynier.

(53) Nous pouvons renvoyer sur ce sujet aux nombreux ouvrages traitant de l'histoire de la CGT et de la période 1940-1944.

(54) MATP n° 61-II, contient le Carnet du concentré, notes inédites de détention d'Elie Reynier.

(55) D'après sa biographie sur <http://revolutionproletarienne.wordpress.com/2008/07/14/biographie-durbain-thevenon-1901-1973/>

(56) MATP n° 61-1, op. cit., p. 28.

(57) Lettre de A. Moulin pour la rédaction de *Au Travail* à Elie Reynier, 6 septembre 1943, archives Elie Reynier.

(58) Né en 1894, il avait dédié une revue littéraire avant guerre à Maurice Barrès. Le conflit mondial, où il est grièvement blessé, prisonnier et bien traité par les Allemands, le traumatise et fait de lui une figure typique de militant « né de la guerre ». Mais parti en URSS pour un long périple en 1925, en tant que critique anarchisant de son régime, il en revient partisan de Staline et va jusqu'à renier la campagne pour la libération d'un célèbre anarchiste, Nicolas Lazarévitch, insinuant dans *l'Humanité* que sa biographie « n'est pas complète », autrement dit l'accusant d'être un « flic ». Il quitte le PC en 1930 après avoir pris la défense de son ami Henri Guilbeaux dans un conflit financier avec *l'Humanité* - Henri Guilbeaux, personnage de la bohème littéraire et artistique qui avait fait partie du mouvement zimmerwaldien en Suisse pendant la grande guerre, puis qui fut au service de l'Etat soviétique à Moscou de 1919 à 1924 puis à Berlin jusqu'en 1930, fut alors accusé d'être un espion des services français et finit sa vie notoirement antisémite et pronazi (il meurt en 1938). En 1938 le grand écrivain russo-français Victor Serge rompt avec Wullens en l'accusant de complaisance pour le régime allemand. En 1939-1940 nous voyons Wullens signer le tract anti guerre *Paix immédiate*, puis accuser son cosignataire Jean Giono d'objection de conscience alors que lui s'est rendu à son ordre de mobilisation... Très engagé dans la pire presse collaborationniste et antisémite ou il se livre à cette délation contre Giono, il meurt d'une crise cardiaque en février 1945. La mise en perspective de ces faits donne à penser que Wullens est devenu un indicateur et un provocateur, ou au mieux qu'il était manipulé...

Ce texte de notre camarade Vincent Présumey sur Gilbert Serret, complété de documents, peut être commandé en brochure illustrée de 36 pages auprès de l'association Mémoire d'Ardèche et Temps Présent (BP 15, 07210 Chomérac) pour 10 € franco de port.

Site de *La Révolution prolétarienne*

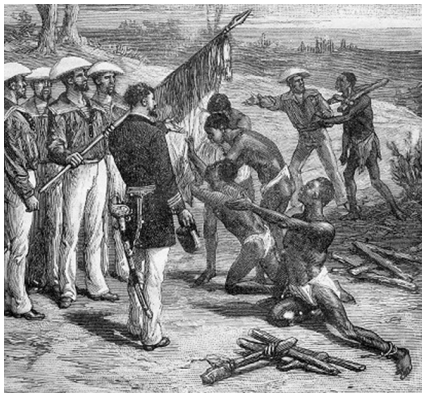
Vous trouverez des articles de La R. P., des archives la concernant, des biographies de nombre de militants du mouvement ouvrier, des actualités syndicales... sur le blog:

<http://revolutionproletarienne.wordpress.com>

Révisionnisme colonial et « colonisation positive » : le rapport Brazza

Mission Pierre Savorgnan de Brazza, Commission Lanessan, *Le rapport Brazza. Mission d'enquête du Congo : rapports et documents (1905-1907)*, préf. C. Coquery-Vidrovitch, éd. D. Bellec, Coll. Les transparents, Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin, 2014, 305 p.

L'image, je la vois encore. Dans mon livre d'histoire à l'école primaire – je l'aimais beaucoup parce qu'il racontait des histoires –, Savorgnan de Brazza, en pleine page à gauche, fait embrasser le drapeau français à des Noirs. Grâce à lui, ils seront libérés de l'esclavage et entreront dans la « modernité », devenant producteurs et consommateurs (de biens, de liberté, de justice, de progrès).



Peu après le Congrès de Berlin, qui scelle le partage de l'Afrique, Brazza rentre en France, rapportant aux pieds de la mère-patrie comme « *dépouilles (...) un territoire plus grand que notre pays lui-même* » (selon F. de Lesseps, président de la Société de Géographie, qui le fait acclamer par 5.000 spectateurs)^[1]. Nous sommes en 1886. Douze ans plus tard, Brazza est « débarqué ». Son secrétaire lui écrit : « *Je sors du ministère des Colonies, ça y est, une carte du Congo quadrillée comme un damier circule dans tous les bureaux. La colonie entière est divisée en concessions : quarante-deux, m'a-t-on dit ; le veau d'or est toujours debout.* »^[2]. Incapable de mettre en valeur cette immensité, le gouvernement français la découpe pour la louer à des sociétés privées, qui pourront l'exploiter, avec le soutien de son administration, moyennant le paiement, rarement effectué, de certains droits, et le respect de quelques règles, jamais respectées. On assiste alors à une « *véritable restauration de l'esclavage* »^[3]. Les fonctionnaires ne sont plus appréciés qu'en fonction de leur aptitude à faire rentrer l'impôt, par tous les moyens. Le trouble de l'opinion française et internationale, déjà alertée sur ce qui se passe dans l'« État indépendant du Congo » de Léopold II^[4], est tel que le président de la République et le ministre des colonies, Clémentel, confient à Brazza, appelé, la présidence d'une mission d'enquête.

Dès son arrivée au Congo, il se heurte à une obstruction systématique de l'administration coloniale : « *On a ici la prétention de tout cacher et on n'admet pas que le ministre puisse envoyer au Congo français une mission dont le but est de voir et de le renseigner, lui ministre...* »^[5] Refus de communication de documents, entraves aux déplacements de la mission sous divers prétextes, télégrammes à Paris pour nier à l'avance l'exposé de graves abus ou en atténuer la portée, pour accuser les témoins, tout est mis en œuvre par le commissaire général Gentil pour protéger « son œuvre », que Brazza résume ainsi pour l'Oubangui-Chari : « *destruction des populations* »^[6].

Brazza, profondément démoralisé^[7], meurt sur le chemin du retour. Le rapport remis au ministre des Colonies, qui s'est engagé à le publier, est mis en forme par la commission Lanessan, composée de hauts fonctionnaires intègres, qui se trouvent souvent juges et parties, sans parler des liens personnels entretenus avec l'élite administrative sur le terrain au Congo. Multipliant les précautions, donnant la parole aux accusés, refusant de prendre en compte de nombreux faits, faute de témoignages jugés fiables, la commission finit par rendre un rapport, estimé impubliable et enterré par le ministre suivant : il eût fallu prouver que la France administrait « son » Congo de façon plus humaine que le Congo de Léopold II.

Or le rapport risque de se prêter à des campagnes de presse, nationales et internationales, et de compromettre l'image du colonisateur. Le ministre décide néanmoins de faire imprimer dix exemplaires du rapport, conservés en lieu sûr et longtemps jugés disparus. De ce document, aujourd'hui publié, un siècle plus tard, C. Coquery-Vidrovitch explique la redécouverte dans sa préface.

L'abandon du territoire aux compagnies concessionnaires s'explique d'abord par la faiblesse ou les priorités de l'État français, qui ne veut pas se doter d'une administration coloniale coûteuse : beaucoup de postes, quand ils sont créés et financés, sont vacants ; les rares fonctionnaires, auxquels sont délégués d'immenses pouvoirs (financiers, de justice, de police) sont souvent jeunes, mal formés, peu expérimentés et fragilisés par des conditions éprouvantes : solitude, absence de médecins, difficulté des communications. Les représentants des compagnies concessionnaires, qui les accueillent souvent sur le terrain, leur font comprendre qu'ils doivent d'abord se comporter en auxiliaires efficaces et dociles s'ils veulent faire carrière. Il s'agit de transformer les noirs, sans se préoccuper de leurs familles, de leur organisation sociale ni de leur santé, en « apporteurs » réguliers de caoutchouc et d'ivoire en quantités toujours croissantes, réguliers et payés le moins possible, sans tenir compte des

produits et équipements importés, aux prix fixés par les compagnies. Il faut ensuite que les Noirs transportent les marchandises collectées dans un pays immense, où les routes sont rares et difficiles à entretenir (par des corvées souvent imposées aux femmes), où les cours d'eau ne sont pas navigables toute l'année : c'est le portage, qui soulève autant d'hostilité et d'incompréhension que les deux tributs précédents. Ces résistances sont violemment réprimées par l'administration, qui n'hésite pas à enfermer femmes et enfants, pris en otages, dans des prisons où l'on meurt très vite, faute de soins et d'alimentation. Cette administration s'appuie parfois, faute de cadres métropolitains en nombre suffisant, sur des agents locaux inspirant confiance ou des Sénégalais, auxiliaire de la répression et disposant, comme les interprètes, d'immenses pouvoirs^[8].

Il n'est même pas possible de soutenir un tel système en prétextant les inconvénients inévitables (les fameux pots cassés) que tout développement imposerait à son début : les indigènes pratiquent une résistance active (révoltes dont les administrateurs sont les victimes désignées), et une résistance passive (abandon des villages), qui désertifient des régions entières, accroissant la pression exercée sur les habitants restants et leur haine de l'opresseur. Les hommes encore disponibles, malades et épuisés, ne représentent pas une force de travail efficace. Et certaines compagnies concessionnaires font même faillite. On ne parle pas de développement durable en 1905, mais déjà les rapporteurs de la commission Brazza soulignent que seul l'État est capable de ménager l'avenir en se préoccupant de renouveler la ressource en caoutchouc et de surveiller l'exploitation des forêts : les concessionnaires veulent juste tirer le maximum de profit à court terme de ressources qui se renouvellent très lentement et ne se prêtent pas à des prélèvements anarchiques.

Vingt ans après

La situation s'est-elle améliorée vingt ans plus tard, alors que des soldats africains ont donné leur vie pour la France ? Le *Voyage au Congo*, les *Carnets du Congo* de Marc Allégret^[9], donnent le sentiment que non. S'il faut éviter de porter sur le passé un regard trop facilement polémique (la dénonciation de la colonisation n'entraîne aujourd'hui aucun risque, contrairement au fait de s'en prendre à des scandales actuels équivalents), les commentaires de l'édition des carnets d'Allégret méritent une lecture attentive ; sans retirer à Gide le mérite d'avoir jeté un pavé dans la mare et engagé sa réputation dans la critique de l'injustice commise au nom de la France, ils le montrent lui-même dans une situation ambiguë. Son expédition est facilitée par les autorités coloniales qui lui procurent en particulier une protection permanente et... des porteurs ; au cours du périple, les difficultés d'approvisionnement pour ces derniers, qu'il regrette souvent, viennent de la pénurie, sinon de la famine, qui règne dans les régions traversées ; enfin, s'il dénonce avec courage des exactions, il s'efforce aussi de ménager la haute administration de la colonie, malgré les souffrances et les abus provoqués par la construction du

chemin de fer Congo-Océan : cette ligne, commencée par Augagneur, menée à bien par Antonetti, doit aussi entraîner la suppression du portage et doit être soutenue (quel qu'en soit le prix humain à payer ?^[10]). C'est seulement en 1944 que le travail forcé est aboli dans les colonies françaises^[11]. Quant aux travaux d'infrastructures, au développement de l'enseignement (loin de toucher la majorité des enfants, semble-t-il^[12]), aux progrès de la médecine coloniale qui sauve les vies des populations africaines, ils sont intervenus tard, entre les années trente et les indépendances des années soixante, comme l'a montré J. Marseille^[13]. Il faut attendre 1936 pour admettre que la colonie peut imposer des charges à la métropole.

Ce qui frappe aussi quand on lit en parallèle le rapport Brazza, les récits de Gide et d'Allégret, c'est la technique d'enfumage – a-t-elle beaucoup changé ? – de toute autorité face aux questions gênantes : un discours technique et rationnel est censé mettre en cause la compétence de l'accusateur, d'abord ignorant, forcément ignorant ; quant aux entreprises privées, aux compagnies concessionnaires d'hier ou d'aujourd'hui, elles disposent toujours de porte-parole et de communicants efficaces, qui contre-attaquent en répandant le soupçon que l'imprécateur est manipulé, que sa bonne foi, sa générosité, si respectables, sont manipulées. À cet égard ces textes constituent une anthologie significative, même si la technique d'enfumage s'est affinée et adaptée aux nouvelles formes de communication. Enfin, nous retiendrons aussi l'aptitude de l'administration à protéger les siens : le commissaire général Émile Gentil, au cœur du système dénoncé par Brazza, voit sa responsabilité dégagee et son honneur réaffirmé avec le soutien de ses anciens collaborateurs ; plus tard, au temps de Gide, un « second couteau », Georges Pacha, le type même de ces jeunes fonctionnaires nommés dans des postes très difficiles, laissera condamner les sergents indigènes auxquels il a donné des ordres criminels, connaîtra un petit temps de purgatoire et terminera sa carrière comme directeur du contrôle financier de l'AOF en 1956 (après avoir pris le bon train de la France libre).

Deux regrets : que la préface ne nous parle pas davantage de Brazza, et, surtout que la bande-annonce du livre, « Le premier secret d'État de la Françafrique » soit malvenue : la Françafrique implique des Africains qui trouvent profit et intérêt à des liens avec des fonctionnaires et des hommes d'affaires français. Le rapport Brazza évoque une situation différente, bien pire, à supposer qu'une comparaison ait ici un sens.

Quoi qu'il en soit, la publication de ce texte important nous rappelle pourquoi le thème de la colonisation positive, le révisionnisme colonial, restent insupportables.

Jean-Kely PAULHAN

Notes:

[1] R. Delavignette et Ch. A Julien, *Les Constructeurs de la France d'outre-mer*, 1946, Corrêa, p. 320.

[2] *Ibid.*, p. 346.

[3] *Ibid.*, p. 350.

[4] Mark Twain s'en prend au colonialisme américain (Cuba, Guam,

Novlangue pour tous !

Porto-Rico, les Philippines, Hawaï), au colonialisme britannique (« *L'Angleterre a volé, par les brigandages, le pillage, le meurtre, l'incendie et les rapines, les champs de diamants d'Afrique* », à Léopold II, mais n'oublie pas, dans « *La Prodigieuse Procession* », texte rédigé en 1901, non publié alors, la France, montrée « *en costume minimal de ballet et coiffée d'un bonnet phrygien mité* », entourée, sur son char, d'une guillotine, de Dreyfus et de ses accusateurs, de figures mutilées enchaînées, celles de Madagascar et du Tonkin, derrière une bannière portant le slogan « *France, la Lumière du Monde* ». Voir Mark Twain, *La Prodigieuse Procession et autres charges*, traduit de l'anglais par B. Hoepffner, préf. de Thierry Discepolo, Marseille, Agone, 2011, 315 p.

[5] Lettre du 24 août 1906 à Paul Bourde, *ibid.*, pp. 350-351.

[6] *Ibid.*

[7] « Ceux qui ont approché [Brazza] savent avec quelle tristesse, dans les derniers temps de sa vie, il constatait les constants efforts pour discréditer son témoignage, pour étouffer sa voix », A. Gide, *Voyage au Congo*, suivi de *Le retour du Tchad*, Gallimard, 1927 et 1928, Folio, 2013, p. 534.

[8] Voir aussi Victor Augagneur (gouverneur de Madagascar en 1905-1910, puis gouverneur de l'Afrique équatoriale française en 1920-23, *Erreurs et brutalités coloniales*, Montaigne, 1927, rep. par Les Nuits rouges, 2010).

[9] *Carnets du Congo, Voyage avec Gide*, intr. et notes D. Durosay, texte C. Rabel-Jullien. Presses du CNRS, 1987.

[10] *Ibid.*, voir les notes des pages 28 et 33.

[11] Sur les dernières années du travail forcé et l'atmosphère de l'Afrique occidentale française au moment de la transition entre Vichy et la France libre, il faut rappeler le roman, injustement oublié, d'André Dalmas, *Le Séjour interrompu* (1957), réédité par le Nouveau Commerce en 1989.

[12] Voir Raoul Allier, « L'enseignement primaire des indigènes à Madagascar », *Cahiers de la Quinzaine*, 4^e cahier, mardi 8 novembre 1904. Voir aussi M.-A. de Suremain : « Le nombre d'enfants scolarisés en AOF [Afrique occidentale française] reste extrêmement faible, de l'ordre de 0,4% de la population totale en 1936, alors que la population est jeune. Cet enseignement reste essentiellement primaire et seule une très faible minorité accède à l'éducation secondaire. Les deux seuls lycées d'AOF, à Dakar et Saint-Louis, comptent 730 élèves en 1936, essentiellement des enfants de colons et de créoles. (...) En Algérie, le taux de scolarisation des enfants pour la population totale est de 0,7% en 1921, de 5,7% en 1921 s'il est calculé par rapport à la population de six à treize ans. Les dépenses pour l'instruction publique musulmane y représentent, en 1913, 1,81% des dépenses civiles totales du budget. En Indochine, les taux de scolarisation, bien que plus élevés, restent inférieurs à 10% », in *L'école aux colonies, les colonies à l'école*, ENS éditions, 2013.

[13] J. Marseille, *Empire colonial et capitalisme français*, Albin Michel, 2005 (1^{ère} édition 1984).

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ». Cette formule est attribuée à Albert Camus, et peu importe que Brice Parain en soit l'initiateur. Dans notre société capitaliste libérale, beaucoup de choses sont mal nommées, et les auteurs de ces manipulations du langage se situent certainement à plusieurs niveaux. L'important est d'éviter ces mensonges, qui ne sont pas innocents. Jacques Lacarrière avait déjà observé que les écrans servent avant tout à « cacher » et que les chaînes servent surtout à « enchaîner ». Il parlait de la télévision. Depuis nous avons beaucoup progressé dans cette voie du mensonge, qui était annoncée par Orwell sous le nom de « novlangue ». Eric Hazan a consacré un petit livre : « LQR la propagande du quotidien » à ce phénomène très inquiétant, car les téléspectateurs sont déjà mûrs pour la servitude volontaire. Ce qu'avait constaté froidement Guy Debord dans « *In girum imus nocte et consumimur igni* ». Je passe rapidement sur les jeux télévisés, dont on n'attend pas un respect inconditionnel de la vérité, puisqu'ils sont soumis à la dictature de l'audimat. Je prends tout de suite des exemples de la vie quotidienne. Chacun a pu remarquer que les « ambassadeurs de tri », chargés d'expliquer aux citoyens les vertus du travail gratuit, n'ont rien à voir avec les vrais ambassadeurs. Leurs salaires sont de 1458 euros brut, tandis que leurs « collègues » qui représentent les Etats auprès d'autres Etats, touchent en moyenne 21.300 euros. De même les « hôtesse de caisse » ne sont pas comparables aux « hôtesse de l'air » : elles restent clouées au sol et voyagent en « surfant » sur leurs ordinateurs. Mais je veux en venir à la situation faite aux personnes âgées dans notre société. Et simplement rappeler que ceux qu'on appelait encore les vieillards il y a quelques décennies, ont vu leur position sociale se dégrader au fur à et mesure que leurs appellations s'amélioraient.

D'abord, le terme le moins mensonger serait le « vieux », ou le « vieillard », mais si ces mots sont devenus péjoratifs, c'est parce que, insidieusement, ils ont été socialement dévalorisés. En effet qu'y a-t-il de si déshonorant dans le fait de « vieillir » ? Ca arrive à tout un chacun. C'est le déroulement normal de la vie humaine. Dans les sociétés dites « primitives » on évoquait les « patriarches ». Sont-elles aussi primitives, ces sociétés ? Dans notre civilisation occidentale, dite « judéo-chrétienne » on fait référence à la Bible, qui consacre une partie de la Genèse aux Patriarches. Or le patriarche a mauvaise presse en 2015. La société patriarcale est fondée sur le père. Il faut, c'est indispensable, tuer son père. Ne prenons pas le mot au pied de la lettre. Le père n'est plus indispensable en 2015, sinon je vais passer pour un opposant au « mariage pour tous », c'est-à-dire un suppôt du Front National. Attention le terrain est miné ! J'ai le choix en vieillissant, entre le « senior » et la « personne âgée ». Mais le « senior » évoque pour moi une activité sportive. Finalement je me contenterai du mot le plus neutre : « le vieux », employé comme adjectif. Camus, encore lui, décrit le « vieux Salamano » dans *L'Etranger*. Au début du récit, Albert Camus fait appel à la formule « le petit vieux » et le « vieux Pérez ». Ces mots employés aujourd'hui pourraient vous valoir des poursuites judiciaires pour peu que la famille dépose une plainte. (j'ai vu, en lisant mon quotidien, que le mot « tête de nègre » pour désigner une pâtisserie recouverte de chocolat était devenu une « incitation à la haine raciale »...). Si je reviens aux vieux, je dois éliminer la « foire aux vieux » dans le roman de Boris Vian, *L'Arrache cœur*. Pourtant les centenaires et les nonagénaires s'étalent longuement dans les Avis Nécrologiques. Ils ne sont pas vieux puisqu'ils sont centenaires. On dit que « l'espérance de vie » a poursuivi une progression constante dans le monde occidental notamment. La question réside dans le sens que nous donnons au substantif « espérance ». Peut-on appeler « espérance » cette course immobile aux records de longévité ? Ne pourrait-on pas parler « d'allongement de la durée de la vie » ?

Et ici je ne peux m'empêcher de faire une comparaison entre les vieux que j'ai connus dans mon village durant les années 50 et les « seniors » que l'on place dans les maisons de retraite.

Dans les villages, dans les fermes des années 50, une personne âgée était encore vivante à 65 ans à 70 ans et souvent même au-delà. A la campagne, elle avait le gîte et le couvert jusqu'à la fin de ses jours. Elle participait aux conversations à la table familiale. Elle s'adonnait à des travaux de jardinage ou elle s'occupait des animaux, bref elle poursuivait une existence réelle, elle était socialement intégrée à la communauté rurale. La vie était plus rude ? Assurément. Mais le lien social était plus fort. Aujourd'hui c'est un lieu commun de décrire les maisons de retraite comme des ghettos où sont enfermées entre elles les personnes du 3^{ème} âge. La comparaison avec un lieu de détention n'est pas excessive, et le vieillard attaché sur sa chaise est un spectacle courant. Le personnel n'est pas suffisant. Et d'ailleurs la vie à l'intérieur de ces ghettos est entièrement (sauf à de rares exceptions) factice. J'y ai vu des simulacres de marché, des simulacres de bistrot où l'on ne servait que des boissons sans alcool à des personnes habituées au vin blanc du matin. En « fin de vie », on arrosait « le pensionnaire » à raison d'une bouteille de vin par jour. « Le pensionnaire », ce terme joue sur le mot « pension » qui est la ressource de la personne âgée. Mais le « pensionnaire » c'était aussi le jeune qu'on mettait en pension dans un établissement scolaire. On n'est pas très loin de l'emprisonnement et de l'incarcération. On peut difficilement trouver la sortie d'une maison de retraite. La retraite ? Le mot est-il approprié ? La retraite c'est d'abord le fait de se « retirer ». C'est l'abri, le refuge, l'asile. Attention, ce dernier mot est toujours piégé. Il évoque l'établissement psychiatrique. Pourtant on l'employait encore dans une acception neutre, il n'y a pas si longtemps. C'est que notre société est une grande consommatrice de signes. Le langage sera-t-il encore un moyen de communication entre les hommes dans deux ou trois décennies ? Si j'en crois le nombre de « dérapages » relevés chaque semaine sur Internet, la confusion risque de rendre la vie sociale impossible, et très rapidement. On parle ainsi de réseaux sociaux, comme si tous les internautes étaient engagés dans la Résistance. Mais j'ai dit « internaute » pour qualifier ceux qui voyagent sur ordinateur. J'aurais pu dire : « cybernaute » ou encore « astronaute », ou même « cosmonaute » ou encore « argonaute ».

Puisque je puis dire n'importe quoi et le contraire. J'en apporte la preuve à propos du lexique de la guerre. Le mot avait été remplacé par son contraire à l'époque de la guerre d'Algérie, la « pacification ». On avait trouvé un terme plus neutre, les « événements » et voici maintenant le vocabulaire de la bonne conscience, d'abord le « droit » puis le « devoir d'ingérence ». Ne vous posez pas de questions (et d'ailleurs dites « problèmes ») sur le résultat des massacres. Ce sont en effet de simples « dégâts collatéraux ».

Rolland HENAU

Au fil des lectures

Humanisme mode d'emploi ?

Jean Moreau

Editions Detrad, janvier 2015, 198 p.



Notre camarade Jean Moreau est l'auteur de plusieurs livres liés à l'enseignement et à la Franc-maçonnerie, dont un très beau sur le handicap (*L'Art Royal et le Petit Prince*). Son dernier, *Humanisme mode d'emploi ?* vient de sortir en librairie. Bien que n'étant pas Franc-maçon et ne connaissant pas grand-chose à la Franc-maçonnerie, j'ai forcément été touché par cet essai préoccupé d'un regard sur l'autre et sur le monde fraternel et empathique, favorable à l'action contre les injustices. On y voit une démarche dans un « refus de parvenir » si cher au syndicalisme révolutionnaire, refus qui est incompris en cette société glorifiant la réussite individuelle et où, même en milieu militant, on remarque des carriéristes. Y en a-t-il beaucoup des Francs maçons comme lui d'origine modeste et désintéressés ? Ce seraient les « bons Maçons » :

« *Les bons Maçons sont peut-être toujours des autodidactes, qu'ils soient diplômés ou non.*

[...] *Les bons Maçons sont des « partageux » et ils aiment leurs semblables.* »

Jean Moreau, sur un sujet qui paraîtrait a priori hautement consensuel : l'humanisme, est un auteur singulier, bien à l'image de l'homme, chaleureux et dévoué, qu'il est dans la vie.

S. J.

Collections numérisées de La Révolution prolétarienne

La collection de la R.P., de 1925 à 1939 est en libre accès sur internet:

- incomplète, mais avec possibilité de recherche chronologique, sur Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France:

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34387382s/date>.

- complète mais sans présentation (simple liste de fichiers pdf) sur le site du Centre de recherche pour l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse:
<http://cras31.info/spip.php?article50>.

Le sommaire de 1925 à 1929 est en ligne à <https://revolutionproletarienne.wordpress.com/2015/03/06/sommaire-1925-1929/>, et l'index de 1930 à 1935 à <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2014/03/indexrp1936.pdf>.

A propos de trois collections d'intervention

Depuis une petite dizaine d'années, le paysage éditorial s'est profondément transformé avec, d'une part, une logique financière et managériale de plus en plus accentuée de la part des grands groupes éditoriaux intégrés, ou non, à des multinationales, de l'autre une floraison de petites structures indépendantes qui conjuguent engagement social et créativité tous azimuts. Il serait trop long d'en dresser un panorama, même partiel, mais, à titre d'exemple, examinons ici trois collections de trois éditeurs différents qui embrassent un large spectre des préoccupations et des problématiques des principales composantes de la gauche radicale actuelle, du trotskisme classique aux milieux de la décroissance en passant par le mouvement libertaire¹.

Pour le premier, l'organisation trotskiste l'Union communiste, plus connue sous le nom de son hebdomadaire *Lutte ouvrière*, est à l'initiative des éditions les bons caractères, fondées en en 2004². L'objectif général est le suivant : « Nous voulons faire découvrir ou redécouvrir des documents, des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. » Le catalogue comprend cinq collections. Il y a d'abord « Classiques » (avec des auteurs comme Karl Kautsky, Paul Lafargue, David Riazanov, Alfred Rosmer et Trotski) et « Histoire » qui comprend cinq titres parmi lesquels on retiendra tout particulièrement *De l'Oncle Tom aux Panthères noires* de Daniel Guérin et le classique de Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*. Il y a ensuite « Roman » où figurent entre autres *Les Damnés de la Terre* de Henry Poulaille, *La Paix* d'Ernst Glaeser et la monumentale trilogie du Finlandais Väinö Linna, *Ici sous l'Étoile polaire*, sur l'histoire de son pays de la fin du XIX^e siècle aux années 1950, à travers une famille de la région de Tampere. La collection « Témoignages » présente les indispensables *Moscou sous Lénine* d'Alfred Rosmer avec la belle préface que lui consacra Albert Camus et *Autobiographie* de la syndicaliste et socialiste américaine Maman Jones. C'est à la dernière, sans doute la plus originale, que nous allons nous intéresser ici. Dénommée « **Éclairage** », cette collection a démarré en juin 2010 avec l'« ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale ». D'un format de 115/162 pour environ 150 pages et 8,20 euros, elle compte douze volumes à ce jour et on ne connaît pas encore les prochains titres. Ceux-ci sont essentiellement historiques et concernent majoritairement l'histoire contemporaine. On y trouvera donc *La Première Guerre mondiale*, particulièrement utile après une année de commémorations consensuelles pour avoir un point de vue dissident sur les causes d'un conflit pour le repartage

¹ Tous nos remerciements pour les renseignements fournis à Dominique, Marc et Nicolas.

² <http://www.lesbonscaracteres.com/>

du monde entre puissances impérialistes, *Proche-Orient 1914-2010* sur les origines et les évolutions du conflit israélo-palestinien, *Italie 1919-1920. Les deux années rouges*, sur la péninsule entre fascisme et révolution au sortir du premier conflit mondial, sur *La Russie avant 1917*, ou encore sur *La question coloniale dans le mouvement ouvrier français*. Les deux derniers titres parus abordent, en deux parties chronologiques, *L'Opposition communiste en URSS* à propos de la lutte des trotskistes contre le stalinisme à partir de 1923. Sur le long terme, deux ouvrages présentent une *Histoire de la mondialisation capitaliste*, de 1492 à nos jours. Deux titres remontent plus loin dans le temps : l'un traite de l'essor et des apports de *La Civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle* ; l'autre aborde *Les philosophes des lumières*. Enfin, dans un domaine différent, le neurobiologiste Marc Peschanski examine les rapports entre *Le Cerveau et la pensée*. D'un tirage moyen de 2000 exemplaires, le tome I de *Histoire de la mondialisation capitaliste* en est à sa 3^e édition, tandis que ceux sur *La Première Guerre mondiale*, *L'Opposition communiste en URSS* ou *Proche-Orient 1914-2010* dépassent les 2000 exemplaires vendus. Cette jeune maison d'édition militante aspire à créer une sorte de *Que-sais-je ?* d'extrême gauche avec une collection de poche présentant des synthèses claires et abordables sur des grands sujets historiques et politiques, voire scientifiques, qui conditionnent notre présent.

Dans un tout autre style, les éditions le passager clandestin³ ont été créées en 2007 sur une problématique liée à l'écologie et à la critique sociale contemporaine : « Tandis que le réel nous glisse entre les doigts, affirme cet éditeur, nous voulons arracher à l'histoire quelques fragments de vérité, interroger sans complaisance l'ordre présent des choses... et rappeler à toutes fins utiles que cet ordre-là ne s'impose pas à nous comme une évidence. » Connues d'abord pour sa collection de rééditions de textes classiques du mouvement social (d'Auguste Blanqui à Elisée Reclus en passant par Jaurès, Lafargue, Thoreau, Tolstoï, Zo d'Axa et bien d'autres) commentées par des auteurs contemporains engagés, et par la collection « Désobéir » du mouvement des désobéissants (on retiendra tout particulièrement les titres sur le nucléaire, la publicité ou la voiture), ces éditions s'imposent depuis le début de 2013 avec une nouvelle collection, « **Les précurseurs de la décroissance** », dirigée par Serge Latouche. Un petit texte, qui figure au début de chaque titre, résume les intentions de la collection : « Le concept de décroissance est relativement nouveau. Le terme même de « décroissance », réactualisé en 2001 pour dénoncer l'imposture du développement durable, est volontiers provocateur. Il s'agit de mettre l'accent sur l'urgence d'un constat : une croissance infinie de la production et de la consommation matérielles ne saurait

³ <http://www.lepassagerclandestin.fr/>

être tenable dans un monde fini. Mais derrière cette idée de décroissance, il y a plus qu'une provocation. Une réflexion et une pensée sont en effet en cours d'élaboration. Dans un travail de recherche collectif, portant tout autant sur l'économie que sur la philosophie, l'histoire ou la sociologie, des intellectuels et des universitaires un peu partout dans le monde entreprennent de mettre au jour les principes et les contours de la société d'abondance frugale qu'ils appellent de leurs vœux. La collection [...] a pour ambition de donner une visibilité à cette réflexion en cours. À travers la présentation de certaines figures de la pensée humaine et de leurs écrits, elle prétend, en quelque sorte, faire émerger une nouvelle histoire des idées susceptibles d'étayer et d'enrichir la pensée de la décroissance. Elle fournira ainsi à un large public aussi bien qu'au lecteur averti un état des lieux du travail en cours, en même temps qu'un répertoire commun de références parfois vieilles comme l'humanité, mais exposées ici sous un nouveau jour. Une collection qui veut montrer que la notion de décroissance est très éloignée de sa caricature – un tissu d'élucubrations de quelques arriérés sectaires désireux d'en « revenir à la bougie ». Une collection qui souhaite surtout contribuer au développement de l'un des rares courants de pensée capable de faire pièce à l'idéologie productiviste qui structure, aujourd'hui, nos sociétés. »

Chaque volume est au format 110/170 ; il comporte une centaine de pages pour 8 euros. Il comprend, sur le même modèle et dans les mêmes proportions, une introduction d'un chercheur contemporain, suivie d'extraits de textes de l'auteur, traité sous l'angle de son apport à la décroissance. La collection comprend à ce jour douze titres. Les six premiers auteurs abordés (Jacques Ellul, Epicure, Charles Fourier, Lanza del Vasto, Léon Tolstoï et Jean Giono) ont fait ici même l'objet d'une recension en lien avec la remise des grands projets inutiles qui, depuis le drame de Sivens et la contestation du projet de Center Parcs de Roybon, dans l'Isère, font depuis des mois la une de l'actualité, parallèlement à la contestation du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes⁴. Les derniers titres sont consacrés à l'écologiste libertaire américain Murray Bookchin et au philosophe grec Diogène. Les deux prochains à paraître reviendront sur Lewis Mumford (par Thierry Paquot) et Theodore Roszak (par Mohammed Taleb). Parmi ceux à venir, sont prévus Georges Bernanos, Elisée Reclus, John Stuart Mill, Françoise d'Eaubonne...

Les auteurs les plus attendus sur la décroissance (Ellul, Castoriadis, André Gorz) n'ont pas eu de peine à trouver leur public avec des ventes comprises entre 1500 et 2000 exemplaires, en particulier quand Serge Latouche en a été le présentateur (Ellul, Castoriadis). Parmi les classiques, Lao-tseu et Epicure tirent leur épingle du jeu, un peu en dessous des premiers (environ 1000). Les auteurs les plus éloignés *a priori* de l'idée de décroissance (Tolstoï, Fourier, Giono) ont plus de mal à percer, malgré l'intérêt de leur relecture à cette aune...

La force de la collection réside dans son adéquation avec les attentes du public en matière de pistes de réflexion sur des courants de pensée ignorés ou

4 Simon Charlier, « Grands projets inutiles et précurseurs de la décroissance », *La Révolution prolétarienne*, n° 783, décembre 2013, p. 20-21.

méconnus pour penser la critique du capitalisme dans un format concis et accessible.

Terminons avec Libertalia fondée en 2007 dans la mouvance libertaire⁵. « À boulets rouges » a été créée l'année suivante comme une collection d'agit-prop. À ce jour, elle compte quinze titres. Les livres sont au format 165/110 (poche), cousus en cahiers de 16 ou de 32 pages sur papier Munken crème. La pagination ne peut excéder 200 pages et le prix de vente est inférieur ou égal à 8 euros. La charte graphique est visuellement agressive. Inaugurée avec les *Propos d'un agitateur* de l'anarchiste mexicain Ricardo Flores Magon, elle s'est poursuivie avec, entre autres, le *Manuel du guérillero urbain* de Carlos Marighela, *La Terrorisation démocratique* de Claude Guillon, *Même pas drôle* (sur la lamentable dérive de Philippe Val, de *Charlie Hebdo* à Sarkozy) et *Editocrates sous perfusion* de Sébastien Fontenelle, *Les Marchands de peur* de Mathieu Rigouste sur les promoteurs de l'idéologie sécuritaire autour d'Alain Bauer, ou *Les Prédicateurs du béton* de Nicolas de la Casinière sur la multinationale Vinci. Plusieurs ouvrages ont été portés par des collectifs (*La Force du collectif, entretiens avec Charles Piaget - Feu au centre de rétention - Manifeste des chômeurs heureux*). Dans ce cas, les bénéfiques ou les nombreux exemplaires vendus directement ont pour objet de nourrir les luttes, intellectuellement et financièrement. Libertalia publie en moyenne deux titres par an dans cette collection, parfois trois. Les prochains à paraître en 2015 seront *Lire la première phrase du Capital* (John Holloway) ; *Face à la justice, face à la police*, un guide juridique écrit par un collectif anti-répression qui reprend en une version revue et actualisée le livre paru en 2007 aux éditions de l'Altiplano. Enfin, en septembre 2015, paraîtra une petite enquête de Nicolas de la Casinière sur les PPP (Partenariats public-privé). Les tirages initiaux sont compris entre 1500 et 3000 exemplaires. Certains titres, comme *Feu au centre de rétention*, *Les Marchands de peur*, *Manuel du guérillero urbain* ont été réimprimés (trois fois dans le cas de *Feu au centre de rétention*). D'autres, comme *Propos d'un agitateur* (Ricardo Flores Magon) ou *Les Prédicateurs du béton* sont en passe de l'être. Cette collection est diffusée dans les circuits classiques (librairies) comme dans des lieux plus militants (manifestations de rue, concerts, squats, infoshops...).

Ces trois collections d'intervention au format poche attestent de la vitalité de l'édition indépendante et de sa capacité à proposer de vrais petits ouvrages pour un large public dans des domaines très différents. Qu'il s'agisse de donner un nouvel éclairage sur de grands événements de l'histoire contemporaine, mettre à jour des idées méconnues ou oubliées rompant avec la logique productiviste du capitalisme ou proposer des petits brûlots sur des questions cruciales d'actualité, elle réussit le pari de s'adresser à un public qui dépasse, semble-t-il, ses réseaux habituels, en espérant qu'elle puisse élargir encore le cercle de ses lecteurs et toucher enfin le plus grand nombre auquel la plupart de ces livres sont destinés.

Louis SARLIN

5 <http://www.editionslibertalia.com/>

Chômage et Suicide

En 1967, lors de la création de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois était de l'ordre 174 000. A la même époque, le Premier ministre Georges Pompidou déclarait : « *Si un jour on atteint les 500 000 chômeurs en France, ce sera la révolution* ». En janvier 2015 et, sans entrer dans la complexité de la statistique, la France métropolitaine (sans les DOM mais pourquoi ?) compte 5,2 millions de chômeurs : plus de 43 % sont inscrits depuis plus d'un an, la durée moyenne d'inscription étant de 542 jours.

Face à la sécheresse des annonces du Gouvernement sur le « marché du travail », un petit livre d'une petite centaine de pages « *Le traumatisme du chômage*¹ » vient rappeler qu'à côté du désastre économique, il existe des effets psychiques et physiques aux conséquences sous-estimées.

Les conséquences économiques et financières sont largement commentées dans la presse : versement d'indemnités, baisse des revenus, de la consommation et donc de la TVA, diminution des impôts, des cotisations sociales et donc, à terme, des retraites, etc. Cette globalisation dissimule non pas des dégâts pudiquement qualifiés de « collatéraux » mais une tragédie humaine.

En raison de son passé professionnel, Michel Debout, psychiatre, ancien chef du service de médecine légale au CHU de Saint-Etienne sait de quoi il parle. Membre du Conseil économique, social et environnemental, il est aussi l'auteur de plusieurs rapports qui ont mis l'accent sur les effets des conditions de travail².

Le licenciement d'un salarié n'est pas une banale « fin de contrat » mais un acte qui survient après des mois, voire des années de menaces sur l'emploi, de conflits sociaux, de tensions, d'incertitude et d'insécurité. L'homme, la femme, le père ou la mère de famille a pu faire face grâce à l'action collective mais l'entrée dans le chômage le fait basculer dans l'isolement : l'absence de travail rompt le lien social et laisse le demandeur d'emploi seul face à de nouvelles démarches à Pôle Emploi, Conseil de prud'hommes, aide sociale, impôts, etc. La baisse des revenus peut le faire passer dans le surendettement avec les conséquences bancaires que l'on connaît, le conduire à se séparer de son véhicule pourtant nécessaire à la recherche et à l'accès au travail... L'importance des difficultés matérielles peut mener au conflit familial et au divorce : le changement de domicile et le versement de pensions alimentaires n'améliorent pas la situation. Les conséquences s'accompagnent souvent d'un développement à des addictions diverses (médicamenteuses, alcool, drogue...). Licenciement, divorce et disparition du domicile sont les ingrédients qui conduisent à la rue.

Ce cheminement peut aussi conduire à l'issue fatale. Michel Debout qui fut président de l'Union nationale pour la prévention du suicide (UNAPS) et à l'origine

de la « Journée nationale de lutte pour la prévention du suicide », analyse les situations suicidaires des chômeurs et fait état d'une étude de l'INSERM selon laquelle entre 2008 et 2010 plus de 600 suicides seraient dus au chômage. Une récente étude de *The Lancet Psychiatry*³ réalisée par des chercheurs de l'Université de Zurich dans une soixantaine de pays du monde, démontre au moins 1/5, l'existence d'un lien entre chômage et suicide.

Au fil de son livre, Michel Debout pointe un certain nombre des insuffisances de notre système. On peut s'étonner que le chômage ne mobilise pas les foules en les poussant dans la rue : le développement de la précarité n'incite guère aux manifestations. Ce n'est pas faire injure aux organisations syndicales submergées par les problèmes que de considérer que « le salarié est un chômeur qui s'ignore » n'est pas un argument de mobilisation dans le contexte actuel. Les chômeurs eux-mêmes ne cherchent pas à s'organiser pour défendre une situation, un statut qu'ils espèrent temporaire. Ils ne s'investissent pas dans la création d'une entité indépendante, un « syndicat ». La revue « Partage » dont le titre est désormais dans les mains du Mouvement National des Chômeurs et Précaires ne retrouve pas l'audience de l'emblématique Maurice Pagat, créateur du premier syndicat de chômeurs.

Si les salariés bénéficient de la « médecine du travail » certes plutôt mal en point et si les chômeurs bénéficient de la Sécurité sociale, ces derniers ne disposent pas d'un service adapté à leur situation. Aucune organisation médicale ne suit ni ne coordonne le suivi médical des demandeurs d'emploi pour déceler et prévenir les pathologies qui se développent. Il est exact qu'en 1997, le CES n'a pu aboutir à un rapport d'évaluation sur les préretraites tant la situation des personnes concernées était éloignée des intentions signataires des conventions⁴. Or, nous sommes, désormais, en présence d'une population de 5 à 6 millions de personnes sans compter leur entourage proche. Pour les amoureux des chiffres, une enquête sur le coût social ferait certainement apparaître l'importance des dégâts et, ainsi que le préconise Michel Debout, la nécessité d'une intervention concertée. une *médecine préventive* des chômeurs inhérente aux plans sociaux.

Le livre soulève d'autres questions dont notamment celle de la mondialisation financière et du chômage mais on reste sur sa faim quand on se rappelle la déclaration de 2012 du candidat à la présidence de la République : « *Mon véritable adversaire est le monde de la finance* ». Cependant dans une note de bas de page, il faut souligner l'idée de créer au sein de la Cour pénale internationale d'une chambre spécialisée contre la criminalité financière !

Gabriel FONTENOY

1. *Le traumatisme du chômage* de Michel Debout, Les Éditions de l'Atelier, 2015, 12 €.

2. *Travail, violences, environnement*, 1999 ; *Le harcèlement moral au travail*, 2001.

3. [http://www.thelancet.com/journals/lanpsy/article/PIIS2215-0366\(14\)00118-7/abstract](http://www.thelancet.com/journals/lanpsy/article/PIIS2215-0366(14)00118-7/abstract)

4. « Les interventions de l'État en faveur des salariés licenciés âgés de plus de cinquante-cinq ans », CES, 1997.

Palestine : un Peuple vivant, un Etat virtuel

Chapitre II : le ghetto colonialiste

Quand on entend les Israéliens parler de leurs voisins, ils disent « les Arabes ». Le vocable « Palestinien » pour eux semble maudit, ou bien n'existe pas. Ils pratiquent en quelque sorte la « novlangue » d'Orwell. En effet, pour bon nombre d'entre eux, les Palestiniens sont un non-peuple et chaque Arabe palestinien est un terroriste en puissance.

Certes, le terrorisme aveugle a émaillé l'histoire de l'Etat d'Israël et ce ne fut certainement pas la bonne stratégie pour la Résistance palestinienne. Et tout cela fut accompagné d'une propagande aussi haineuse qu'imbécile proclamant la volonté de « jeter les Juifs à la mer ». Ces attentats ne firent qu'accroître les tensions et renforcer les factions les plus extrémistes des deux camps.

À chaque attentat palestinien répondirent systématiquement des représailles disproportionnées dont l'objectif réel n'était pas d'éradiquer le terrorisme, mais d'affaiblir le peuple palestinien pour le rendre politiquement inopérant. On l'a vu récemment à deux reprises à Gaza lors des « opérations » dites « plomb durci » fin décembre 2008 et « bordure protectrice » au mois d'août 2014.

Pourtant, il existe de rares voix israéliennes pour mettre en garde sur cette politique à terme suicidaire. Ainsi, l'historien Schlomo Sand, très controversé dans les milieux sionistes, déclare : « Comme Israélien et comme être humain, je n'aime pas les roquettes. Mais comme Israélien et historien, je n'oublie pas que ceux qui les lancent sont les enfants et petits-enfants de ceux qui ont été chassés de Jaffa et d'Ashkelon en 1948. Ce peuple de réfugiés, moi, Shlomo Sand, je vis sur la terre qui était la sienne. Je ne dis pas que je peux leur rendre cette terre. Mais que chaque offre de paix doit partir de ce constat. Quiconque oublie cela n'arrivera jamais à offrir une paix juste aux Palestiniens. »

C'est là l'ambiguïté : le retour des réfugiés de 1948 signifierait la fin de l'Etat d'Israël, en revanche le refus de reconnaître la réalité de leur sort ne permettra jamais d'aboutir à une réelle solution négociée.

Et c'est sans doute là aussi la véritable raison de l'installation des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Créer un fait accompli irréversible où à terme, Jérusalem Est et la Cisjordanie seraient annexées à Israël, la population palestinienne étant sous tutelle dans de véritables « bantoustans ».

Il y a différentes catégories de colonies : les colonies d'habitation qui sont essentiellement de nouveaux quartiers construits sur le territoire de la Cisjordanie autour de la partie orientale de Jérusalem, les colonies agricoles – plus rares – qui confisquent aux Palestiniens les terres les plus fertiles et les colonies religieuses du Goush Emounim, le bloc de la foi, qui est un très puissant groupe de pression en Israël. Hébron en est l'exemple.

La chape de plomb de l'occupation

En entrant dans Hébron, on sent immédiatement le poids de l'occupation. L'ambiance y est lourde, inquiétante. Même si on voit très peu de monde, on prend tout de suite conscience qu'un affrontement peut se déclencher d'un moment à l'autre.

Hébron a le malheur d'abriter le caveau des Patriarches avec la tombe d'Abraham. Une mosquée a été construite sur ce lieu saint pour les trois religions monothéistes. Auparavant, les adeptes de ces trois religions étaient libres de venir y prier. Depuis, se sont installées à Hébron quatre colonies juives composées en tout de 500 membres tous religieux intégristes. Ils se sont appropriés la moitié de la mosquée des Patriarches suite au massacre de 29 Palestiniens perpétré dans cette mosquée par un colon et l'ont

transformée en synagogue. En réaction, les musulmans ont interdit à tout non musulman de pénétrer dans la mosquée.

Observons que les religieux juifs de Jérusalem appliquent la même stratégie à l'Esplanade des mosquées : ils souhaitent y construire une synagogue pour pouvoir y prier confisquant ainsi une partie de cet espace aux musulmans. C'est d'ailleurs la raison des heurts sanglants qui ont régulièrement lieu à Jérusalem.

On voudrait déclencher une guerre de religions, on ne procéderait pas autrement !

Nous avons vécu un incident assez significatif. Nous montions vers l'esplanade de la mosquée des Patriarches lorsqu'un soldat israélien nous a intimé l'ordre de redescendre, sans aucun motif. Nous avons très vite compris qu'il fallait obtempérer. Ici la force règne en maître. Un gradé a rappelé brusquement à l'ordre un soldat qui devisait avec quelques membres du groupe. Une fois redescendus, les soldats ont placé des barrières et un véhicule blindé est venu stationner devant ce « barrage ».

Rien de bien sérieux, mais une ambiance lourde et une tension permanente.

À Hébron, les colonies sont protégées par 1.500 soldats de Tsahal. En outre, ces unités sont composées de soldats et d'officiers qui sont eux-mêmes issus de colonies. Dès lors, la répression à l'égard des habitants palestiniens y est spécialement dure.

Ainsi, la vie économique est volontairement sabotée. Ainsi, plus de 1.800 boutiques de commerçants palestiniens de la Vieille ville de Hébron ont été fermées après la deuxième Intifada. Les volets de ces magasins sont soudés de sorte que leurs propriétaires n'y ont plus accès. D'autres boutiques sont fermées pour des raisons économiques, l'économie locale étant gravement entravée par ces mesures coercitives.

Même la vie scolaire y est perturbée. Pour se rendre à l'école, les enfants de la Vieille ville doivent passer par un check point qui est parfois fermé par les Israéliens. Ainsi, en 2013, suite à ces fermetures, 67 jours scolaires ont été perdus pour chaque élève.

S'il n'y avait le contrôle familial, les jeunes traîneraient dans la rue à essayer de vendre des babioles aux touristes ou à effectuer des rapines. Très vite, ils lanceraient des cailloux sur les véhicules militaires israéliens. Il suffit d'une étincelle !

Sammer Kokaly qui est un militant palestinien et qui est directeur d'une agence de voyages destinée à amener des touristes en Palestine afin de leur faire prendre conscience du sort de son pays nous a racontés qu'à l'âge de quinze ans, à la sortie de l'école, il a jeté une pierre sur un véhicule de patrouille israélien. Un geste de gamin mais aux sérieuses conséquences ! Les soldats lui ont tiré dessus. Il a reçu une balle en plastique dans la fesse droite et une autre au talon de sa chaussure droite qui n'a heureusement pas pénétré le pied. Le plastique de ces balles était en réalité composé de grenailles. Il est resté à l'hôpital quelques jours. Heureusement, la balle a été extraite de sa fesse, mais bien que non touché, il avait un hématome au pied droit qui l'a empêché de marcher pendant près de trois semaines.

Voilà donc cette ville de Hébron qui tente pourtant de se redresser, d'avoir une vie la plus normale possible, placée sous la tutelle des Israéliens les plus fanatiques qui refusent en définitive de donner aux habitants le statut d'êtres humains.

Cependant, tous ceux avec qui nous avons parlé sont unanimes. Ils s'accrochent. Ils restent. Des liens de solidarités se tissent entre eux quelles que soient leur religion ou leurs idées politiques. Et le plus

frappant, nous n'avons jamais entendu un propos judéophobe. C'est fondamental. C'est la volonté de devenir un peuple libre, d'obtenir justice qui l'emporte sur la haine, surtout de la part des jeunes. Ces jeunes Hébronites nous ont donné une fameuse leçon !

Une crise du logement

Comme dans la plupart des villes européennes, il y a une crise du logement en Israël. Acheter aujourd'hui un bien à Tel Aviv ou à Jérusalem Ouest est hors de prix. Par contre, dans les colonies, le logement reste abordable. Aussi, pas mal d'Israéliens vont s'installer dans les colonies, non pas dans un but politique ou religieux, mais dans une optique purement économique, notamment autour de Jérusalem. Il y en a même qui ignorent qu'ils se trouvent dans une colonie !

Même des Arabes israéliens pour les mêmes raisons s'installent dans les colonies. Ainsi, ils disent avec leur humour particulier : « Nous colonisons les colonies ! ».

Nous avons rencontré l'Israélien, qui l'est devenu sans doute malgré lui, Michel Warchawski, journaliste, militant de la cause palestinienne.

Voici ce qu'écrit Mona Chollet au sujet de Michel Warschawski : « Fils du grand rabbin de Strasbourg, élevé dans une famille qui considérait que « l'identification avec les opprimés, les faibles et les humiliés faisait partie de son identité juive », et où « le soutien à l'indépendance algérienne était aussi évident que l'interdiction d'allumer la lumière le samedi », Michel Warschawski est parti à l'âge de seize ans poursuivre des études talmudiques à Jérusalem. « Jérusalem, pas Israël, précise-t-il d'emblée. Car j'avais bien senti qu'en Israël il y avait le centre israélien et la périphérie juive. Le centre, c'était Tel-Aviv : une ville moderne, laïque, occidentale. » Cette ville l'intimide tant, lors de sa première visite, que son cousin, qui y est né, le sermonne : « Cesse donc de te comporter comme un petit youpin, tu n'es pas à Strasbourg. » Ce qui lui fait dire : « C'est à Tel-Aviv que j'ai entendu pour la première fois une remarque antisémite. »

Jérusalem, en revanche, lui apparaît comme « le négatif d'Israël, un microcosme de la diaspora, un ghetto juif à la frontière entre Israël et le monde arabe ». Au fond, affirme-t-il, les dirigeants travaillistes méprisent la Ville Sainte : « Avec ses synagogues, ses quartiers ghettos et son marché oriental, ses juifs en caftan et en chapeau de fourrure, elle leur rappelait trop la diaspora qu'ils haïssaient. Mais moi, c'est précisément ce que les pères fondateurs d'Israël méprisaient qui m'attirait dans cette ville. » Cette situation, cependant, ne durera pas : « Le 6 juin 1967, les parachutistes du colonel Mota Gour allaient mettre fin à cette spécificité.(...) La conquête de Jérusalem-Est allait aussi signifier la normalisation de Jérusalem, sa "naturalisation" israélienne. »

Et c'est cette « naturalisation » que Warschawski ne supporte pas. Aujourd'hui, les choses ont changé. La gauche israélienne est en pleine déliquescence. Elle avait créé un establishment ashkénaze – Juifs originaires d'Europe orientale et centrale – qui avait la main sur tout Israël, tandis que les Sépharades – Juifs méditerranéens et orientaux – formaient la classe ouvrière, le petit commerce, les laissés pour compte. Paradoxalement, c'est la droite qui les représentait. C'est l'arrivée massive de Juifs Soviétiques qui a bouleversé ce relatif équilibre. La société israélienne a vécu une véritable révolution qui a d'ailleurs modifié fondamentalement le projet sioniste.

Menahem Begin était le chef de la droite israélienne. Il avait été un des dirigeants de l'Irgoun, le groupe clandestin qui a commis des attentats terroristes contre les Britanniques avant 1948 et qui a été dissous par Ben Gourion lors de la proclamation de l'Etat d'Israël. Le groupe rival, la Haganah, l'a emporté et fut l'embryon de l'armée israélienne devenue la célèbre Tsahal. Mais il y a eu depuis une déchirure dans la société israélienne qui ne s'est jamais fermée.

Begin devint Premier ministre après la victoire du Likhoud aux élections de 1977. Il le resta jusqu'en 1983. C'est lui qui reçut Sadate et qui signa les accords de Camp David qui permirent la restitution du Sinaï à l'Égypte. Depuis lors, l'ennemi n'était plus les Etats arabes voisins d'Israël, à l'exception de la Syrie, mais les Palestiniens. La gauche israélienne ne s'est jamais remise de sa défaite de 1977, même si elle revint au pouvoir à plusieurs reprises.

En 1983, Begin démissionna suite à l'invasion du Liban décidée sans son accord par son ministre de la Défense, Ariel Sharon qui devint ainsi le maître du jeu en Israël.

Des colonies avaient déjà été érigées en Cisjordanie dès 1967 et à Gaza, mais c'est à partir de Sharon que le mouvement prit de l'ampleur.

En effet, en novembre 1967, une colonie a été fondée au sud de Jérusalem : Kfar Etzion. Il s'agit de la reconstruction d'un kibboutz qui avait été pris par la Légion arabe en 1948 et que les Israéliens considéraient comme le symbole de leur défaite de Jérusalem, puisqu'ils n'avaient pas réussi à garder l'ensemble de la ville et de ses environs. En même temps, est appliqué le plan Allon – du nom du vice-premier ministre de l'époque, Ygal Allon – qui consistait à planter des colonies dans des secteurs peu peuplés le long du Jourdain qui forme depuis la frontière avec la Jordanie. Cela s'inscrit dans la stratégie politique du gouvernement israélien de l'époque : « disposer de frontières sûres ». Le Jourdain en est une. Mais l'idée qui n'a guère duré, était de ne pas s'implanter dans les territoires arabes de Cisjordanie.

C'est en 1977 que Menahem Begin étend la législation israélienne à la bande Gaza et à la Cisjordanie. Auparavant, le Gush Emounim fondé en 1974 avait construit des implantations sauvages en plusieurs endroits de Cisjordanie. Ainsi, l'influence des religieux commence à prendre de l'ampleur. En mai 1977, il existe 31 colonies qui comprennent 4.400 habitants. Leur nombre ne cessera d'augmenter pour arriver en 1984 à 44.000 personnes.

En 1992, lorsque les travaillistes reviennent au pouvoir, Yitzhak Rabin annonce un gel des colonies qui ne se réalisera pas. Un an plus tard, en dépit des accords d'Oslo, la construction de colonies se poursuit.

Le gouvernement construit en Cisjordanie pour relier directement les colonies à Israël, des routes de contournement réservées aux seuls colons dont le nombre est passé à 170.000 en 1995.

Sous le premier ministère de Netanyahu en 1996, le gel des colonies est levé et en 1998, Ariel Sharon, alors ministre des Affaires étrangères engage les colons à s'installer au sommet des collines de Cisjordanie. En 1999, lorsqu'Ehud Barak arrive au pouvoir, il y avait 180.000 colons répartis en 123 colonies.

Le mouvement ne s'arrêtera pas. En 2008, on compte 475.400 colons israéliens pour la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Rappelons qu'il y a 7,3 millions d'Israéliens et 2,3 millions de Palestiniens vivant en Cisjordanie.

En 2010, les colonies en Cisjordanie occupaient 42 % du territoire dans 121 colonies avec en plus une centaine de colonies dites « sauvages » et enfin les 12 faubourgs annexés par la municipalité juive de Jérusalem.

Cette colonisation est loin d'être anarchique. Elle répond à un plan bien déterminé visant en définitive à enfermer les Palestiniens dans des « bantoustans » relevant de l'Autorité palestinienne, totalement dépendants des autorités militaires israéliennes.

Le jeu de Go

Le jeu de Go est ce jeu de stratégie chinois qui consiste à placer des pions pour encercler ceux de l'adversaire. Eh bien, comme le dit Michel Warschawski, c'est sur le principe de ce jeu que sont édifiées les colonies israéliennes qui conquièrent peu à peu l'ensemble de la Cisjordanie. Il nous l'a montré avec ces fameuses

colonies de logements autour de Jérusalem. L'association de défense des droits de l'homme B'Tselem a publié un rapport qui décrit les mécanismes par lesquels l'Etat a peu à peu étendu son contrôle en Cisjordanie: les principales méthodes sont la réquisition de certaines zones au nom des « besoins militaires », leur classement en « terres d'Etat » ou l'expropriation pour « besoins publics ». Cette politique de colonisation systématique a été officiellement encouragée par des incitations financières et des avantages accordés aux colons encouragés à franchir la ligne verte. La plupart des colonies profitent du statut de « zones de priorité nationale » qui leur donne droit à des aides au logement et à l'éducation.

Concernant les Palestiniens, par le système du jeu de Go, on implante sur la route une station d'essence ou un petit zoning industriel qui sert de point d'attraction pour les colonies qui se construisent sur les sommets encerclant ainsi les villages palestiniens. En outre, les routes des colons se trouvent toujours au-dessus des routes palestiniennes. De plus, les Palestiniens ne peuvent exporter directement leurs productions via Israël pour accéder au port de Haïfa. Ils sont contraints de transvaser les marchandises transportées par camion dans des camions immatriculés en Israël qui, seuls, peuvent entrer en territoire israélien. Cela retarde considérablement le transport et cela augmente substantiellement les coûts.

L'objectif final de tout cela est bien entendu d'annexer à Israël la Judée (partie Sud) et la Samarie (partie Nord) qui composent la Cisjordanie.

Comme il est impossible d'expulser les Palestiniens, les Israéliens leur rendent la vie impossible espérant qu'ils partiront d'eux-mêmes.

Cependant, les Palestiniens connaissent trop bien le sort fait aux réfugiés et tiennent à rester chez eux et à vivre de leurs terres. Des résistances ont lieu. En effet, avec l'aide d'associations de solidarité, des paysans palestiniens ont déposé des plaintes devant les tribunaux israéliens et dans plusieurs cas ont obtenu gain de cause devant l'ultime instance de recours : la Cour suprême israélienne. Ce ne sont que de petites victoires, mais elles pourraient à terme considérablement gêner la poursuite de la colonisation.

Il faut bien se rendre compte que ce système est illégal aussi bien sur le plan du droit national israélien ou jordanien que sur celui du droit international

- le droit de propriété, en prenant le contrôle de vastes étendues de terres de la Cisjordanie en faveur des colonies;
- le droit à l'égalité et d'une procédure régulière, en établissant des systèmes juridiques distincts, dans lesquels les droits de la personne sont basées sur son origine nationale, les colons étant soumis à un système juridique d'Israël, qui est basé sur les droits de l'homme et des valeurs démocratiques, tandis que les Palestiniens sont soumis le système juridique militaire, qui les prive systématiquement de leurs droits;
- le droit à un niveau de vie suffisant, étant donné que les règlements ont été intentionnellement fixés d'une manière qui empêche le développement urbain des communautés palestiniennes, et le contrôle par Israël des sources d'eau empêche le développement de l'agriculture palestinienne;
- le droit à la liberté de mouvement, au moyen des points de contrôle et autres obstacles aux déplacements des Palestiniens en Cisjordanie, qui sont destinées à protéger les colonies et les artères de la circulation des colons;
- le droit à l'autodétermination, en rompant la continuité territoriale palestinienne et la création de dizaines d'enclaves qui empêchent la création d'un Etat palestinien indépendant et viable.

Alors, que faire ? Y a-t-il un espoir pour les Palestiniens ? Verra-t-on un jour la paix entre les deux peuples ? Nul n'a aujourd'hui de réponses à ces questions.

Cependant, des espoirs existent si le chemin nouveau ne passe plus par les routes des colons conquérants.

Pierre VERHAS

Prochain article :

Chapitre III : Deux Etats ? Impossible !

Mineurs isolés étrangers : proscrire les tests d'âge osseux

(R.E.S.F.)

Depuis 2012, huit jeunes étrangers au moins, de ceux que l'on appelle Mineurs Isolés Etrangers (MIE), ont été traduits devant les tribunaux lyonnais, le Conseil général du Rhône qui les avait pris en charge se portant partie civile. Tous condamnés en première instance à des peines de plusieurs mois de prison, assorties ou pas du sursis, à des années d'interdiction du territoire ainsi qu'à de lourdes sanctions financières (jusqu'à 260 000 €). Accusés d'usurpation d'identité, de faux et d'usage de faux dès l'instant où un test d'âge osseux les décrète majeurs, et, selon la presse locale, « d'avoir vécu aux crochets du contribuable ». Soumis aux mêmes tests qui les décrètent majeurs, d'autres jeunes, plusieurs centaines vraisemblablement, sont exclus de l'Aide sociale à l'Enfance (ASE) et se retrouvent à la rue.

Pris en charge par l'ASE à leur arrivée en tant que mineurs au vu des documents qu'ils ont produits, ils sont accusés d'avoir menti sur leur âge, souvent à quelques mois de leur majorité. Ils sont alors soumis à des examens physiologiques et à des tests d'âge osseux dégradants pour ces jeunes filles et garçons et dont quasi unanimement les instances médicales et éthiques récusent la validité et condamnent l'utilisation à d'autres fins que médicales. Ainsi, dès juin 2005, le Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE) soulignait « l'inadaptation de ces méthodes », comme l'avait fait auparavant la Défenseure des enfants. Tour à tour, l'Académie nationale de médecine, le Comité des droits de l'Enfant des Nations unies, l'ancien commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, le Haut Conseil de la santé publique, le Défenseur des Droits, ont émis sur ce point les plus expresses réserves. Récemment, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'homme (CNCDH), dans un avis du 24 juin 2014 préconisait de « mettre fin aux pratiques actuelles d'évaluation de l'âge. »

Ces mineurs seraient-ils des délinquants si dangereux qu'il faille les arrêter à l'audience, les écrouer sur l'heure ? Que fait-on de leur scolarité, pourtant prévue par la loi française même en cas de présence irrégulière sur le territoire ? De leurs stages ? La justice n'en veut rien savoir, c'est à l'instant, tout de suite, qu'ils doivent payer leur prétendue dette à la société. Même s'ils n'ont commis aucun autre délit que celui, non prouvé, voire inventé, d'avoir dissimulé leur âge, ils ont été enfermés au milieu de délinquants, ont purgé jusqu'à quatre mois de prison à Lyon-Corbas.

(...) La place de ces mineurs n'est ni dans la rue ni en prison. (...) Renonçons donc à cette pratique, comme l'ont déjà fait plusieurs pays voisins du nôtre : il y va de l'avenir de ces jeunes gens. Il y va aussi des valeurs qui, selon nous, doivent régir la société. La protection des mineurs – de tous les mineurs !- doit s'exercer pleinement.

Cette pétition du Réseau Education sans frontières (R.E.S.F.) peut être signée sur internet à l'adresse:

<http://www.educationsansfrontieres.org/spip.php?article52122#signer>

LETTRE D'AMERIQUE

Quelques héros

Parfois il est bon de regarder au-delà de la réalité actuelle. Cette *Lettre* résumera d'abord quelques dures actualités, et puis — une fois n'est pas coutume — changera complètement de sujet pour parler des lieux qui évoquent pour moi quelques héros du passé. « Héros » aux yeux de votre correspondant, bien entendu. Je vous les livre dans le désordre, comme ils me viennent à l'esprit.

Préliminaire : petites nouvelles locales

L'hiver a été particulièrement rude en Nouvelle Angleterre. On dit que la température moyenne du mois de février a été de 11 degrés Fahrenheit (- 12 C.), le mois de février le plus froid depuis qu'on enregistre les températures. Comme l'aide fournie par le gouvernement fédéral aux gens qui ont du mal à payer le chauffage a été réduite de façon draconienne par le Congrès Républicain, beaucoup de familles doivent choisir entre le chauffage et la nourriture. Le Massachusetts, état relativement riche avec un gouvernement relativement éclairé, a ajouté vingt millions de dollars à cette aide l'année dernière, selon l'ancienne maire de la petite ville où j'habite, mais l'état n'a plus d'argent pour cette année. D'ailleurs, comme le programme d'aide alimentaire a été « modernisé, » il y a 75 000 personnes de moins qui ont droit à cette aide mais qui en ont réellement besoin. Notre ancienne maire fait donc appel aux bonnes volontés pour permettre aux *food pantries* — les « garde-mangers » privés où les plus démunis peuvent se servir gratuitement — de continuer à les nourrir : donnez généreusement, plaide-t-elle dans un éditorial récent de notre journal local, cela les aiderait aussi à payer le chauffage. Voilà qui rappelle les beaux jours du XIX^e siècle.

Petite (?) nouvelle nationale

...Laquelle pourrait servir de postscriptum à ma dernière *Lettre* sur le rôle de l'argent dans les élections : les Frères Koch (voir *RP*, no. 787, p. 18) ont promis de déboursier approximativement 900 millions de dollars pour financer en 2016 la campagne des candidats qui voteront selon les principes de ces frères multimilliardaires : réduire le rôle du gouvernement dans tous les domaines — y compris l'aide aux plus pauvres, bien sûr, — combattre toute tentative de réduction des émissions de carbone (rappelons que la fortune des Koch vient essentiellement de l'industrie pétrolière), etc. Cette somme est plus élevée que celle dépensée en 2012 par les deux grands partis politiques ensemble.

LIEUX DE MÉMOIRE

Union Station, Washington, D.C.

La gare de chemin de fer de la capitale est grande et belle. Construite en 1908 et rénovée quatre-vingts ans plus tard, son style est le même que celui d'autres gares

de cette époque, et m'a toujours semblé « romain. » C'est le style d'un empire — industriel et commercial plutôt que politique — sûr de lui-même. Sa confiance resplendit dans la pierre et le verre.

A l'intérieur, près de l'endroit où on prend le train, j'ai découvert il y a une vingtaine d'années la statue d'un orateur noir qui se tient debout derrière un pupitre, la main tendue devant lui : **A. Philip Randolph**, fondateur du syndicat des « *Sleeping Car Porters* » (employés des wagons-lits.). Des paroles extraites d'un de ses discours sont gravées sur le socle (je traduis) : « Au grand banquet de la nature, aucune place n'est réservée. On obtient ce qu'on peut prendre et on garde ce qu'on peut tenir. Et si on ne peut rien prendre, on ne peut rien avoir. Et si on ne peut rien tenir, on ne peut rien garder. Et quand on ne s'organise pas, on ne peut rien prendre.»¹ Belles paroles en anglais, qui m'ont donné le désir d'en savoir plus long sur un homme qui n'était jusque-là qu'un nom pour moi.

L'article sur Asa Philip Randolph dans Wikipédia.fr vous dira qu'il a fondé ce syndicat en 1925 et qu'« après plusieurs années de lutte, les employés de cette entreprise, pour la plupart des Afro-Américains, obtinrent des négociations en 1935, qui débouchèrent sur un accord deux ans plus tard. » Ce que l'article ne dit pas : ces *porters* travaillaient dur, parfois 24 heures sur 24 avec quelques courtes siestes, et le travail exigeait qu'ils affichent une attitude servile, puisque la quasi-totalité des voyageurs à qui ils apportaient nourriture et boissons, et pour qui ils faisaient et refaisaient le lit, étaient blancs. Il fallait du courage pour que ces hommes méprisés se syndicalisent et menacent de faire grève pendant la Grande Dépression : le chômage était généralisé et une violente répression accompagnait souvent les grèves de cette époque, y compris contre les grévistes blancs ; de plus, il y eut dans le Sud entre 1927 et 1935 plus de 165 Noirs lynchés dans des conditions atroces. La menace de violence extrême contre les Noirs était constante. On peut imaginer qu'elle l'était encore plus pour le leader de ce syndicat.

A. Philip Randolph poursuivit sa carrière de militant syndicaliste et antiraciste pendant la guerre. Lui et ses camarades obtinrent notamment du Président Roosevelt qu'il signe un décret mettant fin à la discrimination dans les usines d'armement ; plus tard, l'organisation pour la désobéissance civile non-violente fondée par lui — y compris au sein de l'armée — fut sûrement une des raisons qui amenèrent le Président Truman à mettre fin à la ségrégation dans les forces armées en 1948. Enfin, avec Martin Luther King et Bayard Rustin, A. Philip Randolph fut l'un des principaux organisateurs de la grande marche sur Washington du 28 août 1963, moment clé dans la lutte pour l'égalité raciale et sociale. Mais pour moi, c'est surtout son rôle dans l'organisation des *sleeping car porters* qui fait de lui un héros.

Terre Haute, Indiana – Detroit, Michigan – Canton, Ohio

Quand j'étais enfant à New-York, j'écoutais parfois

WEVD (les stations de radio se désignent toujours par des lettres chez nous, la première étant « W » pour *World*) mais j'ignorais que les trois dernières lettres étaient les initiales de Eugene V. Debs, l'un des fondateurs du syndicat révolutionnaire « International Workers of the World » (IWW, les *Wobblies*) et cinq fois candidat à la présidence des États-Unis pour le Socialist Party qui reçut près d'un million de voix en 1920—année qu'il passa pourtant en prison pour « sédition » à cause de ses discours antimilitaristes. L'emprisonnement ne lui était pas inconnu, d'ailleurs : en 1894 il avait fait de la prison pour avoir déclenché une grève contre la même entreprise de construction et de gestion des wagons-lits (Pullman) que celle contre laquelle A. Philip Randolph allait lutter un quart de siècle plus tard en organisant les employés noirs.

Terre Haute, le premier des lieux ci-dessus aux noms à la fois français et très américains (Debs lui-même était issu de l'immigration alsacienne) est le lieu même de sa naissance en 1855 et la ville où il a passé la plupart de sa vie. Le deuxième, Detroit, est la ville où en 1906 Debs a prononcé un discours prophétique dont j'extrais le passage suivant (je traduis encore) :

« Si vous cherchez un Moïse pour vous conduire hors de ce désert capitaliste, vous n'irez nulle part. Même si je le pouvais, je ne vous conduirais pas en Terre Promise, parce que si je vous y faisais entrer, quelqu'un d'autre pourrait vous en faire sortir. »²

Et Canton, dans l'Ohio, c'est la ville où, en juin 1918, il prononça un discours contre la Grande Guerre (les États-Unis y étaient engagés depuis presque un an, prônant la résistance à la conscription. Dans ce discours, il disait notamment ceci :

[Aux hommes politiques qui aiment à se vanter chez nous qu'ils sont « sortis des rangs »] : « J'aurais honte d'avouer que je suis, moi, sorti des rangs. Lorsque je m'élèverai, ce sera avec les rangs. » (...) « ...N'ayez pas peur qu'on vous accuse de trahison envers vos maîtres, craignez plutôt de vous trahir vous-même. (...) En ce moment, vous avez surtout besoin de savoir que vous n'êtes ni des esclaves ni de la chair à canon, vous valez infiniment mieux que cela. »

Le discours lui valut une peine de dix ans de prison (commuée en 1921). Lors de son procès, il proclama haut et fort sa foi dans le socialisme, une foi fondée sur des valeurs humanistes et égalitaires ; il prôna aussi une révolution paisible dans le cadre de la loi. Quand le juge rendit son verdict, Debs prononça ces mots : « Monsieur le Président, cela fait longtemps que j'ai reconnu ma parenté avec tous les êtres vivants, et que j'ai décidé que je n'étais pas meilleur que la plus humble des créatures terrestres. J'ai dit alors, et je le redis maintenant, que tant qu'il y aura une classe inférieure j'en ferai partie, tant qu'il y aura des criminels (*a criminal element*) je serai l'un d'eux, et tant qu'il y aura une seule âme en prison, je ne serai pas libre. »

Aujourd'hui, lorsqu'on porte atteinte aux droits fondamentaux des ouvriers dans plusieurs des états du pays

et que le mot « socialiste » sonne comme un juron aux oreilles de beaucoup d'Américains, la mémoire d'Eugene V. Debs, de ses valeurs, de son éloquence et de son courage, rappelle ce qui était possible il y a moins de cent ans, et fait rêver à ce qui est — peut-être ! — possible encore.

Ebbets Field, Brooklyn, New York

Ce stade dans le *borough* (« arrondissement » qui regroupe quelque deux millions d'habitants) de Brooklyn, où j'ai grandi, n'existe plus. Pas plus que son équipe de baseball : les Brooklyn Dodgers. (Ce sont maintenant les Los Angeles Dodgers — rien à voir !) Les équipes de sport professionnel aux États-Unis sont de grandes entreprises commerciales, et la décision du Président des Dodgers d'embaucher un joueur de grand talent—mais noir, dans un sport ségrégué où il y avait d'un côté les pauvres *Negro Leagues* pour les Noirs et de l'autre, les riches *Major Leagues* limitées aux seuls Blancs—fut sûrement motivée par des considérations économiques autant qu'humanistes. N'importe. Le choc fut immense : dans le stade de baseball, à part l'herbe verte du terrain, tout jusque-là avait été blanc : les uniformes comme les peaux. Tout d'un coup, cette tache très noire : la peau de **Jackie Robinson**, un joueur surdoué aux réflexes très rapides... qui devait, suivant les instructions du Président de l'équipe, rester de marbre devant les ignobles insultes racistes que les spectateurs — surtout dans les autres villes — déversaient sur lui. De marbre, il le fut. ...Et néanmoins, pendant ces dures années, comme je l'ai dit dans une précédente *Lettre*, il réussissait sur le terrain les coups les plus audacieux. (*RP*, 786, p. 26.) Admirable héros du sport, héros aussi de la lutte pour l'égalité.

« The Mission, » San Francisco, Californie

Quartier que beaucoup de ses habitants appellent « Nuestra Mission, » car ils viennent surtout du Mexique, mais aussi des pays d'Amérique Centrale. Une des grandes artères qui traverse le quartier s'appelait « Army » (on n'ajoute pas « Avenue » ou « Boulevard » à San Francisco, seulement le nom) mais il y a une quinzaine d'années elle a été rebaptisée **Cesar Chavez**, un héros dont le portrait trône dans le couloir de l'école élémentaire, bilingue et publique, de mes petits-enfants, face au bureau de la directrice de l'école.

L'article qui lui est consacré dans Wikipédia.fr donnera au lecteur une bonne idée de sa carrière de militant syndicaliste. Ce fils d'immigrés mexicains ouvriers agricoles et ouvrier agricole lui-même organisa, à partir de 1947, ses camarades immigrés. Je ne retracerai pas ses luttes ici, mais je voudrais souligner le courage et la force de persuasion qu'il lui fallut pour obtenir, avec eux et pour eux — ces déshérités de la terre — les droits les plus élémentaires et des conditions d'existence plus dignes. Ces hommes et ces femmes, dont l'anglais est souvent hésitant, voire inexistant, étaient et sont toujours méprisés par leurs patrons et par une bonne partie de la société américaine—pire, ils inspièrent, et ils inspirent toujours, de la méfiance dans beaucoup de coins

du pays.³ Dans ces luttes inégales où les armes de Chavez étaient la grève et la désobéissance civile non-violente, « les propriétaires jouissent du soutien de la police et de la justice, » comme le fait remarquer l'article de Wikipédia. En 1975, la législature de l'état de Californie votait enfin une loi reconnaissant la liberté syndicale dans les entreprises agricoles.

La réussite invraisemblable, même partielle, de son combat à la tête des United Farm Workers (Chavez meurt en 1993, mais la lutte continue) est bien résumée par sa fameuse devise : « *Si, se puede !* » Barack Obama l'a adaptée en anglais et l'a faite sienne dans l'élection présidentielle de 2008 : « *Yes we can !* »

Moscou, Russie

...et non pas Moscow dans l'Idaho, ville de quelque 24.000 habitants, la plus grande ville cet état de l'Ouest. Pourquoi Moscou serait-ce un « lieu de mémoire » américain ? Parce que c'est la ville où **Edward Snowden** a trouvé refuge. Cet homme de trente-deux ans a pris la décision de sacrifier sa belle carrière d'informaticien dans la CIA et dans le privé—de sacrifier sa vie, pourrait-on dire—afin de révéler la surveillance monumentale, quasi-totalitaire et totalement illégale que la CIA et la NSA (National Security Agency) exercent sur les citoyens américains. En mai 2013, sachant que toute tentative de faire cela depuis les États-Unis serait bloquée et n'aurait pour résultat que son emprisonnement immédiat, car les informations qu'il divulguait était classifiées,⁴ Snowden a fui le pays, et, avec des précautions infinies, a réussi à rendre publiques ses révélations. Il l'a fait en bon Américain qui croit aux idéaux de son pays, car ce qu'il voyait faire sous ses yeux était une violation directe de deux amendements à la Constitution fondateurs de notre démocratie : les quatrième et quatorzième amendements. Le cas de Snowden est exposé, en partie au moyen d'une longue interview avec lui, dans le film remarquable de Laura Poitras, *Citizenfour*, qui a été récompensé en février 2015 par l'Oscar du meilleur documentaire. Snowden lui-même, a dit le présentateur avec une ironie discrète, n'a pu assister à la cérémonie, *for some reason* : « pour une raison que j'ignore ».

David BALL (dball@smith.edu)

Notes:

[1] En anglais, l'effet de ces verbes monosyllabiques est particulièrement fort, mettant en valeur le mot le plus long et le plus important : « *organization*. » *At the banquet of nature, there are no reserved seats. You get what you can take and you keep what you can hold. And if you can't take, you can't get. And if you can't hold, you can't keep. And without organization, you can't take.*

[2] La fin de la phrase est simple et forte en anglais, donc très dure à traduire ; elle joue sur le verbe *lead* (conduire, guider) et les postpositions *in/out* : *if I led you in, someone else would lead you out.*

[3] En témoigne la forte répugnance de pas mal de Républicains à accorder la nationalité américaine même aux enfants des immigrants venus ici illégalement. Maintenant adultes, ils ne connaissent d'autre pays que les États-Unis. L'aile droite du parti Républicain a failli obliger le département de Homeland Security (la police des frontières et des aéroports) à cesser ses activités faute d'argent, si le Président Obama n'annulait pas son décret empêchant la déportation de ces jeunes Américains non-citoyens.

[4] John Kiriakou, ancien agent de la CIA qui a révélé la torture pratiquée par cet organisme gouvernemental après le 11 septembre 2001, est toujours en prison.



D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements 4e trimestre 2014 et 1er trimestre 2015 : Bibliothèque d'information centre Pompidou (75), Boussarie G. (44), Dardenne D. (88), Delaunay Th. (49), Demeulenaère Ph. (75), Demorgon J. (75), Descours A. (42), Djournio Edwige (78), Edelist Claire (94), Gibert G. (42), Husser Anne (88), Lamarque M. (94), Lambart M. (91), Paulhan J. (75), Roubin P. (75), Tizon A. (75), Tran Van Hélène (94), University Berkeley (USA).

Souscriptions 4e trimestre 2014 et 1er trimestre 2015 : Dardenne D. (88), Demeulenaère Ph. (75), Demorgon J. (75), Descours A. (42), Djournio Edwige (78), Edelist Claire (94), Gibert G. (42), Husser Anne (88), Lamarque M. (94), Lambart M. (91), Paulhan J. (75), Roubin P. (75), Tizon A. (75), Tran Van Hélène (94).

Abonnements – Réabonnements (23 euros)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Proletarienne CCP : 8044 64 Y PARIS, adressé à Jean Moreau, 26, rue des Rosiers, 75004 PARIS